

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA COMPAGNIE FRANÇAISE

DES

INDES ORIENTALES DE 1664

Considérée comme Société de Commerce

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 21 mars 1911, à 1 heure 1/2

PAR

HENRI GROLOUS

Président : M. CHÉNON.

*Suffragants : } MM. LESEUR, } professeurs.
 } GARÇON, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553404_0031

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA COMPAGNIE FRANÇAISE

DES

INDES ORIENTALES DE 1664

Considérée comme Société de Commerce

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 21 mars 1911, à 1 heure 1/2

PAR

HENRI GROLOUS



Président : M. CHÉNON.

Suffragants : { MM. LESEUR, }
 GARÇON, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

BIBLIOGRAPHIE

A. — Manuscrits.

Les manuscrits constituent la partie la plus importante de notre documentation. Nous nous sommes reportés à deux sources : les Archives nationales et les Archives du ministère des Colonies.

I. *Archives nationales*. — Nous avons trouvé quelques documents dans les registres suivants :

1° AD. IX (Finances de la Compagnie des Indes).

2° E (Minutes du Conseil du Roi).

3° O¹ (Maison du Roi).

4° X^{1A} (Registres du parlement).

II. *Archives du ministère des colonies*. — Ces archives nous ont fourni les renseignements de beaucoup les plus nombreux et les plus précieux. Nous avons compulsé les registres et cartons suivants :

Série C² (Compagnie des Indes, Administration en France), registres 2, 3, 4 et 5.

Série C², carton 1 (Indes orientales. Correspondance générale).

— registre 62 (Indes orientales. Correspondance générale).

Série B (Registres des ordres du Roy et autres expéditions pour la Compagnie des Indes orientales et occidentales de France), registres 1, 2, 3, 4 et 5.

Série C³, carton (Madagascar. Correspondance générale).

B. — Imprimés.

Souchu de Rennefort. — Histoire des Indes orientales. Paris, 1688, 1 vol. in-4°.

Charpentier. — Discours d'un fidèle sujet du Roi touchant l'établissement d'une Compagnie française pour le commerce des Indes orientales. Relation de l'établissement de la Compagnie française pour le commerce des Indes orientales. Paris, 1666, 1 vol. in-4°.

- Dernis.** — Recueil ou collection des titres, arrêts, édits concernant la Compagnie des Indes orientales établie au mois d'août 1664. Paris, 1755-1756, 4 vol. in-4°.
- Depping.** — Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV, 4 vol. in-4°. Paris, 1861-1882.
- Bonnassieux.** — Les grandes Compagnies de commerce, 1 vol. in-8°, Paris, 1892.
- Pauliat (L.).** — Louis XIV et la Compagnie des Indes. — Madagascar sous Louis XIV, 1 vol. in-12. Paris, 1886.
- Weber (H.).** — La Compagnie française des Indes (1604-1873), 1 vol. in-8°, Paris, 1904.
- Thaller (E.).** — Les sociétés par actions dans l'ancienne France (*Annales de droit commercial français, étranger et international*, 1901, n° 4).
-

LA

Compagnie française des Indes orientales de 1664

considérée comme société de commerce

INTRODUCTION

En 1664, grâce à l'initiative de Louis XIV et de Colbert, se fondait à Paris, sous le nom de Compagnie des Indes Orientales, une entreprise grandiose. Son but était le commerce des épices à Madagascar et aux Indes et elle jouissait à cet effet d'un privilège. Elle aurait dû, tout à la fois, si elle avait justifié les espérances que l'on avait fondées sur elle, procurer d'importants bénéfices à ses actionnaires, favoriser d'une manière générale le commerce français, et rapporter au pays une grande gloire, grâce à l'empire colonial qu'elle aurait pu fonder.

Cette Compagnie des Indes Orientales, qui prit une si grande place dans l'histoire au règne de Louis XIV, se présente à nous sous deux aspects très différents : à l'extérieur, elle constituait une Compagnie de colonisation, dont l'étude, au point de vue économique et politique, offre le plus vif intérêt ; à l'intérieur, une société anonyme par actions, déjà très perfectionnée, présentant tous les caractères des sociétés modernes, et à ce titre digne d'attirer l'attention de ceux qu'intéresse l'histoire de notre droit.

C'est sous ce second aspect uniquement que nous nous proposons d'étudier l'histoire de la Compagnie. Nous laisserons aux historiens le soin de déterminer le rôle de celle-ci à Madagascar et aux Indes, de faire le récit de ses expéditions, de ses conquêtes, de ses démêlés avec les Compagnies rivales et de ses déboires pour nous placer à un point de vue exclusivement juridique, étudier les détails de son établissement, de son organisation, puis de son histoire interne (1), et nous faire ainsi une idée des caractères essentiels que présentait au xvi^e siècle une société anonyme par actions.

Nous ne serons donc amené à parler des événements extérieurs de l'histoire de la Compagnie que par la répercussion inévitable qu'ils eurent sur les différents rouages de son administration à la métropole.

Et ainsi se trouveront dès maintenant précisés le but de notre ouvrage et ses limites, afin que n'y soit pas cherché ce que nous avons volontairement laissé dans l'ombre.

(1) Notre travail sur ce point s'est trouvé grandement facilité grâce surtout aux très précieux documents contenus aux Archives du Ministère des Colonies et aux Archives nationales. C'est ainsi qu'entre autres, nous avons retrouvé les statuts de la Compagnie, les comptes rendus des assemblées générales et des délibérations des commissaires ainsi que plusieurs bilans. Nous avons cru intéressant de mettre sous les yeux de nos lecteurs les statuts et ces bilans inédits. Nous les avons reproduits *in extenso* en appendice.

Nous ne manquerons pas de profiter de l'occasion qui se présente ici à nous d'adresser nos remerciements à ceux qui, par leur amabilité, facilitèrent grandement notre tâche.

C'est ainsi qu'aux Archives nationales, nous avons pu éprouver la complaisance proverbiale de Messieurs les archivistes ;

Qu'au ministère des colonies un accueil favorable fut réservé à notre demande de consulter les archives de ce département, et que chacun s'y employa à simplifier et aider nos recherches.

Mais il ne faut pas croire que, réduite à ces proportions, l'histoire de la Compagnie ne suffise pas à retenir notre attention ; elle nous en paraîtra digne au contraire tant par son importance, que par le perfectionnement des rouages de son administration.

Elle constituait une organisation extrêmement étendue, poussant ses ramifications sur toute la France, et les divers organes dont elle se composait nous apparaîtront, pour la plupart, établis avec autant de précision, dans les détails, que ceux des sociétés modernes. C'est ainsi que des chambres de direction étaient chargées de l'administration, que la délibération existait grâce aux assemblées générales qui auraient dû, d'après les statuts, être réunies chaque année, qu'enfin nous y trouverons un embryon de contrôle, grâce à l'institution de commissaires de surveillance.

Et ce ne sera pas une des remarques les moins curieuses que nous suggérera cette étude de voir que non seulement, déjà au ^{xviii} siècle une société anonyme par actions existait sous une forme presque aussi perfectionnée que les sociétés d'aujourd'hui, mais que les procédés employés pour sa constitution — plus ou moins honnêtes d'ailleurs — ceux mis en œuvre pour la sauver de la ruine ne s'éloignent pas sensiblement de ceux dont nous voyons user actuellement quelques directeurs peu scrupuleux de sociétés par actions.

Le « bluff », la réclame pour lancer l'affaire, les belles phrases débitées au cours des assemblées générales, les dividendes fictifs distribués pour duper les actionnaires, ne sont pas des inventions de ce temps : nous les trouverons déjà employés — et avec maestria — par les directeurs de la Compagnie.

Une fois de plus se trouve justifié le vieil axiome « Nil novi sub sole » !

Aussi bien ne faudrait-il pas croire que la Compagnie française des Indes eût été improvisée de toutes pièces par Louis XIV ou Colbert. Des essais de sociétés analogues, jouissant également d'un privilège exclusif pour le commerce des Indes avaient été tentés, antérieurement, en France et à l'étranger.

C'est qu'en effet ces Compagnies privilégiées, dont la conception peut nous étonner aujourd'hui, étaient les seules capables d'exercer le commerce des Indes.

Tout d'abord les frais de l'entreprise étaient énormes, surtout pour l'époque, et aucun particulier ne pouvait à lui seul les assumer. Les bâtiments qu'il fallait envoyer aux Indes devaient être, par la longueur même du voyage, d'un tonnage élevé ; de plus leur absence se prolongeait pendant plusieurs années, et de ce fait nécessitait un fonds de roulement important. Les gages, les vivres occasionnaient une grosse dépense. Ces vaisseaux devaient enfin emporter en marchandises d'échange et en numéraire des sommes considérables.

L'insécurité des mers d'autre part, la nécessité d'opposer, au besoin, aux indigènes des forces sérieuses, devaient amener les commerçants à se grouper, et par une conséquence logique, à se mettre à l'abri d'une concurrence dangereuse grâce à la concession d'un monopole leur assurant le droit exclusif du commerce aux Indes.

Dans ces conditions l'Etat trouvait en ces Compagnies puissantes un instrument de colonisation économique, et, en revanche, leur assurait, si la nécessité s'en présentait, le concours de ses navires de guerre, et de ses forces militaires.

C'est de ces considérations pratiques que devait naître dès les débuts du ^{xvii}^e siècle la conception de sociétés par actions, jouissant du monopole du commerce aux Indes.

Des essais avaient été tentés en France même, une société s'était fondée en 1601 à Saint-Malo, mais les deux vaisseaux qu'elle avait armés furent poursuivis par la malchance, et l'expédition aboutit à un fiasco complet (1).

Une autre société formée la même année à Blavet ne réussit pas davantage (2).

La première tentative sérieuse eut lieu sous le règne d'Henri IV qui, par lettres patentes de 1604, accorda la chartre qu'elle réclamait à une Compagnie formée sous l'initiative d'un capitaine, Gérard Le Roy, et d'un financier du nom d'Antoine Godefroy (3).

Mais la Compagnie ne sut pas tirer parti de son privilège, et deux négociants de Rouen sollicitèrent de Marie de Médicis le transport de celui-ci à leur profit. Pour ne mécontenter personne, il fut décidé qu'on fondrait les deux Compagnies en une seule qui prit le nom de Compagnie des Moluques (1615).

Mais la Compagnie des Moluques, pas plus que ses devancières, ne justifia les espérances qu'on avait fondées sur elle. Plus tard, en 1642, Richelieu transforma en Compagnie privilégiée sous le nom de Compagnie d'Orient la Compagnie particulière fondée à Dieppe par deux particuliers Rigault et Rézimont (4).

(1) Cf. Weber, *La Compagnie française des Indes*, p. 55.

(2) Cf. Weber, *op. cit.* p. 56.

(3) Cf. Weber, *op. cit.*, p. 57.

(4) Cf. sur la Compagnie d'Orient, Weber, *op. cit.*, 1^{re} partie, chap. II.

Le but proposé était la colonisation de Madagascar, mais Pronis, le chef de l'expédition, puis Flacourt, qui le remplaça, eurent une conduite des plus impolitiques avec les indigènes qui créèrent mille obstacles à la Compagnie.

D'autre part, Mazarin occupé par les attaques de la Fronde, se désintéressa de l'entreprise qui, dès lors qu'elle n'était plus soutenue par la métropole, était vouée à un échec complet. Son privilège qui expirait en 1653 fut cependant prolongé par lettres patentes du 4 décembre 1652 au profit du duc de la Meilleraye qui reprit en son nom l'œuvre définitivement délaissée par le pouvoir.

Cependant, en 1664, au moment où Colbert fondait la Compagnie des Indes Orientales, de la Meilleraye lui-même s'était rendu compte de l'inanité de ses efforts. Sa société n'existait plus que sur le papier, ce qui ne l'empêcha pas de revendiquer énergiquement ses droits à l'encontre de la nouvelle entreprise (1).

Tandis qu'en France ces diverses tentatives, mal secondées par le pouvoir, mal dirigées, insuffisamment puissantes, n'avaient abouti qu'à des échecs, les Compagnies étrangères rivales étaient au contraire des plus florissantes. Dès les premières années du xvii^e siècle des Compagnies de commerce avaient été fondées : une en Angleterre et une en Hollande.

Celle-ci notamment avait fourni des résultats très heureux et les dividendes qu'elle distribuait à ses actionnaires, dépassaient, paraît-il, cinquante pour cent.

C'était la Compagnie hollandaise qui presque uniquement fournissait en France les matières premières originaires des Indes, nécessaires au commerce français, et les

(1) Nous aurons à revenir sur ce point. — Cf. *infra*, 1^{re} partie, chapitre II.

droits de douane qui en résultaient étaient fort élevés (environ 12 0/0).

Il est donc tout naturel que l'idée soit née de fonder une société analogue en France tant pour éviter aux commerçants français le paiement de ces droits de douane que pour retirer du commerce des Indes les gros bénéfices que l'on était en droit d'en attendre.

Aucun moment n'était mieux choisi pour tenter l'aventure.

Le siècle de Louis XIV s'annonçait sous les plus heureux auspices : l'autorité de la France, fortifiée par des alliances avantageuses, semblait devoir assurer au pays une longue période de paix, et rien n'empêchait Louis XIV et Colbert de consacrer leur temps aux grandes réformes projetées par celui-ci et destinées à donner une vitalité plus grande au commerce et à l'industrie français.

Parmi les grands projets de Colbert figurait en bonne place celui de créer des rapports directs entre la France et les Indes ; dès lors un accueil favorable devait être réservé aux mémoires qui lui furent adressés par divers négociants à l'effet de fonder une Compagnie des Indes (1).

Accueilli avec empressement par Colbert et Louis XIV, le projet d'établir une Compagnie privilégiée pour le commerce des Indes orientales trouva en eux un appui puissant. Ils prirent l'affaire en mains, la firent leur, et s'y consacrèrent avec un dévouement qui, malheureusement, ne fut pas récompensé par le succès comme il le méritait.

(1) Notamment à celui qui avait été envoyé en 1663 par « plusieurs notables marchands de Nantes, La Rochelle et autres lieux pour établir une Compagnie des Indes orientales », — Cf. *Archives du ministère des colonies*, 2 C², f^o 9.

PREMIÈRE PARTIE

CONSTITUTION DE LA COMPAGNIE

CHAPITRE PREMIER

Louis XIV et Colbert décident de fonder une Compagnie pour le commerce des Indes. — La réclame. — La création d'une sorte de syndicat d'initiative et de propagande. — Louis XIV accorde aux délégués des actionnaires les statuts provisoires qu'ils demandaient. — Les actionnaires élisent des syndics provisoires,

Le premier soin de Colbert et du roi, sitôt que fut décidée la fondation d'une Compagnie des Indes orientales, fut, tout naturellement, de lancer l'affaire dans le public, de faire connaître le but qu'elle poursuivait et les moyens qu'elle comptait employer pour l'atteindre ; de montrer, en les exagérant même, les avantages très grands de l'affaire, en un mot, de faire de la réclame à la Compagnie afin d'attirer les capitaux qui lui étaient indispensables. Mais, dès le début, leur désir se trouva contrarié par une grosse difficulté : ils ne voulaient pas — très sagement — avouer l'intérêt que le pouvoir royal portait à l'affaire. En cas d'insuccès il ne fallait pas que le nom du roi pût être compromis. Aussi Louis XIV et Colbert décidèrent-ils de rester dans « la coulisse » jusqu'à ce qu'ils fussent rassurés sur le succès de leur appel de fonds. Et voulant, très ingénieusement, faire croire au public que c'était de son sein même qu'était issue l'idée originale de l'entreprise, ils eurent recours aux talents, très réels d'ailleurs, d'un aca-

démicien du nom de François Charpentier ; celui-ci, le 1^{er} avril 1664, faisait paraître une petite brochure, anonyme, intitulée : « Discours d'un fidèle sujet du Roy touchant l'établissement d'une Compagnie française pour le commerce des Indes Orientales » et portant en sous-titre : « Adressé à tous les Français (1) ».

Cet ouvrage devait avoir une importance très grande pour la création de la Compagnie. Tout ce qui pouvait le plus contribuer à décider le public à entrer dans la société s'y trouvait admirablement mis en valeur.

Après des considérations générales sur le commerce et son utilité, l'auteur nous montre que jamais la France, depuis que la paix règne sur le royaume, n'a été en de meilleures conditions pour s'occuper de faire prospérer le commerce ; or, de tous les commerces, aucun n'est plus rémunérateur que celui des Indes où se trouvent accumulées d'immenses richesses telles que les pierreries, les soieries, l'ouate, le coton, le poivre, la canelle et le gingembre.

Pourquoi donc faut-il que toutes ces choses de première nécessité nous les recevions de la main d'autrui ? A quoi nous sert-il d'être les sujets du premier royaume du monde, si nous n'osons nous établir là où les autres réussissent ? Puis il fait l'histoire des expéditions aux Indes ; expéditions portugaises, hollandaises, danoises, anglaises. Il étudie en détail le fonctionnement de la Compagnie des Indes hollandaises, il montre son énorme succès, les dividendes qu'elle a donnés, qu'il affirme avoir atteint 75 o/o et n'avoir jamais été inférieurs à 30.

L'exemple de nos voisins ne sera-t-il pas pour nous une émulation ? et la France devra-t-elle toujours, au lieu

(1) Cf. *Archives nationales*, AD. XI, f° 41 et suiv.

de se suffire à elle-même, être tributaire des autres pays (1), en recevoir ces produits de première nécessité, les payer par suite grevés de droits qui s'élèvent à 12 o/o ? Et pourquoi la France ne réussirait-elle pas aussi bien, sinon mieux, que les autres pays ? N'est-elle pas plus puissante ? N'a-t-elle pas un entrepôt idéal en l'île de Saint-Laurent (Madagascar) ? Nos marins ne valent-ils pas ceux de n'importe quel pays ? Notre seul défaut est de manquer « d'union » ; mais c'est un reproche qu'on ne pourra plus nous faire : tous les Français vont avoir du zèle pour le bien et l'honneur du pays et la Compagnie se formera. Que faut-il pour cela ? Constituer une compagnie de plusieurs personnes, et équiper une flotte pour piquer droit sur Madagascar. Flacourt y a échoué (2), nous dira-t-on, mais cet échec est dû aux fautes de sa Compagnie et il a été le premier à reconnaître qu'il y avait beaucoup d'avantages à retirer de la colonisation de l'île qui réunit toutes les qualités : climat idéal, population accueillante, situation admirable comme entrepôt.

Ensuite Charpentier aborde la question purement financière et examine comment, selon lui, pourrait s'organiser la Compagnie.

C'est surtout ici qu'il se fait visiblement le porte-parole de Colbert et du roi. « Il ne pourrait croire, — poursuit-il, — qu'un prince aussi accompli que le nôtre,

(1) Nous voyons ici une application des idées protectionnistes qui étaient les théories économiques du temps et de Colbert en particulier.

(2) Flacourt avait été en effet, lors de l'essai de colonisation tenté par la première Compagnie d'Orient, directeur de l'île de Madagascar de 1648 à 1655 ; abandonné par la Compagnie, en lutte avec les indigènes, il avait abouti à un échec complet. — Cf. Weber, *La Compagnie française des Indes*, p. 80 et suiv.

puisse refuser son secours à ses peuples dans une occasion aussi importante ; et quand on voit chaque jour des preuves de la bonté du Roy on ne peut supposer qu'il ne s'intéresse à cette Compagnie qui fournira aux Français un moyen honnête et infaillible de gagner du bien. »

Il faut six millions pour équiper 12 ou 14 grands vaisseaux de 800 à 1.400 tonneaux. Sa Majesté est humblement suppliée d'y entrer pour un dixième, plusieurs grands seigneurs y entreront aussi ; on peut espérer d'eux trois millions, la moitié du fonds total. Pour le reste, il exhorte les marchands et bourgeois qui désirent augmenter leur fortune à donner des marques de leur zèle, ce dont ils seront récompensés. Et, pour qui savait reconnaître sous la plume de Charpentier l'inspiration venue de plus haut, il ne fallait pas voir dans ces mots qu'une vaine promesse. Enfin il ajoutait qu'il avait lieu de croire que le roi consentirait à prendre sur sa part toute la perte qui pourrait se produire dans les huit ou dix premières années et qu'il ne manquerait pas non plus d'aider de ses deniers les armements qui suivraient.

Chacun pourra s'intéresser dans la Compagnie pour telle somme qu'il désirera. Les étrangers pourront y entrer, ils recevront des lettres de nationalité pourvu qu'ils soient intéressés pour plus de 10.000 livres ; en cas de guerre, leurs parts ne seront pas saisies. Les directeurs seront choisis dans le corps des marchands, et les étrangers pourront être directeurs, pourvu qu'ils viennent avec leur famille habiter la France. Mais, pourrait on dire, les événements sont incertains, la clientèle habituée à traiter avec d'autres viendra-t-elle à nous ? Les concurrents de la Compagnie ne vont-ils pas lui faire une guerre de tarifs à laquelle elle succombera ? Charpentier a réponse à tout ;

Le gain est sûr, la France est déjà une cliente certaine puisqu'elle aura les mêmes fournitures 10 ou 12 0/0 moins cher que les concurrents ne peuvent les fournir. La France n'a-t-elle pas une situation géographique unique, bien préférable à celle de la Hollande, le concurrent le plus dangereux ? Et quel danger courra-t-on si l'on obtient comme on l'espère que le roi voudra bien supporter toute la perte des 8 ou 10 premières années ? Dira-t-on aussi que l'on craint que le roi, s'il a besoin d'argent, ne s'empare des richesses de la Compagnie ? Que si la France est en guerre, les vaisseaux de la Compagnie insuffisamment protégés risquent d'être capturés ou coulés ? Mais est-il permis de faire à un monarque tel que le nôtre l'affront de tels soupçons ? Qu'on ne soit pas en peine de nos flottes quand le meilleur roi de l'univers veille à leur sécurité et « qu'on ne pense pas aussi que ces conquêtes que nous ferons sous son nom lui deviennent moins considérables que ses autres possessions et qu'il endure que des mains ennemies arrachent les lys des lieux où ils auront pris racines ».

Enfin, dans une péroration emphatique, c'est l'appel inévitable à s'associer, à délier les cordons de sa bourse, et, renouvelée encore une fois, l'assurance que l'opération ne présente aucun risque :

« Associez-vous donc, généreux Français ! Unissez-vous pour vous ouvrir une route glorieuse qui ne vous a été fermée que par les malheurs passez de l'Etat, une route qui vous conduira à des biens innombrables et qui se multiplieront encore entre les mains de vos enfans, une route enfin par laquelle vous porterez la terreur de vos armes dans les parties du monde qui vous sont encore inconnues ! Bannissez de vos esprits les soupçons injustes et qui sont

si éloignez de la courageuse confiance que vous avez ordinairement en vous-mêmes ! Navigez hardiment sous le pavillon de l'Auguste et invincible Louis, et soyez assurez que vous n'avez rien à redouter de la part des autres nations, à qui la majesté de son nom impose le respect et la crainte. Vous avez tout à espérer de sa protection, de sa bonté, de sa munificence. »

Ce résumé de la brochure de Charpentier ne donne qu'une faible idée de la grande valeur de cet ouvrage. Rien n'est omis, aucun développement n'est sacrifié et, si l'on peut reprocher à Charpentier d'avoir poussé trop loin l'exagération des mérites de Madagascar (beaucoup de ceux qui s'embarquèrent pour l'île sur la foi de ses allégations, durent trouver bien peu séduisant le paradis qu'il leur avait fait espérer !), il faut cependant lui rendre cette justice que ses appels au patriotisme sont fort élevés, que le plus souvent ses raisonnements sont fort sensés et qu'il plaida avec éloquence la cause d'une œuvre qui aurait pu amener en France une grande prospérité. Le passage notamment où il expose les objections que l'on pourrait lui adresser est traité avec une grande clarté, et la réfutation qu'il en fait ensuite est d'une extrême habileté.

Le *Discours d'un fidèle sujet* s'attira une réponse sous la forme d'un mémoire d'un sieur Gentilhot, paru en avril 1664 où, tout en reconnaissant la valeur possible du projet en soi, l'auteur montre les exagérations de Charpentier au sujet de Madagascar et des bénéfices à attendre de sa colonisation, s'inquiète de la grandeur du projet et craint qu'en voulant aller trop vite on ne conduise la future Compagnie des Indes à la ruine. Cependant ce mémoire, très probablement, ne fut pas publié, mais simplement adressé au roi où à Colbert ; il ne dut pas être

connu du public et ne put contrebalancer l'influence de l'ouvrage de Charpentier. Celui-ci, au contraire, fut, sans aucun doute, répandu à profusion et envoyé à tous ceux qui étaient susceptibles de devenir des actionnaires.

Cependant, si persuasif que fût le *Discours d'un fidèle sujet*, il n'aurait pas suffi à lui seul à attirer les capitaux considérables pour le temps, qui étaient nécessaires à cette grande entreprise.

Aussi Colbert et le roi décidèrent-ils de former un comité, sorte de syndicat d'initiative et de propagande, dont le but était de tenir l'opinion publique en éveil, d'examiner tous les points du détail de l'organisation de la société, en un mot, de mettre le projet sur pied et de le rendre viable.

Sur ce point nous avons une source d'informations très sûre à laquelle nous allons nous reporter très souvent, jusqu'à la constitution définitive de la société et qui nous fournira sur tous les détails de la création de la Compagnie les plus précieux renseignements. En effet, en 1665 paraissait sous le titre ; *Relation de l'établissement de la Compagnie française pour le commerce des Indes orientales. Dédiée au Roy* une nouvelle brochure de Charpentier que, cette fois, il signe, et où il se fait ouvertement le porte-parole du roi : la raison de garder le silence n'existe plus : l'affaire est en bonne voie, son succès ne fait de doute pour personne. Aussi il n'est plus question pour le roi de rester dans la coulisse ; nous l'y verrons avouer l'importance de son rôle dans la création de la Compagnie. Nous y verrons aussi dévoilés au grand jour tous les moyens employés par lui pour « lancer l'affaire » : il ne s'agit plus maintenant pour lui de revendiquer seu-

lement la responsabilité, mais surtout les mérites de l'entreprise (1).

Mais qui devrait composer cette sorte de comité d'initiative dont Colbert et le roi avaient décidé la création ?

Il importait avant tout de choisir des personnages connus, ayant la pratique des affaires. [afin d'inspirer confiance ; mieux que n'importe qui les plus importants commerçants de Paris étaient indiqués pour cet office : mais voudraient-ils spontanément se lancer dans une entreprise qu'ils ignoraient, et en assumer les risques ? Pour qui connaît la circonspection, la prudence qui ont toujours caractérisé en affaires les bourgeois français, la réponse n'est pas douteuse, et il y a tout lieu de croire que les démarches furent longues qui amenèrent à se grouper à la tête de l'entreprise, les principaux négociants de Paris.... Mais de ces démarches, évidemment Charpentier, dans sa *Relation*, — document officiel, forcément optimiste — nous dit peu de choses. « Les conférences que plusieurs personnes de grande qualité eurent ensuite avec les principaux négociants de Paris, lui ayant fait connaître plus particulièrement que cette Compagnie serait fortement appuyée de la part du Roy, ils résolurent de s'assembler et de voir ce qu'ils avaient à demander pour en favoriser l'établissement. » Ainsi, pour les décider, non seulement il avait fallu l'influence de personnes que l'on nous dit de « grande qualité », mais on avait dû encore insister sur les garanties très grandes qu'accordait le roi en promettant de prendre à sa charge la perte des dix premières années ! Ces personnes de « grande qualité » (parmi lesquelles le sieur Berryer, secrétaire du

(1) Cf. *Archives du ministère des colonies*, 2 C², f^o 409 et suiv.

roi et de ses conseils, semble avoir joué un rôle prépondérant) (1), ne terminèrent pas là leur mission, et dans les assemblées qui suivirent elles se joignirent aux négociants de Paris pour former ce que nous avons appelé le « comité d'initiative ». Ce comité se réunit trois fois pour élaborer un projet de statuts qui devait être soumis au roi.

La première de ses réunions se tint le mercredi 21 mai. « On y commença — nous dit Charpentier dans sa *Relation* — à lire les avis et les propositions de plusieurs particuliers, et on les examina en suite avec beaucoup de liberté et d'exactitude. Il se tint encore une autre assemblée le vingt-quatrième du même mois et une troisième deux jours après dans laquelle toute la Compagnie étant tombée d'accord sur les demandes que l'on devait faire à Sa Majesté, elles furent rédigées en forme de requête sous 40 chefs ou articles avec ce titre : « Articles et conditions sous lesquels les marchands négocians du Royaume supplient très humblement le Roy de leur accorder sa déclaration et les grâces y contenues, pour l'établissement d'une Compagnie pour le commerce des Indes orientales ». Ce sont ces articles qui devaient constituer plus tard les statuts de la Compagnie — sauf de très légères modifications. — Une députation fut alors chargée d'aller présenter au Roy ces « articles » que cependant il devait connaître déjà mieux que personne, car sans doute ces « articles » ne furent pas l'œuvre des négociants. Comment, en trois assemblées, auraient-ils pu élaborer un projet aussi vaste, aussi sérieusement étudié dans tous ses détails ?

(1) Charpentier nous dit « qu'il s'est toujours employé avec un zèle et une assiduité infatigables pour l'avancement de la Compagnie ».

Il est très probable plutôt que ces « articles » leur avaient été soumis, tout préparés, par quelque membre de l'assemblée (sans doute Berryer), qui s'était fait le porte-parole du roi.

La réception qui fut faite aux délégués chargés de présenter le projet de statuts au roi, fut magnifique : tout fut mis en œuvre pour flatter l'amour-propre de ces marchands, peu habitués à tant d'égards. Ils furent reçus comme des seigneurs de haute qualité, logés au palais et peut-être dans cette réception anormale faut-il voir le secret désir du roi de faire de ces hommes — qui devaient être plus tard les syndics provisoires de la Compagnie — ses obligés, de telle sorte qu'ils ne puissent lui refuser dans l'avenir d'exécuter ses volontés (1).

Mais écoutons le récit que nous fait Charpentier de l'accueil fait à ces délégués :

« En même temps, il fut résolu que neuf de la Compagnie seraient députés pour aller présenter ces articles à Sa Majesté qui estoit pour lors à Fontaine-bleau, et que l'on partiroit le mercredi suivant 28 du même mois. M. Berryer s'offrit de les y conduire, et les députez estoient les sieurs Poquelin, Maillet, Le Brun, Faveroles, Cadeau, Sanson, Simonet, Jabac et Scot. Sur le chemin, ils apprirent par une lettre de M. Colbert, écrite à M. Berryer, que le Roy, pour leur témoigner combien leur députation lui estoit agréable, avait donné l'ordre qu'ils fussent logez à Fontaine-bleau par les mareschaux de logis de la maison et traitez par les officiers pendant tout leur séjour. Dès le soir même qu'ils furent arrivez, ils allèrent saluer M. Colbert pour le prier de les vouloir présenter à Sa

(1) Cf. Pauliat, *Louis XIV et la Compagnie des Indes orientales*, p. 91.

Majesté, et de vouloir appuyer leurs demandes de sa recommandation. Il les receut avec beaucoup de bonté, et leur témoigna la joye qu'il avoit de voir avancer un dessein dont il prévoyoit des suites si avantageuses pour la gloire du Roy, et pour le bien du peuple. Le lendemain matin il les conduisit à l'audience de Sa Majesté, qui les receut dans son grand Cabinet. Le sieur Maillet, qui portoit la parole, voulut parler à genoux, mais le Roy le fit relever, et il parla debout. Il représenta d'abord les utilités de la navigation, et des voyages de long cours, qui sont les seuls instrumens du grand commerce. Il fit voir en suite l'honneur qu'il y avoit à espérer pour la France dans une semblable entreprise, et adjousta qu'ayant sceu que Sa Majesté avoit pour agréable que ses sujets s'unissent et s'associassent pour ces voyages, ils estoient venus lui présenter quelques articles touchant l'établissement d'une Compagnie pour le commerce des Indes orientales et pour la supplier très humblement de bien vouloir accorder les grâces et les privilèges qu'ils luy demandoient pour cette Compagnie. Et en même temps il remit entre les mains de Sa Majesté le cahier qui contenait leurs demandes. Le Roy leur fit respondre qu'il estoit fort aise de les voir dans cette résolution ; qu'ils pourroient s'asseurer de sa protection en toutes sortes de rencontres ; et que pour leur témoigner combien il affectionnait cette affaire, il allait faire examiner leurs articles en son conseil, et qu'ils sçauroient sa volonté dès le jour même. En suite de cette audience, ils furent traitez magnifiquement par les officiers de Sa Majesté ; et M. le Duc de Saint-Aignan, M. le Comte de Béthune et M. le Marquis de Vardes se trouvèrent à disner avec eux par ordre du Roy. L'après dinée ils furent avertis de se rendre à l'appartement de

M. le Mareschal de Villeroy, qui les attendoit avec M. d'Aligre. M. Colbert s'y rendit pareillement, qui estoit chargé de leur cahier répondu de la propre main de Sa Majesté, article par article. Il le releut d'un bout à l'autre et leur expliqua les difficultés que Sa Majesté avait faites sur quelques-unes de leurs demandes (1). Après cela le cahier fut remis entre les mains du sieur Berryer qui estoit présent, et la Compagnie s'estant levée, comme les députez jugèrent que rien ne les arrestait plus à Fontainebleau, et qu'ils pouvaient partir le lendemain, ils prièrent de nouveau M. Colbert de leur procurer l'honneur de saluer encore une fois Sa Majesté pour la remercier des grâces qu'elle leur avait faites : Ce qui fut reçu du Roy avec cette douceur auguste et cette gravité charmante qui le rendent maistre absolu des cœurs de tous ceux qui ont le bonheur de l'approcher. Il les assura de nouveau de sa protection et les exhorta de presser le plus qu'ils pourroient l'exécution d'un si grand dessein. Le lendemain ils partirent de Fontainebleau et arrivèrent à Paris le jour même (2). »

Une telle réception était bien faite pour enthousiasmer les délégués, et leur zèle n'avait désormais plus besoin d'être stimulé !

Sitôt de retour, leur premier soin fut de convoquer une assemblée pour le jeudi suivant cinq juin où ils rendirent compte de leur mission et donnèrent lecture des articles avec les « apostilles en marge escrites de la propre main de Sa Majesté ». Leur éloquence fut sans doute persuasive

(1) La principale observation faite par le Roy était qu'il voulait la création de 12 syndics provisoires chargés d'organiser la Compagnie.

(2) Cf. *Archives du ministère des colonies*, 2 C², f^o 109 et suiv.

et dut enthousiasmer à tel point l'assistance que, nous dit Charpentier, « la plupart des assistans signèrent sur l'heure mesme leur engagement (1) à la Compagnie sans spécifier néanmoins les sommes pour lesquelles ils s'y intéressoient, chacun ayant du temps pour se résoudre sur ce sujet ». Puis eut lieu l'élection des douze syndics qui, en attendant que fût achevée l'organisation de la Compagnie et que fussent élus les vingt-et-un directeurs prévus par les statuts, devaient « avoir soin par provision de toutes les choses qui pourroient contribuer à l'avancement de la Compagnie ». Ces douze syndics étaient les marchands, et sept d'entre eux les députés qui étaient allés présenter les articles au roi à Fontainebleau, les cinq autres syndics qui furent élus furent : les sieurs Raboüin, l'Anglois, de Faye, Charlatte et de Varennes (2).

A partir de ce moment la Compagnie pouvait vivre : elle était pourvue de statuts provisoires (3), en la personne des syndics, d'une sorte de conseil d'administration, provisoire lui aussi, mais jouissant d'une autorité absolue.

La tâche des syndics était aride : l'affaire insuffisamment lancée demandait que l'opinion publique fût continuelle-

(1) Leur « engagement », ce qui ne veut pas dire qu'ils versèrent effectivement ces sommes. On ne demandait encore aux actionnaires que des promesses ; le paiement effectif devait se faire en trois versements : le premier avant le premier armement (mars 1665), le deuxième avant décembre 1665, le troisième un an après.

(2) Les syndics étaient élus, d'après les statuts, pour trois mois, mais la durée de leur mission fut plus longue, et les directeurs définitifs ne furent élus qu'à l'assemblée générale du 20 mars 1665.

(3) Les lettres patentes de la Compagnie furent enregistrées seulement le 1^{er} septembre 1664, mais les articles présentés au Roy à Fontainebleau, annotés de sa main, devaient, en attendant, servir de statuts. Nous avons reproduit *in extenso* ces statuts en appendice.

ment tenue en haleine. A Paris il suffisait de continuer à user de la réclame, mais en province tout était à faire : il fallait faire connaître tous les détails des événements que nous venons de relater, organiser des agences de propagande, des centres de perception, enfin mettre sur pied une expédition, acheter ou faire construire des bateaux, enrôler des équipages, engager des missionnaires, des ouvriers, etc..!

CHAPITRE II

La mission des syndics provisoires. — La propagande en province et à Paris. — Départ de la première expédition. — Les résultats obtenus récompensent mal le zèle des syndics.

Les syndics commencèrent par organiser leur travail et distribuer entre eux les emplois ; ils décidèrent qu'une assemblée aurait lieu chaque jour, que cette assemblée serait présidée à tour de rôle par chacun des syndics sans distinction, que, quand il y aurait diverses matières sur le bureau, celui qui présiderait ferait choix de celle qu'il faudrait discuter la première ; que dans les affaires ordinaires la pluralité des voix l'emporterait, mais que dans celles de grande conséquence il en faudrait les deux tiers et que nulle affaire ne pourrait être délibérée sans qu'il y ait au moins 7 syndics présents.

Parmi les syndics, les uns s'occupèrent des vaisseaux, des achats et des bâtiments, d'autres des marchandises, ustensiles, meubles à envoyer dans la colonie, d'autres devaient recruter des missionnaires, choisir les gens qui composeraient le conseil aux Indes, dresser les règlements qui devaient y être observés, arrêter les officiers, soldats et ouvriers de l'expédition ; d'autres enfin s'occuperaient du bureau, des livres et écritures, auraient pour mission de recevoir l'argent des intéressés, de voir toutes les dépêches et de les distribuer aux syndics, etc...

Ensuite, lorsque les affaires avaient été examinées et digérées en particulier par un chacun, elles devaient être rapportées en assemblée avant d'être définitivement arrêtées (1).

Les syndics s'adjoignirent, pour les seconder dans leur travail, un caissier chargé de recevoir l'argent des intéressés, un teneur de livres pour tenir les livres du négoce, et un secrétaire qui était chargé du livre des délibérations et devait signer les dépêches et expéditions de la Compagnie.

Ces dispositions générales arrêtées, ils se mirent résolument au travail et s'y employèrent avec la plus grande diligence.

Le plus pressé et le plus important était de recruter des actionnaires. Il fallait avant tout à la Compagnie beaucoup d'argent. Si à Paris l'opinion publique avait déjà été remuée, la Province n'avait pas encore été pressentie. Les syndics décidèrent d'adresser incessamment « plusieurs copies imprimées des articles aux maires et eschevins des principales villes du Royaume, afin qu'ils en donnassent avis à tous les marchands et négocians de leurs quartiers » (2), et Charpentier, de qui nous tenons tous ces détails, ajoute « qu'on les prioit de faire réponse à la Compagnie et de l'avertir non seulement de tout ce qui auroit esté arrêté dans leurs assemblées, mais mesmes des différentes dispositions dans lesquelles ils trouveroient ceux qui y auroient assisté ». Ceci devait donner à réfléchir. En haut lieu on saurait reconnaître les bons des mauvais, et ceux-ci devaient avoir lieu de craindre le res-

(1) Cf. Charpentier, *Relation de l'établissement de la Compagnie*, Col. 2 C², f^o 120 et suiv.

(2) Cf. Charpentier, *Relation*, f^{os} 125 et suiv.

sentiment royal qui leur ferait peut-être payer cher la moindre avarice !

Pour mieux frapper les esprits, les syndics jugèrent utile d'ajouter aux articles un écrit plus pressant, et ils demandèrent au roi une lettre pour ces maires et eschevins « afin d'autoriser leurs assemblées », dit Charpentier ; « mais aussi, ajoute-t-il, de les obliger d'y apporter plus de diligence ». A quelques jours de là ils reçurent 119 lettres de cachet, adressées aux maires et eschevins des principales villes du royaume, toutes semblables hormis l'adresse, et ainsi conçues :

« De par le Roy.

« Chers et bien amez, ayant considéré que rien ne pouvoit estre plus avantageux aux peuples que Dieu a soumis à nostre obéissance, ni plus capable de leur faire gouter l'aise et le repos que nous leur avons acquis par la paix que le restablissement du commerce au dehors de nostre royaume, par le moyen duquel seul l'abondance de toutes choses peut y estre attirée et se répandre sur le général, et sur les particuliers, qui auraient plus de facilité par ce moyen à se défaire des denrées qui y croissent, et qui ne s'y peuvent consumer et à débiter les manufactures qui s'y font, la quantité desquelles estant augmentée par le trafic, donnera matière d'employ à une infinité de personnes de tous âges et de tout sexe ; nous avons pris résolution d'establir une Compagnie puissante pour faire le commerce des Indes orientales ; ce qui estant venu à la connaissance des marchands négocians de nostre bonne ville de Paris, ils ont de nostre consentement et avec nostre permission tenu diverses assemblées dans lesquelles après avoir examiné les grâces et les avantages qu'ils pouvoient attendre de nous, et qu'ils ont jugez nécessaires pour af-

fermir cet établissement, et pour convier plus de personnes à s'y intéresser, ils ont dressé des articles le 26 du mois de may dernier, lesquels ils nous ont fait présenter par quelques-uns d'entre eux, qu'ils ont envoyez exprès en ce lieu. Et comme nous avons esté bien aise de rencontrer une occasion favorable pour donner à nos sujets des marques de nostre affection et de l'amour que nous leur portons, nous avons bien volontiers accordé les demandes contenues dans les dits articles, sans considérer en aucune manière la diminution qu'elles apportent à nos droits et aux revenus ordinaires de nos fermes (1). Ce qu'il vous sera facile de connoistre par la lecture des dits articles et des réponses que nous y avons données dont nous vous envoyons copie ; et nous avons bien voulu les accompagner de cette lettre pour vous dire que nostre intention est, qu'incontinent que vous l'aurez receüe et celle qui vous sera adressée de la part des syndics du commerce des Indes orientales, vous avez à faire faire une assemblée générale des habitans de nostre ville de..... de toutes conditions ; qu'en icelle vous fassiez lecture des dits articles et de nos responces sur iceux et fassiez connoistre à tous nos sujets qui s'y trouveront, que comme nous n'avons rien plus à cœur que l'Etablissement de cette Compagnie, nous nous porterons avec un soin et une application singulière à la protéger en toutes occasions ; et d'autant que dans nostre dite ville de Paris, ceux qui ont eu dessein d'entrer dans la dite Compagnie et qui sont déjà plus de trois cents de tous ordres, ont signé au bas de la copie des dits articles, nous désirons que vous en

(1) Le roi avait en effet consenti à la Compagnie une réduction notable sur les différens droits fiscaux et douaniers qui devaient être perçus à raison du commerce de la Compagnie.

fassiez faire une copie en papier pour recevoir toutes les signatures de ceux qui voudront s'associer et s'intéresser en la dite Compagnie ; qu'ensuite vous donniez part aux syndics d'icelle en nostre dite ville de Paris de ceux qui auront signé et que vous informiez le sieur Colbert conseiller en notre conseil royal et intendant de nos finances de tout ce qui se sera passé dans cette assemblée en laquelle nous vous recommandons de ne rien omettre de ce qui dépendra de vous, pour faire connoître à un chacun l'utilité et l'avantage de cet établissement pour tous ceux qui s'y intéresseront. N'y faites donc faute, car tel est nostre plaisir. Donnée à Fontainebleau le 13 jour de juin 1664. Signé : LOUIS, et plus bas : LETELLIER. »

Cet appel pressant du roi parut encore insuffisant aux syndics. Ils y joignirent une lettre de leur part, pensant sans doute que leurs paroles auraient quelque influence sur des bourgeois comme eux et que la persuasion, la contagion de l'exemple donné par les parisiens entraîneraient les adhésions de ceux que n'avait point décidés la crainte de déplaire au pouvoir royal : aussi, à ces mêmes maires et eschevins adressèrent-ils la lettre suivante :

« Messieurs, le Roy ayant désiré que tous les négocians de son royaume formassent une Compagnie pour le commerce des Indes orientales, ceux de cette ville de Paris se sont assemblez à diverses fois pour résoudre les moyens de parvenir à une si glorieuse et si utile entreprise. Et après plusieurs conférences ils ont dressé les articles cy-joints, contenant plusieurs demandes qu'ils devoient faire à Sa Majesté. Et pour les présenter ils députèrent les sieurs Pocquelin, Maillet, le Brun, de Faveroles, Cadeau Sanson, Symonet, Jabac, et Scot, desquels Sa Majesté a bien voulu les recevoir et leur donner ensuite son appro-

bation par les apostilles qu'elle a mises sur chacun de sa main propre. Nous ne vous disons point maintenant que Sa Majesté a encore receu ces deputez avec une tendresse et des honneurs au-delà de tout exemple, vous apprendrez assez ces particularitez par la voix publique. Il suffira de vous marquer qu'à leur retour, pour accélérer le succès de cette affaire, il s'est tenu une Assemblée très nombreuse, dans laquelle plusieurs notables marchands et négocians ont signé au pied des articles pour témoigner qu'ils se vouloient intéresser dans la Compagnie, ce qui a esté suivi par beaucoup de personnes de haute condition, tant d'espée que de robe et de plusieurs officiers des finances, qui se sont tous engagez pour des sommes très notables. Ensuite de quoy la mesme assemblée nous a fait l'honneur de nous eslire au nombre de douze pour estre syndics et avoir soin des affaires de la Compagnie en attendant l'élection des directeurs. En cette qualité, Messieurs, nous vous prions de convoquer une assemblée de tous les habitans de vostre ville, pour les informer de l'estat de cette affaire, de l'avantage qui en proviendra et des intentions du Roy sur ce sujet, qui vous seront connues par la lettre que Sa Majesté vous en escrit. Prenez s'il vous plaist la peine de nous faire sçavoir ceux qui voudront y prendre part, et de nous en envoyer les noms. Nous ne doutons point que le nombre n'en soit très grand si l'on considère que l'avantage et l'intérêt particulier de ceux qui y entreront, la gloire de l'Estat, et le bien de la religion concourent dans cette entreprise. Nous sommes,

Messieurs,

Vos très humbles et très obéissants serviteurs. Les syndics de la Compagnie des Indes Orientales. »

Pendant que ces trois pièces, les articles annotés par le roi, la lettre du roi, celle des syndics auxquelles était joint le *Discours d'un fidèle sujet du Roy*, étaient répandues dans les principales villes de province, les syndics continuaient à tenir en éveil l'opinion publique à Paris, et l'on ne peut s'empêcher d'un certain étonnement, voire même d'une certaine admiration, en les voyant déjà à cette époque employer des procédés de réclame des plus ingénieux. Et cependant combien était difficile leur tâche si l'on songe qu'ils manquaient de ce puissant moyen d'action des temps modernes : la presse, qui peut, à la même heure, annoncer à des milliers de lecteurs la nouvelle qu'on désire répandre dans le public. Cependant, à défaut d'articles dans les journaux, ils ne manquèrent pas « d'impressionner » le public par tous les moyens qui étaient en leur pouvoir. C'est ainsi que la pose d'une plaque de marbre noir portant gravé « Compagnie des Indes orientales » au-dessus de la porte de la maison où se tenaient les assemblées des syndics, fut l'occasion d'une solennité (1).

Puis ce fut le bruit fait autour du départ de deux gentilshommes de la Maison du roi, les sieurs de la Lain et La Boullaye qui se rendirent auprès du roi de Perse et du Grand Mogol afin de les bien disposer en faveur de la nouvelle Compagnie (2). Un capitaine, commandant un navire de l'ancienne Compagnie des Indes, revenant de Madagascar, fut chargé de faire ce que nous appellerions

(1) Cf. Charpentier, *Relation de l'Établissement de la Compagnie*, p. 129 et suiv. — D'après M. Pauliat, *op. cit.*, cette maison était située rue Saint-Martin, proche de l'église Saint Julien des Frères de la Doctrine chrétienne.

(2) Cf. Pauliat, *op. cit.*

aujourd'hui des conférences ; « il raconta ce qu'il avait vu, l'impression produite sur lui par le pays, montra des échantillons de cire, de peaux, d'ébène, de pierres précieuses diverses, etc., qu'il avait rapportés avec lui (1) ». Ce capitaine, du nom de Quercadiou, fut ensuite engagé par la Compagnie et entra à son service. Puis l'on publia deux lettres enthousiastes d'un sieur Etienne, prêtre de la mission à Madagascar, où il soutenait que jamais les dispositions n'avaient été plus favorables pour coloniser l'île.

Ils élaborèrent ensuite un sceau qui consistait en « un globe d'azur chargé d'une fleur de lys d'or avec ces mots, — que les événements devaient cruellement démentir — « Florebo quocumque ferar, » et pour supports deux figures, l'une représentant la paix et l'autre l'abondance (2) ».

Enfin l'exemple venant de haut devait aussi entraîner des adhésions et les syndics ne manquèrent pas d'en tirer parti faisant connaître au public les conditions dans lesquelles s'effectua le premier versement au roi. En effet le roi par les 32^e et 33^e articles de ceux qui avaient été accordés à Fontainebleau s'était engagé à avancer le cinquième du fonds total de la Compagnie. Celui-ci ayant été fixé à 15 millions, c'était donc 3 millions que le roi devait payer à la Compagnie. Ce prêt était fait pour 10 ans sans intérêt et même, si à la fin de ces deux premières années il se trouvait, par le compte général qui serait fait alors, que la Compagnie ait perdu quelque chose de son capital, Sa Majesté voulait que toute la perte tombât sur cette somme qu'il avait avancée.

Quant au paiement de ces trois millions, il devait s'effectuer par versements successifs de trois cent mille francs.

(1) Cf. Pauliat, *op. cit.*

(2) Cf. Charpentier, *Relation de l'établissement de la Compagnie.*

Les versements effectués par le roi était soigneusement divulgués au public. Le second versement notamment fut entouré d'une grande publicité, et nous ne pouvons mieux faire ici que de reproduire le récit spirituel de M. Pauliat sur les détails de cette opération : « S'il faut en croire Souchu de Rennefort et Charpentier, dit-il, et on doit les en croire absolument à cet égard, puisqu'ils écrivaient au moment, ç'aurait été une bien autre affaire pour le deuxième versement, on se figurerait être avec un cirque de province faisant sa tournée dans les rues de la ville où il est venu dresser ses tentes. Les 300.000 livres chargés sur les chariots du Roy, escortés d'une compagnie de Suisses, traversèrent tout Paris au son des tambours et des fifres, pour être portés au siège de la Compagnie, et remis aux mains des syndics (1). »

En échange des sommes versées par le roi on lui remit une quittance, la même que celle qui était donnée aux particuliers. Sans doute était-ce une manière détournée de montrer au public, par cette nouvelle preuve, que le roi entendait être traité comme un simple particulier et ne voulait pas être considéré comme le chef de l'entreprise.

Ainsi espérait-on rassurer le public parisien qui semblait déjà disposé à voir dans l'entreprise bien plus un instrument de colonisation économique pour le pouvoir royal qu'une véritable Compagnie de commerce.

Cependant toutes les précautions étaient prises pour donner confiance au public et lui offrir toute garantie de sécurité contre les fraudes et les erreurs. Au moment du versement — et Charpentier, dans sa *Relation* s'étend com-

(1) Cf. Pauliat, *op. cit.*

plaisamment sur ce sujet — le caissier délivrait une quittance sur parchemin, contrôlée par deux directeurs, puis enregistrée sur le Grand Livre, la mention du Grand Livre où était fait cet enregistrement, était transcrite au dos de la quittance, puis cette quittance était couchée sur un livre appelé Livre des actions et qui contenait le nom des intéressés avec mention de la somme pour laquelle ils étaient engagés. Enfin le caissier en faisait mention sur un livre de caisse. Formalités et comptabilité que ne renieraient pas nos administrations d'aujourd'hui !

Enfin on afficha dans Paris et dans plusieurs villes de province des placards où étaient énumérés tous les avantages procurés à ceux qui prendraient du service dans la Compagnie. Ainsi partout le nom de Compagnie des Indes s'étalait. Les générosités du roi à son égard, les travaux des syndics, les préparatifs des expéditions, devaient faire le sujet de nombreuses conversations dans les différentes classes de la société. Laissons donc, petit à petit, se produire l'effet attendu, et occupons-nous maintenant des autres travaux qui incombaient aux syndics : mettre sur pied les armements, acheter des vaisseaux ou en faire construire, les équiper, etc.

Une première difficulté à surmonter se présenta alors : l'ancienne Compagnie des Indes, à laquelle la nouvelle allait succéder, revendiquait les droits que lui accordait son privilège qui ne devait prendre fin qu'en 1667, et il fallut transiger avec ses représentants afin de régler cette situation.

Cette Compagnie, fondée d'abord par l'initiative particulière de deux dieppois, Rigault et Rézimont, en 1633, avait été transformée en Compagnie privilégiée par Richelieu en 1642 avec un privilège de dix ans et s'était proposée la colonisation de Madagascar (alors Saint-Laurent).

Les débuts de la Compagnie ne furent pas mauvais et les premières expéditions se terminèrent heureusement. C'est à cette Compagnie que l'on doit la création de Fort-Dauphin. Mais les difficultés commencèrent bientôt : le premier gouverneur Pronis, par ses actes impolitiques, amena une révolte des indigènes ; la discorde régna parmi les colons. Pronis fut remplacé alors par un des principaux actionnaires de la Compagnie, Flacourt ; mais, délaissé par la métropole, où Mazarin empêché de s'occuper de la Compagnie par les difficultés de la Fronde s'en était complètement désintéressé, Flacourt était resté pendant trois années sans ravitaillement, privé de nouvelles et s'étant cru définitivement abandonné, voulut se rendre en France, mais ne put mettre son projet à exécution. Il fut heureusement sauvé par l'initiative privée, plus ou moins désintéressée, du Maréchal de la Meilleraye qui espérait sans doute, « à la faveur du fait accompli et du service rendu obtenir facilement un accommodement avec la Compagnie dont il s'imaginait, un peu témérairement peut-être, les destinées dignes d'être partagées » (1).

Sans attendre l'aboutissement des négociations entreprises par lui avec la Compagnie d'Orient, à laquelle en 1652 avait été accordé un nouveau privilège pour 15 années, le Maréchal de la Meilleraye, pour forcer les dernières hésitations de la Compagnie, envoya une deuxième expédition, puis prépara un troisième armement, cette fois à frais communs avec la Compagnie. Le bâtiment malheureusement périt corps et biens (1656). Sans se décourager, il arma un nouveau vaisseau, cependant que,

(1) Weber, *op. cit.*

de son côté, la Compagnie envoyait un navire de 200 tonneaux. Celui-ci, attaqué par des pirates, brûla, et Flacourt trouva la mort dans ce naufrage. La Compagnie d'Orient fut alors définitivement ruinée. Le Maréchal de la Meilleraye mourut peu après, et son fils, le duc de Mazarin, ne voulut pas continuer l'œuvre paternelle (1).

Quoique la Compagnie n'existât plus qu'en titre pour ainsi dire, son privilège n'en existait pas moins, et les intéressés réclamaient une indemnité de 90.000 livres, mais on transigea avec eux pour 20.000 livres en actions de la Compagnie, « laquelle somme — disait la transaction, — ils pourront deviser entre eux selon les parts et portions qu'ils ont dans la dite Compagnie de Madagascar afin d'entrer dans la dite Compagnie des Indes orientales, d'y être intéressés chacun pour la somme qui lui reviendrait des dits 20.000 livres, pourvu qu'elle ne soit pas moindre de mille livres pour chaque part (2) ».

De son côté le duc de Mazarin arguant que, sans l'initiative de son père, la Compagnie aurait été irrémédiablement perdue, prétendait avoir des droits que contestaient d'ailleurs les associés de l'ancienne Compagnie d'Orient. Mais il abandonna tous ses droits, la Compagnie lui acheta ses canons, armes et munitions. Le duc de Mazarin, de plus, s'inscrivit pour 100.000 livres. Ces négociations firent l'objet de deux traités du 3 et du 20 septembre 1664 (3).

La route était dès lors dégagée : de ce côté aucune revendication ne viendrait plus tard entraver la marche de

(1) Cf. Weber, *op. cit.*

(2) Dernis, *Recueil ou collection des titres, arrêts édits concernant la Compagnie des Indes orientales établie au mois d'août 1664*. t. I.

(3) Cf. Registres du Conseil du Roy, *Archives nationales*, E 4723, f° 213.

la Compagnie. Persuadés que les fonds nécessaires allaient affluer, et grâce aux générosités du roi qui avait déjà versé des sommes considérables, les syndics s'occupèrent du premier armement. Ils se mirent à l'œuvre afin d'acheter des vaisseaux, recruter des équipages et des colons, organiser le conseil supérieur qui devait gouverner l'île Dauphine.

Les syndics décidèrent de faire construire les vaisseaux en France plutôt que de les acheter. On y trouverait, disaient-ils, une économie et l'avantage de favoriser l'industrie nationale. A cet effet ils obtinrent même une décision du Conseil du roi donnant à la Compagnie un tour de faveur sur les particuliers pour la construction de leurs vaisseaux et les dispensant des droits qu'ils auraient dû sans cela verser aux villes (1). Mais pour le premier armement le temps manquait, les syndics négocièrent l'achat de quatre vaisseaux. La *Vierge de Bon Port* à Saint-Malo (300 tonneaux devant porter 20 pièces de canon), le *Saint-Paul* au Havre de Grâce (250 tonneaux, 30 pièces de canon), le *Thaureau* à La Rochelle (250 tonneaux, 12 canons) et une petite galiote l'*Aigle blanc* (80 tonneaux, 6 canons); les syndics députèrent un des leurs au Havre pour veiller à l'équipement du *Saint-Paul* qui devait être le vaisseau amiral de la petite flotte. En même temps, Paris était couvert d'affiches proclamant les avantages que trouveraient les colons à Madagascar : Grandes ressources dans l'île, distribution de terres à l'arrivée, nourriture fournie à prix très modique pendant la traversée et trois mois après le débarquement, fourniture, très économiquement aussi, d'outils, de marchandises, d'habits, tout cela livré

(1) Cf. Dernis, *op. cit.*

avec facilités de paiement, organisation de services médicaux et assistance assurée de la religion, etc., etc. Beaucoup répondirent à l'appel de la Compagnie, et le premier embarquement comprit un effectif de 550 hommes, composé de missionnaires, de marchands, d'ouvriers et de soldats. En outre, comme état-major de cette petite armée, les bâtiments portaient à Madagascar les membres du « Conseil particulier » qui devaient gouverner dans l'île en attendant la formation dans la colonie d'un « Conseil souverain ». Ce conseil particulier devait être présidé par un sieur de Beausse qui reçut, au moment du départ, une commission du roi de « président du conseil particulier et premier conseiller au conseil souverain ». A ses côtés se trouvait le sieur de Montauban, chargé de la justice, qui reçut une commission de « juge civil et criminel » ; le commandement des armes revint au sieur de Champmargon qui commandait déjà dans l'île pour le compte de l'ancienne Compagnie des Indes où il avait été envoyé par M. de la Meilleraye. Le duc de Mazarin lui envoya une lettre l'informant de son dessaisissement au profit de la Compagnie et le priant de se mettre à la disposition de celle-ci. Le roi lui fit tenir une commission de « Capitaine commandant les troupes de l'île ». A ces trois officiers, pour compléter le conseil particulier, furent adjoints quatre marchands plus spécialement chargés du « trafic » proprement dit : l'un devait s'occuper de la tenue des livres, un autre de la caisse, le troisième des « magasins à victuailles, armes et ustanciles », le quatrième enfin « du magasin aux marchandises, drogues et médicaments » (1).

(1) *Relation de Charpentier, Archives du ministère des colonies*, 2 C2, f^{os} 155 et suiv.

Le roi reçut solennellement M. de Beausse et Montaubon qui prêtèrent serment et partirent le lendemain pour Brest où ils durent attendre assez longtemps les vaisseaux. Ceux-ci en effet avaient été retenus par le mauvais temps et n'avaient pu exécuter de suite l'ordre qu'ils avaient reçu de rallier Brest au plus vite. Le 7 mars 1665 seulement la flotte appareilla.

Auparavant Cadeau, le syndic délégué à Brest, avait inspecté la flotte : il avait fait débarquer quelques passagers de mauvaises mœurs, distribuer des gratifications à d'autres, donner des secours aux passagers du *Saint-Paul* éprouvés par le mauvais temps, même baptiser en grande pompe un nègre originaire de l'île (1) ; fidèle aux traditions de la Compagnie, il n'avait pas laissé échapper cette occasion d'impressionner le public ! Il organisa une grande solennité pour la veille du départ. Des cérémonies de cette fête, Charpentier, dans sa *Relation*, nous a fait un récit circonstancié et — est-ce la peine de l'ajouter ? — enthousiaste.

Le syndic fit assembler les officiers qui devaient commander dans l'île et reçut une fois de plus leur serment.

Ensuite une grande revue eut lieu des 550 hommes de l'expédition, et ayant fait sortir du rang les états-majors des vaisseaux, il leur fit encore, à eux aussi, prêter serment solennel. Le temps était favorable, et le 7 mars 1665 les vaisseaux mirent à la voile. Au bruit de la canonnade des pièces de vaisseaux et de celles du château de la ville, se saluant mutuellement, au milieu des acclamations de la foule, la petite flotte portant « la fortune de la Compagnie » s'éloigna de Brest. Le lendemain le syndic Cadeau revenait

(1) Cf. *Relation* de Charpentier, *Archives du ministère des colonies*, 2^e C¹, fo 155 et suiv.

à Paris, sa mission terminée : il devait être impatient d'apprendre ce qui s'y était passé pendant son absence ; quel effet avait produit sur les provinces l'envoi des lettres pressantes du roi et des syndics, si les actionnaires venaient s'inscrire en masse et, une fois inscrits, effectuer leurs versements.

Cela n'avait pas marché tout seul ! Il s'était à ce sujet échangé une correspondance très volumineuse entre Colbert et tous ceux qui, en province, avaient pu user de leur influence pour amener des souscripteurs : trésoriers généraux, intendants, premiers présidents, voire même hauts dignitaires du clergé ; tous les moyens étaient bons et chacun employa, suivant son tempérament, la persuasion ou les menaces — voire même le ministère des dragons (1). Il aurait été bien intéressant de retrouver les lettres que Colbert écrivit à ce sujet, malheureusement nous n'avons pu mettre la main sur aucune. M. Pauliat, dans son ouvrage déjà cité, le déplore également : il n'en a découvert qu'une seule très intéressante, dans les archives du département du Cher, et il l'a reproduite *in extenso* : après avoir montré l'exemple du roi, de la cour, des Compagnies souveraines, « et d'une infinité de gens de toutes sortes de professions » qui ont pris intérêt dans la société, il pense que les présidents et trésoriers généraux de France du bureau des finances de Bourges, auxquels la lettre est adressée, ne manqueront pas eux aussi de souscrire à la Compagnie, et il termine en disant « qu'il ne saurait s'empêcher de les en conjurer fortement ». Si toutes les lettres que Colbert envoya furent conçues dans ces termes, il faut avouer que jamais pression officielle ne fut effectuée avec moins de dissimulation !

(1) Cf. Weber, *op. cit.*, p. 130.

Si nous n'avons pas retrouvé les lettres de Colbert, nous avons en revanche pu mettre la main sur plusieurs des réponses qui lui furent adressées à ce sujet (1).

A Bordeaux, Colbert trouva dans le premier président de Pontac un auxiliaire précieux, mais qui eut bien du mal. Beaucoup se seraient inscrits, écrit-il, si on accordait le droit de bourgeoisie aux souscripteurs de 4.000 livres au lieu de 10.000, comme il était convenu (lettre du 24 octobre 1664) (2). Le 10 novembre 1664, le même écrivait : « J'ai fait entendre aux jurats et à quelques bourgeois avec combien de soins ils devaient travailler et exhorter un chacun à faire des efforts... et qu'autrement le Roy examinera les privilèges de la bourgeoisie avec tant de sévérité qu'ils en seront sans doute privez d'une partie la plus considérable (3). » Le 17 novembre, c'est au sujet des membres du Parlement qu'il écrivait à Colbert : « Il m'a paru que MM. de notre corps avaient beaucoup d'inclination pour l'exécution des ordres de Sa Majesté. J'ai offert d'abord de donner 6.000 livres, et MM. les présidents Depêchon, Guinard, Montesquiou et Salaumon qui ont assisté à la délibération ont aussi offert pour leur part la somme de 3.000 livres. Je voudrais bien en mon nom particulier pouvoir faire quelque chose de plus ; si j'avais autant de bien que j'ay de zelle et de passion pour satisfaire aux choses que Sa Majesté désire j'aurais mis une somme considérable. »

Quant aux membres de la Cour des Aydes, ils employèrent un moyen fort ingénieux d'entrer dans la Compagnie sans que pour cela il leur en coûtât trop cher : de Pontac

(1) Cf. Depping. *Correspondance administrative sous Louis XIV.*

(2) Cf. Depping, *op. cit.*, III, p. 358.

(3) Cf. Depping, *op. cit.*, III, p. 360.

écrivait en effet : « L'on m'a dit que les officiers de la Cour des Aydes y mettent sous le nom de leur procureur général, ce qui est un moyen duquel ils se servent pour se soulager et pour esluder l'article qui veut qu'on n'y puisse mettre moins de 1.000 livres chacun. » Il est certain que Colbert dut trouver la plaisanterie fort peu de son goût (1) !

L'archevêque de Lyon écrivait à Colbert qu'il lui serait adressé un million pour cette ville (2), et celui de Rouen lui promettait plus de 200.000 livres (3).

En ce qui concerne le ressort de Clermont, l'intendant de Fortia avait indiqué à chacun la somme à laquelle il l'avait taxé ; c'est ainsi que le 23 décembre 1664 il écrivait à Colbert : « ... J'ay engagé le président de Clermont d'y prendre part pour 6.000 livres et celui de Riom pour 7 ; la ville de Clermont pour 12, celle de Riom pour 3. J'ay même obligé les receveurs des tailles de faire entre eux une somme de sorte que » — (et ici l'inévitable petite allusion à son zèle) — « de sorte que je n'oublie rien pour persuader à tout le monde l'avantage qu'on en recevra (4). »

Sans doute la « persuasion » n'aurait pas suffi en ce qui concerne la Cour des Aydes de cette région, car le président de la Cour des Aydes d'Auvergne ne dissimule pas qu'il dut employer les menaces à son égard. Le 6 janvier 1665 il écrivait à Colbert : « Je vous avoue avec sincérité que sans blesser la liberté que le Roy devra laisser à ses sujets en cette affaire, je n'ai pas feingt de leur dire que nous avons sujet de craindre que Sa Majesté ne reçut en

(1) Cf. Depping, *op. cit.*, t. III, p. 361.

(2) Cf. *Ibid.*, p. 365.

(3) Cf. *Ibid.*, p. 367.

(4) *Ibid.*, p. 375.

très mauvaise part le refus que l'on me ferait d'une augmentation légère que je leur demandais de sa part puisqu'il s'agissait de donner en cela des marques de la complaisance et du respect que nous devrions aveuglément à toutes les choses pour lesquelles Sa Majesté ou vous, Monsieur, aurait témoigné quelque inclination... » Ils promirent d'ajouter 2.000 livres aux 10.000 déjà promises (1).

À Poitiers la Compagnie des Indes fut secondée puissamment par un maître des requêtes, Colbert, parent sans doute du Ministre et qui devait en conséquence y mettre d'autant plus d'entrain que les raisons de famille l'y poussaient ; il taxa chaque corps constitué de la région et n'admit point qu'on lui résistât ; le présidial et le bureau des Trésoriers n'ayant offert que 6.000 livres, il ne voulut point accepter leur souscription à moins que chacun d'eux donnât 2.000 livres. L'intendant dut souscrire 12.000, et partout les efforts de Colbert furent couronnés de succès — c'est ainsi que la « maison de ville » donna 15.000 livres et les « officiers de l'eslection » 20.000 (2).

Cependant les efforts des agents du pouvoir, leurs prières, leurs menaces n'eurent pas partout le même résultat. Dans beaucoup de pays ils se heurtèrent à des fins de non-recevoir absolues justifiées par des prétextes plus ou moins valables.

Dans beaucoup d'endroits personne ne se déranger pour venir aux assemblées et délibérer (par exemple à Narbonne, Dinan, Montpellier, Grenoble, Saumur, etc.).

Les habitants de Saint-Jean-de-Luz répondirent « que leur impuissance était cause qu'ils ne pouvaient prétendre

(1) Cf. Depping, *op. cit.*, p. 381.

(2) Cf. Depping, *op. cit.*, p. 381.

aux avantages et profits qui proviendraient de ce commerce » (lettre du 15 juillet 1664) (1).

Les marchands de Rouen répondirent qu'ils ne donnaient pas tout ce qu'on pouvait espérer parce qu'ils répugnaient à souscrire à une affaire qui ne devait leur procurer de bénéfices que dans trois ou quatre ans, qu'ils avaient du reste déjà versé 6.000 livres à la Compagnie d'Occident.

De même les marchands de Toulouse se déclarèrent hors d'état de souscrire, mais ils trouvèrent un moyen ingénieux de faire preuve de générosité sans qu'il leur en coûtât beaucoup : l'assemblée se montra disposée à mettre dans la Compagnie une somme considérable... à prendre sur les fonds de la ville (2) !

Cependant, sauf ces exceptions, et grâce au zèle déployé, la province s'était montrée généreuse ; seuls les marchands, plus indépendants que les fonctionnaires, avaient montré quelque mauvaise volonté. Quoique riches, leur nature était peu aventurière, et ils se montrèrent rébarbatifs à exposer aux hasards d'une entreprise lointaine les écus entassés dans leur bas de laine. Paris devait fournir une preuve encore plus certaine de cet esprit timide. A côté des souscriptions généreuses de la cour, de la noblesse et du clergé, les marchands se montrèrent tout à fait rebelles à entrer pour des sommes importantes dans la société. Mais parmi les autres, combien de souscripteurs n'étaient-ils pas contraints à suivre l'exemple royal ? Ne valait-il

(1) Cf. Depping, *op. cit.*, p. 354.

(2) En résumé la province s'engagea pour : Lyon, 1 million ; Rouen, 550.000 ; Bordeaux, 400.000 ; Tours, 150.000 ; Nantes, 200.000 ; Saint-Malo, 100.000 ; Rennes, 100.000 ; Toulouse, 120.000 ; Grenoble, 113.000 ; Dijon, 100.000, etc.

pas mieux pour eux se plier aux exigences du roi que de perdre sa faveur, ou leur position ?

Toujours est-il que la somme promise par le commerce parisien paraît misérable eu égard à la fortune qu'il possédait. Reportons-nous, sur ce point, à ce que dit Charpentier dans sa *Relation*.

La Cour s'engagea à entrer dans la Compagnie pour au moins deux millions, ainsi que les officiers de finances ; les marchands ne promirent que 650.000 (et encore les merciers y entraient-ils pour 520.000 livres).

D'après un état que nous avons retrouvé (1) dont la date exacte ne nous est pas connue mais que nous supposons être de l'année 1665, les versements effectués pour le premier tiers se divisaient ainsi pour Paris :

La Maison Royale : M. prince de Condé : 10.000 livres. La Reyne : 20 000. Le Dauphin : 20.000. Comte de Soissons : 6.000. Prince de Conty : 6.666 livres 13 sols 4 deniers. de Longueville : 3.333 £ 6 s. 8 d. (La Reyne et le Dauphin avaient déjà effectué leurs 2^e et 3^e versements). La Cour avait versé 388.166 £ 13 s. 4 d., dont 10.000 livres par M. de Colbert. Le Conseil du Roy : 243.133 £ 6 s. 8 d. MM. du Parlement : 83.166 £ 13 s. 4 d. La Cour dès Aydes : 13.500 £. Les Trésoriers de France : 43.666 £ 13 s. 4 d. Les officiers du Chatelet : 30.333 £ 6 s. 8 d. Les secrétaires du Roy : 94.666 £ 13 s. 4 d. Les receveurs généraux : 58.333 £ 6 s. 8 d. Gabelles : 131.666 £ 13 s. 4 d. La Cour des Monnoyes : 9.166 £ 13 s. 4 d. Les payeurs des rentes : 36.833 £ s. 8 d.

Quant aux commerçants leurs versements se répartissent ainsi : Merciers : 189,000 £. Drapiers : 11.000. Orfèvres : 11.666 £ 13 s. 4 d. Bonnetiers : 4.666 £ 13 s. 4 d.

(1) *Archives du ministère des colonies*, 2 C^a, f^o 102.

Pelletiers : 2.666 £ 13 s. 4 d. Epiciers : 4.333 £ 6 s. 8 d. Marchands de vins privilégiés, 10.333 £ 6 s. 8 d. Quant aux tapissiers, tailleurs, fruitiers, charcutiers, ils n'avaient versé chacun que 3.333 £ 6 s. 8 d., leur part dans la société n'était donc que d'une action pour chaque corporation, et douze corporations seulement en tout s'étaient associées dans la Compagnie.

Pourquoi la capitale était-elle restée ainsi réfractaire ? Faut-il y voir seulement, comme nous l'avons déjà exposé, une preuve de cette méfiance naturelle aux commerçants peu disposés à aventurer leurs petites fortunes péniblement amassées ? Faut-il croire, comme l'affirme M. Pauliat, que les manœuvres officielles du pouvoir dissimulant mal l'intention d'une main-mise par lui sur la Compagnie, avaient indisposé le public parisien plus qu'il ne l'avait encouragé à entrer dans la société ? Faut-il comme lui y voir une persistance du souvenir de la Fronde les poussant à faire de l'opposition au Gouvernement ? Que l'on impute à l'une ou à l'autre de ces causes le mauvais résultat obtenu, il est indiscutable que le but proposé n'avait été que partiellement atteint.

En résumé, la Compagnie ne se trouvait à la tête d'engagements que pour 11 millions de livres (1) au lieu des quinze auxquels avait été fixé l'actif (2) ; 3 millions 600.000 livres seulement avaient été versées pour le premier tiers ; les syndics se voyaient déjà amenés à demander au roi, — et ce ne devait pas être la dernière fois que pareille de-

(1) Et encore — nous le verrons — ces chiffres fournis par Charpentier dans sa *Relation*, sont-ils sans doute très au-dessus de la vérité.

(2) Cf. sur ce point, article 45 des statuts (Appendice).

mande devait être faite ! — de retarder la date de clôture des engagements (1).

Les syndics avaient dès lors terminé leur tâche provisoire.

Les articles, soumis à l'approbation du roi avaient été remplacés par des statuts définitifs qui avaient été promulgués le 1^{er} septembre 1664 (2). La première expédition avait pris la mer.

Il ne restait donc plus aux syndics qu'à convoquer l'assemblée générale où devaient être nommés les douze directeurs composant la Chambre de direction générale de la Compagnie.

La date fixée primitivement pour la réunion de cette assemblée était déjà depuis longtemps passée : ce fut en effet seulement le 20 mars 1665 qu'eut lieu la première assemblée générale de la Compagnie des Indes orientales, où devaient être nommés ceux qui devaient assumer la lourde charge de la direction de la société.

La Compagnie possédait dès lors sa forme définitive.

Société anonyme fondée au capital de 15 millions de livres (3) sous la raison sociale « Compagnie des Indes orientales », privilégiée pour le commerce, à Madagascar et aux Indes, elle présentait les caractères essentiels des sociétés anonymes de nos jours.

L'administration était exercée par une chambre de direction générale siégeant à Paris et par des chambres de

(1) Cf. Charpentier, *Relation de l'établissement de la Compagnie*, Ministère des colonies, 2 C², f^o 169 et suiv.

(2) Nous avons publié *in extenso* ces statuts en appendice.

(3) Comme nous venons de l'indiquer, — et nous aurons l'occasion d'y revenir en détail, — le capital effectif souscrit était beaucoup moindre.

direction particulières, réunies dans quelques villes du royaume.

Les statuts ne prévoyaient pas de commissaires de surveillance. Cependant le besoin s'en fit sentir et leur création fut décidée. Les premiers commissaires furent nommés par l'assemblée générale de 1675. Leurs fonctions, moins étendues que celles des commissaires de surveillance d'aujourd'hui, s'exerçaient bien moins efficacement. Cependant il est absolument certain qu'il existait à la Compagnie des Indes une organisation embryonnaire de contrôle qui mérite à ce titre de retenir notre attention.

Enfin, d'après les statuts, une assemblée générale des actionnaires devait être réunie chaque année. Ses fonctions étaient sensiblement pareilles à celles des assemblées générales dans les sociétés anonymes modernes.

Nous nous proposons donc d'étudier dans les chapitres qui vont suivre, comment étaient organisés la direction, le contrôle, la délibération dans la Compagnie des Indes de 1664.

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION DE LA COMPAGNIE

CHAPITRE PREMIER

LA DIRECTION.

L'administration de la Compagnie des Indes orientales était exercée par une chambre de direction générale siégeant à Paris, composée de vingt et un directeurs, douze élus par l'assemblée générale des actionnaires à Paris, et neuf représentants de province et par des chambres de direction particulière, constituées dans les villes de province comptant le plus d'intérêts dans la Compagnie.

Avant que ces chambres de direction aient été organisées, la direction de la Compagnie avait été — nous l'avons vu — confiée à douze syndics provisoires.

Le travail des syndics se prolongea bien au delà des limites qui lui avaient été fixées par les statuts. En effet, ils devaient être déchargés de leur mission et remplacés par des directeurs élus par la première assemblée générale des actionnaires. Or, bien que cette assemblée eut dû être réunie trois mois après l'enregistrement des statuts au Parlement (art. 8 des statuts), et que cet enregistrement eut été effectué à la date du 1^{er} septembre 1664, l'Assemblée générale n'eut lieu que le 20 mars 1665.

Cette assemblée, bien que portant le titre d' « assemblée générale », ne réunissait pas la totalité des actionnaires.

Le droit de faire partie de l'assemblée générale n'était accordé qu'aux propriétaires de six mille livres d'actions. De même pour être élu directeur, il fallait posséder vingt

mille livres d'intérêt pour les directeurs de la chambre générale et dix mille pour ceux des chambres particulières établies en province (1) (art. 13 des statuts).

D'après les statuts les directeurs devaient être choisis exclusivement parmi les marchands (2). Pour les trois quarts ils devaient être des marchands « négociant actuellement », l'autre quart pouvait être composé de marchands retirés des affaires, voire même de secrétaires du roi, mais ayant été dans le commerce.

Deux places pouvaient être occupées par des bourgeois même n'ayant jamais été marchands, mais « sans que ce nombre de deux puisse augmenter ny qu'aucune autre personne de quelque état, qualité ou condition que ce soit puisse être élu directeur ».

Or si nous nous rapportons au compte rendu de l'assemblée générale de mars 1665, document officiel signé du roi (3), nous y trouvons une dérogation remarquable à cet article des statuts :

« Le Roy — y est-il dit — ayant fait assembler dans son appartement du Louvre tous les intéressez de la Compa-

(1) Par une déclaration du Roi du 1^{er} juillet 1665, ce chiffre fut abaissé à 6.000 livres. Celui de 10.000 livres n'ayant pas été atteint dans la plupart des villes de province.

(2) Il faut voir ici un nouvel exemple du désir de Colbert de persuader aux actionnaires que l'affaire était née et s'était développée dans le commerce parisien, qu'elle n'était qu'une entreprise purement commerciale et non un instrument de colonisation entre les mains du pouvoir. C'est pour cela qu'il avait recruté parmi les marchands, les membres de ce « syndicat d'initiative » que nous avons vu fonctionner tout à l'heure, ce fut aussi la raison qui fit insérer cette clause dans les statuts.

(3) Cf. Compte-rendu de l'assemblée générale de 1665. *Relation de l'établissement de la Compagnie*, par Charpentier, *Colonies*, 2 C², f^{os} 172 à 175.

gnie des Indes orientales qui ont voix délibérative suivant l'esdit de son établissement, pour la nomination de douze directeurs qui doivent composer la chambre de la direction générale à Paris, et Sa Majesté leur ayant auparavant fait entendre, par la bouche de M. le chancelier, que sa volonté était que le sieur Colbert fût directeur pour elle et pour toute la cour et qu'il présidât toujours en la dite chambre de la direction générale que le prévost des marchands de Paris, comme chef de tout le commerce, assistât en la dite chambre et y présidât en l'absence dudit sieur Colbert, et qu'il fût ensuite nommé à la pluralité de voix un directeur pour les officiers des Compagnies souveraines et autres gens de robbe, un autre pour les gens de finance et neuf marchands des meilleurs et des plus accréditez en cette ville de Paris ; après quoy tous les dits intéressez ayant mis les billets portant les noms des personnes dont chacun d'eux faisait choix dans deux cassettes disposées à cet effet, et Sa Majesté les ayant fait ensuite ouvrir et ensuite compter en sa présence, le plus grand nombre de billets ce seroient trouvez les noms cy après sçavoir :

« Pour les officiers des Compagnies souveraines et autres gens de robbe : le sieur de Thou. Pour les officiers de finances : le sieur Berryer. Pour les marchands : le sieur Pocquelin père, le sieur Cadeau, le sieur Langlois, le sieur Jabach, le sieur Bachelier, le sieur Herinx, le sieur de Faye, le sieur Chanlatte, le sieur de Varennes. »

Rien de tout cela, de cette sorte de représentation des différentes classes de la société, n'était prévu par les statuts ; il n'y était pas question de nomination d'un directeur pour le roi et la cour, d'un pour les membres du corps de justice et d'un pour les corps des finances et des autres directeurs pour le commerce parisien.

Quelle raison donner de cette flagrante violation par le roi de ce qu'il avait organisé six mois auparavant dans ses lettres patentes ? Si nous nous en rapportons à l'opinion de M. Pauliat (1), il faut y voir uniquement le désir par le roi de mettre la main sur la direction de la Compagnie pour la détourner de son but et effectuer, grâce à ses capitaux, des expéditions coloniales.

C'est pour cela qu'il avait voulu que l'on nommât trois directeurs qui fussent à lui : de Thou, Berryer, et surtout Colbert qui devait présider l'assemblée des directeurs. Cela même n'aurait pas suffi, et il aurait voulu encore peser sur le vote par tous les moyens d'intimidation en son pouvoir. C'est pour cela que l'assemblée fut réunie au Louvre, dans son appartement, en sa présence, et, chose plus grave encore, que les billets de vote furent cachetés aux armes des votants, supprimant ainsi tout secret du vote, car aucun actionnaire n'aurait osé résister aux volontés que le roi venait d'exprimer de la manière la plus précise.

Le dépouillement même du scrutin, ajoute M. Pauliat, fut-il sincère ? Quelle confiance faut-il avoir en ce dépouillement lorsque nous saurons qu'il avait été fait dans le cabinet du roi, en sa présence ? N'était-ce pas en effet le désir du roi de voir élire non seulement Colbert, de Thou et Berryer, mais encore, pour les neuf derniers sièges, ces syndics qu'il avait vus à l'œuvre et dont il avait pu apprécier la docilité à satisfaire les moindres désirs du pouvoir ?

Il est infiniment probable qu'il convient de se rallier à l'opinion émise par M. Pauliat, et que le désir du roi et de Colbert de conserver la haute main sur la direction de la

(1) *Op. cit.*

Compagnie dut les pousser à modifier en ce sens les statuts, mais est-ce là la seule raison de leur conduite ? Nous avons vu que parmi les souscripteurs les plus généreux avaient été la cour et les corps constitués de l'administration tant judiciaire que financière du royaume, tandis qu'au contraire le commerce parisien n'avait pas répondu aux espérances que l'on avait fondées sur lui et s'était montré réfractaire à entrer dans la Compagnie dans la mesure que les promoteurs de la société avaient escomptée.

Dès lors il est permis de voir, dans la façon d'agir du roi, un ressentiment à l'égard de ces négociants parisiens qui s'étaient montrés si peu généreux.

Mais dans ces conditions, nous reconnaitrons-nous le droit de tenir rigueur au roi et à Colbert d'avoir — vis-à-vis d'eux — usé de représailles ? Ne faut-il pas reconnaître au contraire qu'il était infiniment plus équitable de tenir compte des intérêts engagés dans l'affaire par les différentes classes de la société, et introduire dans la composition de la chambre de direction, une sorte de représentation proportionnelle des capitaux qui y avaient été apportés par les associés ?

N'aurait-il pas été injuste de voir la direction de la Compagnie ne comprendre, comme le voulaient les statuts, que des marchands, lorsque l'argent versé par les commerçants ne constituait qu'une part relativement faible de l'actif de la société ?

Quoi qu'il en fût, cette violation, trop flagrante, des statuts ne fit pas bonne impression sur le public, et la preuve nous en est fournie d'une manière évidente. En effet, dans sa *Relation* qui parut en 1665, Charpentier nous montre Louis XIV, parlant par la bouche du chancelier de France, proposer cette modification aux statuts comme venant

de lui, et en prendre toute la responsabilité : « Il (le chancelier) exposa, dit-il, l'objet de la réunion qui estoit la nomination des directeurs et exposa qu'en raison de ce que le nombre des souscripteurs n'estoit pas si grand chez les marchands que chez les autres ordres de l'Estat, *la volonté de Sa Majesté* estoit que le sieur Colbert, etc. ».

Le premier juillet 1665, le roi, dans une déclaration portant décharge des syndics provisoires pour leur administration, faisait au contraire porter sur les actionnaires qui avaient composé l'assemblée de mars 1665, la responsabilité de ces élections, et il s'exprime ainsi : « ... Sur quoi la plus grande part des intéressez nous auraient fait leurs très humbles remontrances sur lesquelles ayant fait réflexion et considéré que du nombre des directeurs il estoit plus avantageux et de quelque façon nécessaire de choisir de tous les corps, des personnes de poids et de considération pour y estre employez et modifier à cet égard l'article XI de notre déclaration, nous avons fait convoquer, etc... (1).

Ce n'est plus ici le roi qui veut la modification aux statuts, mais les actionnaires eux-mêmes : il est permis d'être sceptique sur la véracité de cette allégation et croire bien plutôt que c'est le roi et Colbert qui eurent l'initiative de ce changement ; toujours est-il que leurs manœuvres aboutirent à ce qu'ils désiraient et que la chambre de direction générale comprit les douze directeurs — pour Paris — qu'ils souhaitaient d'avoir.

A eux seuls, ces douze directeurs ne formaient pas la chambre de direction générale. Il devait leur être adjoint neuf directeurs élus par les villes de province qui auraient

(1) Cf. *Archives Nationales*, AD, IX f° 384.

le plus grand intérêt dans la Compagnie (art IX des statuts) (1).

Les statuts ne nous disent pas quelles étaient ces villes de province. En effet, au moment où le roi accordait à la Compagnie cette « Déclaration » qui composait ses statuts (août 1664), il était impossible de prévoir quelles seraient les villes où se produirait le plus grand nombre de souscriptions. A la Compagnie on n'avait pas encore reçu les listes de ces souscripteurs et ces villes devaient être déterminées plus tard (art. 9 des statuts).

Cependant il aurait été contraire à l'esprit même de l'organisation de la chambre de direction générale, que la province n'y fût pas représentée, et cela aurait de plus constitué une grave maladresse ; en effet, il fallait donner confiance aux souscripteurs présents et futurs de la province en leur montrant que l'on s'occupait d'eux, qu'ils prenaient part à la direction de la Compagnie au même titre que les actionnaires de Paris et que leurs intérêts ne seraient pas négligés. Aussi une mesure fut prise qui consistait en la nomination de quinze syndics provisoires qui devaient être élus par les intéressés des villes où l'on supposait devoir être réuni le plus grand nombre d'intérêts dans la Compagnie ; ces quinze syndics devaient être : trois pour la ville de Rouen, deux pour la ville de Lyon, et un pour chacune des villes suivantes : Nantes, Saint-Malo, La Rochelle, Marseille, Tours, Caen, Dieppe, Le Havre et Dunkerque (2) (art. 10 des statuts). Ils devaient

(1) Ces villes devaient être celles où seraient établies les chambres de direction particulières dont nous aurons plus tard à préciser le rôle.

(2) Ce qui ne fait que 14 : d'après M. Weber (*op. cit.*). Rouen et Lyon envoyèrent trois syndics.

se trouver à Paris le 1^{er} décembre, date primitivement fixée pour la première assemblée générale et l'élection des 12 directeurs de Paris. Nous avons vu que cette élection n'eut lieu que le 20 mars 1665.

Le rôle de ces syndics était limité, ils devaient avec les directeurs parisiens examiner et choisir les villes où il serait à propos d'établir des chambres de direction particulière et fixer le nombre des directeurs qui composeraient ces chambres. Ils devaient aussi examiner s'il ne convenait pas de modifier le nombre des directeurs de province qui feraient partie de la chambre de la direction générale à Paris, provisoirement fixé à neuf, enfin déterminer dans quelles conditions le nombre des directeurs généraux pourrait être augmenté ou diminué (art. 10 des statuts).

La durée des fonctions de ces syndics était fixée à un mois. Les intéressés de ces villes procédèrent ensuite à l'élection, tant des directeurs destinés à composer les chambres de direction particulière que de ceux destinés à compléter la chambre de la direction générale à Paris (1), et ceux-ci devaient se rendre à Paris incessamment (art. 11 des statuts).

Les directeurs étaient élus pour sept années, et ce temps expiré ils devaient être remplacés deux par deux tous les ans à Paris et un par un en province. Pour déterminer l'ordre dans lequel ils devaient être remplacés, on devait tirer au sort les cinq premières années et ensuite le tour de rôle

(1) Les villes où furent établies des chambres de direction particulière furent Lyon, Rouen, Bordeaux, Nantes et Le Havre. Lyon envoya trois directeurs, Rouen deux et chacune des autres villes un ; quant au dernier siège, il fut donné à la ville qui réunit le plus de suffrages en dehors de ces cinq villes. — Cf. Charpentier, *Relation*, etc. . .

pouvait s'établir. Le remplacement en cas de mort se faisait au moyen d'une nomination par les autres directeurs de la chambre où s'était produit le décès. Un directeur sortant ne pouvait être réélu qu'après un repos de six ans ; les père et enfants ou gendres, frères et beaux-frères ne pouvaient être directeurs en même temps (art. 15 des statuts).

Ce système ingénieux ne semble pas cependant avoir été appliqué et si nous nous rapportons aux procès-verbaux des assemblées, nous trouverons bien des nominations de directeurs par les actionnaires aux assemblées de 1668, 1675 et 1684 mais chaque fois il s'agira de procéder au remplacement de directeurs décédés ; il nous est donc permis de supposer qu'ici encore les statuts furent violés et que le tour de rôle ne fût jamais observé (1).

Enfin aux directeurs des chambres générale ou particulières étaient adjoints des caissiers, des secrétaires ; ceux-ci devaient être nommés par les chambres elles-mêmes (art. 20 des statuts), à l'exception des trois principaux officiers de la Compagnie : un secrétaire, un teneur de livres, un caissier, sorte d'état-major des employés de la Compagnie, qui devaient être élus à l'assemblée générale du 20 mars 1665 (art. 17 des statuts). Cependant ils ne furent pas nommés à cette assemblée de 1665. « Et quant aux trois principaux officiers de la Compagnie, savoir : le caissier, le teneur de livres et le secrétaire, tous les intéressés avoient demandé delay d'en faire le choix jusqu'à

(1) Peut-être la Compagnie aurait-elle eu quelque difficulté à trouver alors de nouveaux directeurs. Le succès de la Compagnie ne répondit pas aux espérances ; dès lors qui aurait voulu assumer une charge d'autant plus lourde que l'affaire était en moins bonne voie ?

ce que les directeurs eussent examiné les mérites de ceux qui se présentent pour ces emplois et en auront fait le rapport à Sa Majesté (Déclaration du roi. Procès-verbal de l'assemblée, 20 mars 1665).

Ces « principaux officiers » ne pouvaient également être destitués que par un vote de l'assemblée générale des actionnaires.

Ces chambres de direction générale et particulières ainsi composées, il nous reste maintenant à étudier leurs attributions et l'étendue de leurs pouvoirs.

Le rôle des chambres de direction particulières était infiniment plus réduit que celui de la chambre de direction générale qui seule assumait véritablement la charge de la direction de la Compagnie. Les chambres de province n'étaient, à proprement parler, que les mandataires de celle de Paris ; soumises à sa surveillance, elles devaient tous les six mois envoyer leurs comptes (art. 19 des statuts) ; elles pouvaient cependant, en toute indépendance, faire des armements, des achats, des ventes, lever des équipages et payer les gages des employés. Enfin nous n'aurons garde de passer sous silence une de leurs plus importantes fonctions qui était de recouvrer le montant des engagements des actionnaires, ce qui ne fut pas toujours une besogne facile !

Les pouvoirs de la chambre de direction générale étaient bien plus étendus. Elle pouvait même « faire des statuts et règlements pour le bien et avantage de la Compagnie, lesquels devaient être exécutés selon leur forme et teneur » (art. 16 des statuts).

Les directeurs avaient une très grande liberté pour l'administration de la Compagnie. Ils devaient simplement faire la lecture d'un abrégé de leur compte général à l'as-

semblée générale des actionnaires. Ce compte devait être tenu pour juste et aucun intéressé ne pouvait prétendre le vérifier (art. 19 des statuts), en sorte que, comme les assemblées furent réunies très irrégulièrement et que plusieurs années se passèrent sans que les actionnaires fussent convoqués, la liberté des directeurs était à peu près absolue.

Les comptes qu'ils fournirent à la Compagnie lors de l'assemblée générale furent d'ailleurs souvent des plus fantaisistes ; nous aurons maintes fois occasion de le vérifier dans le cours de l'histoire de la Compagnie.

Le travail qu'avait à fournir cette chambre de direction générale pour gérer une aussi vaste entreprise, était des plus considérables.

Ses membres durent d'abord apurer les comptes des syndics provisoires qui les avaient précédés dans l'administration de la Compagnie (1), et ensuite seulement commencèrent à exercer leurs fonctions multiples. Ils devaient à l'intérieur correspondre avec les chambres particulières, conférer avec le roi chaque fois qu'une question trop difficile à résoudre se posait, examiner les comptes des chambres particulières, s'occuper de la perception des actions, préparer les assemblées générales d'actionnaires et les bilans, tenir les livres ; pour ce qui regardait la colonie, correspondre avec les directeurs des Indes ou de Madagascar, préparer les armements, faire des achats de vaisseaux, de victuailles, cordages, mâtures, de marchandises à expédier aux Indes, s'occuper aussi de la vente des marchandises au retour.

Enfin trois directeurs pouvaient être appelés à constituer

(1) Ceux-ci furent déchargés de leur mission par ordonnance du roi du 1^{er} juillet 1665.

un tribunal arbitral s'il survenait une contestation entre associés et directeurs.

En présence d'une aussi formidable tâche, le 20 mars 1665, les directeurs s'occupèrent d'organiser leur travail. Ils se répartirent en trois collèges suivant les catégories d'affaires. Les trois collèges se réunissaient en assemblée générale trois fois la semaine régulièrement, les mardi, jeudi, samedi de huit heures du matin à onze heures, et en dehors de ces assemblées, chaque collège pouvait s'assembler en particulier suivant la nécessité des affaires.

La présidence de cette assemblée générale était confiée à chaque directeur à tour de rôle, en changeant de mois en mois et en commençant par le plus ancien (art. 15 des statuts).

Enfin les affaires elles-mêmes furent distribuées entre tous les directeurs, et ainsi tout le travail se trouva réparti entre eux suivant le tableau que nous avons découvert et qu'il nous paraît intéressant de mettre sous les yeux de nos lecteurs (1).

« Division générale des collèges et subdivision particulière des emplois dont chaque directeur de la Compagnie des Indes sera chargé :

Premier collège.

« Le premier collègue aura soin de tout le dedans de la maison où le bureau général est établi, etc.

Subdivision.

« M. DE THOU, M. DE VARENNES. — Pour avoir soin de la secrétairerie et de tout ce qui en dépend, ensemble des règlements, des discours et tout ce qu'il est nécessaire de faire pour informer le public et tous les particuliers.

(1) Cf. *Ministère des colonies*, 2 C², f^o 190.

« M. DE PONTSAMPIERRI (de Lyon). — Pour avoir soin de tout ce qui concerne le conseil et MM. les secrétaires d'Etat et généralement la sollicitation de toutes les affaires dans Paris, etc.

« M. HÉRINX, M. BONIN (de Marseille). — Pour avoir l'inspection de la caisse, tenir le rôle des intéressés, faire recevoir les deniers et examiner la despence, etc.

« M. POQUELIN, M. BAYS (de Lyon). — Pour avoir l'inspection des teneurs de livres et vérifier les comptes.

Second collège.

« Le second collège doit avoir soin de tout ce qui concerne les achats, construction de vaisseaux, ensemble leurs armements, etc.

Subdivision.

M. BERRYER, M. VALTON (de Nantes). — Pour faire l'examen de tous les capitaines, pilotes, officiers de marine et matelots, ensemble les achats à la Rochelle, Xaintonge et Poitou, pour les dépendances des vaisseaux, de leur cargaison, temps de leurs départs, etc.

M. CHANLATTE, M. LANGLOIS. — Pour prendre soin de tout ce qui sera à faire à Bayonne, Saint-Jean-de-Luz, coste de Médoc, rivière de Bayonne, Bordeaux, Nord, Mer Baltique et autres païs estrangers pour les bastimens et achats de marchandises pour les vaisseaux, etc.

« M. DE FAYE, M. DE LAUNAY (de Saint-Malo), M.... (directeur de Lyon). — Pour avoir soin de tout ce qu'il faudra faire en Bretagne, Normandie et Picardie jusques à Dunquerque, etc.

Troisième collège.

« Le troisième collège doit avoir soin des marchandises

tant de France qu'étrangères pour les Indes, engagemens des officiers, commis, collons, etc.

Subdivision.

« M. le prévost des marchands, M. BACHELIER, M. FORMAN (de Rouen), M. EUSTACHE. — Pour avoir soin des achats qui se feront tant en France que dans les pays étrangers de toutes les marchandises qu'il faudra envoyer dans l'isle Saint-Laurent et dans les Indes ensemble pour prendre soin des manufactures dans le royaume, etc.

« M. JABACH, M. CADEAU, JOURDAIN (de Rouen). — Pour faire l'examen des officiers, commis, collons et autres personnes de toute qualité à envoyer dans les Indes avec le soin de leurs engagemens, commissions et ordres particuliers, etc.

« Ce collège devait aussi avoir soin des retours, il sera député des directeurs du dit collège pour y vaquer lorsqu'il en arrivera.

« En dehors de ces trois collèges quelques directeurs avaient encore des fonctions spéciales ; ainsi :

« M. BERRYER. — Pour prendre soin de l'exécution des réglemens et advertir M. le président et les directeurs toutes les fois que par obmission ou autrement il sera proposé ou fait quelque chose contraire.

« M. POCQUELIN, M. HERINX. — Pour contrôler les quittances qui seront expédiées aux intéressez de la Compagnie et tenir le registre dudit contrôle (1). »

Enfin, en suite de ce tableau de la division du travail des directeurs se trouvait transcrit le tour de rôle par

(1) A chaque versement, le caissier remettait à l'actionnaire une quittance qui devait être signée de lui et contrôlée par deux directeurs. C'est cette quittance qui formait l'action de chaque intéressé.

quinzaine établi pour les directeurs chargés de lire et signer les dépêches, et le tour de rôle par mois des directeurs chargés de la garde des clefs de la grande caisse du dépôt de la Compagnie, concurremment avec le trésorier.

La comptabilité de la Compagnie, fort compliquée, était contenue en de nombreux registres :

D'abord le Grand Livre de la Compagnie, résumé de toutes les affaires et qu'on appelait le Grand Livre de Raison, puis le livre des actions où se trouvaient inscrits tous les noms des intéressés et les sommes pour lesquelles ils s'étaient associés, le livre de caisse où se trouvaient énumérés tous les mouvements de fonds de la Compagnie, tant recettes que dépenses.

« Ainsi, dit Charpentier (1), le livre des actions et le livre de caisse contiennent l'un et l'autre tout le fonds de la Compagnie. Mais il y a cette différence entre eux, que le livre des actions contient le fonds de la Compagnie sans avoir esgard à l'employ qui s'en fait ensuite ; la première somme dont il a esté composé ne change point, et c'est sur le pied de cette première somme que se fait le partage du profit et que chacun y participe, à proportion sur la totalité du fonds capital. Au contraire, le livre de caisse estant celui où l'on tient compte non seulement de la recepte, mais aussi de la despense, le fonds de la Compagnie y est dans un perpétuel mouvement et prend autant de diverses faces qu'il se peut faire de divers emplois d'une somme d'argent, ou, des choses qui en sont provenües. ».

Mais à côté de ces trois livres, bien d'autres indiquaient en détail toutes les affaires de la Compagnie. Rapportons-nous ici encore à la *Relation* de Charpentier.

(1) Cf. *Relation de l'établissement de la Compagnie*.

« Comme c'est donc de la caisse, ajoute-t-il, que l'on tire tout l'argent qui s'emploie, ou en vaisseaux et équipages, ou en marchandises, ou en gages d'officiers, c'est ce qui oblige d'avoir des registres ou livres particuliers, qui ont tous néanmoins rapport au Grand Livre de Raison qui contient en général toutes les affaires de la Compagnie. Ainsi il y a un livre où l'on tient compte de l'achat des vaisseaux ; un de l'achat des victuailles ; un de l'achat des marchandises ; et quand il a été tiré par exemple cinquante mille livres du fonds de la Compagnie pour acheter des marchandises, le livre du caissier marque qu'il a délivré cette somme, et le compte de la caisse qui est sur le Grand Livre marque en même temps l'emploi de cette somme et pour un plus grand détail, vous renvoie au livre des marchandises, qui en ont été achetées, et ce livre s'appelle livre de rencontre des marchandises. De plus, comme ces marchandises doivent ordinairement être embalées dans des tonneaux ou balots, il y a un livre pour cet effet appelé livre des emballages par lequel la quantité et qualité des marchandises contenues en chaque balot est énoncée et marquée de son numéro. Et par la conférence de ces deux livres vous connoissez si ce qui a été acheté est conforme à ce qui a été emballé, et vous voyez par ce même moyen ce qui a été chargé sur chaque vaisseau, De même si la somme qu'on tire de la caisse est employée en vaisseaux, le compte de la caisse qui est sur le Grand Livre vous renvoie au livre de l'achat des vaisseaux où vous apprenez que la somme tirée de la caisse un tel jour a été employée en l'achat de tel et tel vaisseau ; et parce qu'il faut avoir des magasins de toutes les choses qui servent à la construction, armement et avictuaillement des vaisseaux, il y a encore un livre où

l'on tient un compte exact de toutes les choses qui entrent dans les magasins, dans lequel chacune a son compte distingué et séparé, afin de pouvoir estre esclairci, combien il aura esté employé de chaque matière pour la construction d'un navire, avec tous ses agrez, mastures, appaux, armes et ustanciles, et prest à recevoir ses victuailles et tout joint ensemble ce qu'il aura cousté. Par là le bon et le mauvais mesnage se discernent, et on trouve aisément les effets qui doivent rester dans les magasins pour en faire compter les dépositaires. Les victuailles ont un livre pareillement, où elles ont chacune leur compte séparé, en sorte que rien ne demeure confus dans ce grand négoce. Ainsy on peut voir en un instant ce qu'est devenu tout l'argent de la Compagnie. Il est aisé par ce moyen de le suivre à la piste, et il est impossible que l'on destourne le moindre des effets, qu'on ne le reconnoisse facilement parce qu'une partie ne sort jamais de la caisse qu'on n'en marque incontinent l'employ sur les livres particuliers, et qu'il n'en soit dit un mot en substance, sur le Grand Livre de la Compagnie qui est chargé de toutes choses en abrégé. »

Enfin il ne faut pas passer sous silence une dernière fonction des directeurs de la Compagnie qui était de composer un tribunal arbitral chargé de trancher les différends qui pourraient naître entre directeurs et actionnaires ou entre actionnaires. Ces directeurs-arbitres devaient être au nombre de trois, et les parties les choisissaient d'accord. Cependant s'ils ne pouvaient s'entendre sur le choix de ces directeurs, le soin de les désigner appartenait aux chambrès de direction générale ou particulières des lieux où s'étaient produits les différends, les sentences de ces arbitres devaient être exécutées comme arrêts de cour souveraine (art. 24 des statuts).

Cette institution était certes avantageuse : elle permettait de régler rapidement, sans frais, et sans scandale, les difficultés qui pouvaient survenir à l'intérieur de la Compagnie, mais elle ne devait pas donner une garantie absolue aux plaideurs, surtout lorsqu'il s'agissait de procès entre actionnaires et directeurs. La partialité de ce tribunal, composé uniquement de ces derniers pouvait être légitimement redoutée.

Quels appointements recevaient les directeurs de la part de la Compagnie ? Les statuts ne nous fournissent pas sur ce point de renseignement précis : l'article 47 ne fait que des promesses vagues : « Nous promettons à ceux qui se seront bien acquittés des dits emplois de leur donner des marques d'honneur qui passeront jusqu'à leur postérité. »

Aucun autre document ne nous renseigne sur ce point. Aussi, si nous devons supposer que les directeurs touchaient un traitement, il nous est impossible de nous faire une idée même approximative de son montant. En outre les directeurs reçurent à différentes époques de l'histoire de la Compagnie des gratifications. Nous leur en trouvons attribué dans une déclaration du Roy de septembre 1675 (1) ordonnant qu'on leur distribue 5 o/o des sommes qu'ils avaient actuellement versé à la Compagnie (2). Cette gra-

(1) Cf. *Archives nationales*, X^{4A} 8672, f^o 106 verso.

(2) Le paiement des sommes pour lesquelles chaque actionnaire avait déclaré s'associer devait s'effectuer — nous l'avons vu — en trois versements successifs. Ces versements furent faits très irrégulièrement, et cette somme de 5 o/o de ce qu'ils ont déjà versé n'est sans doute pas la même que celle qui leur aurait été allouée si on leur avait donné 5 o/o de la somme pour laquelle ils s'étaient engagés. C'était donc une manière de stimuler leur zèle et les encourager — s'ils ne l'avaient pas fait — à effectuer leurs versements.

tification s'étendait aux directeurs qui venaient de quitter (en mai 1675) le service de la Compagnie et aux veuves de ceux décédés au service de la Compagnie.

Une autre somme de trois mille livres à Paris, de mille livres en province fut également allouée aux directeurs de la Compagnie suivant déclaration du roi du 17 juillet 1684 (1).

N'oublions pas non plus de mentionner que le principe de la séparation des patrimoines des directeurs et de la Compagnie était déjà appliqué à cette époque et que les directeurs ne pouvaient être contraints ni inquiétés sur leurs personnes ni sur leurs biens à raison des affaires de la Compagnie.

Les fonctions des directeurs ainsi établies, nous nous proposons, avant d'étudier les détails de leur gestion dans le cours des années où nous suivrons l'existence de la Compagnie, de déterminer les caractères distinctifs des autres rouages nécessaires au fonctionnement de la société.

(1) Cf. *Archives nationales*, X^{1A} 8676, f^o 36.

CHAPITRE II

LES COMMISSAIRES DE SURVEILLANCE.

Nous avons dit que les statuts ne prévoyaient pas la création d'un contrôle chargé d'exercer une surveillance quelconque sur la gestion des directeurs.

L'existence de contrôle est cependant indispensable au bon fonctionnement d'une société anonyme, afin que les actionnaires soient renseignés sur les détails de l'administration de la Compagnie et aient toute garantie d'un bon emploi de leurs capitaux.

Aussi, dans les sociétés modernes, trouve-t-on placé à côté des administrateurs un ou plusieurs commissaires de surveillance.

Ils peuvent être choisis ou non parmi les actionnaires et doivent être élus par les assemblées générales, leurs fonctions limitées à un an consistent principalement à faire un rapport, lu à l'assemblée générale annuelle, sur la situation de la société, sur le bilan et les comptes présentés par les administrateurs (1).

En ce qui concerne la Compagnie des Indes, le besoin d'un contrôle devait d'autant plus se faire sentir que les pouvoirs conférés aux directeurs étaient sensiblement plus étendus que ceux impartis aux conseils d'administration des sociétés anonymes d'aujourd'hui. Jusqu'en 1667, la société fonctionna cependant sans commissaires

(1) Cf. Lyon-Caen et Renault, *Manuel de droit commercial*.

de surveillance. Leur création fut motivée par le désir de Colbert et du Roi de donner aux actionnaires une garantie supplémentaire, et cela dans les circonstances suivantes :

Les affaires de la Compagnie n'avaient pas procuré aux actionnaires les bénéfices qu'ils espéraient à tort obtenir dès les débuts de l'affaire. Aussi la plupart d'entre eux négligèrent-ils d'effectuer les versements — échelonnés sur plus de deux ans et demi — des sommes pour lesquelles ils s'étaient engagés dans la Compagnie.

De ce fait, ils avaient mis dès 1667 la société dans une très mauvaise posture. Elle avait fait de nombreuses dépenses justifiées d'ailleurs par le montant des engagements, et se trouvait, par suite de cette mauvaise volonté des actionnaires à tenir leurs promesses, dans la quasi-impossibilité de subsister faute d'un capital suffisant. Il fallait donc, en donnant aux actionnaires une garantie supplémentaire de gestion régulière, essayer de rétablir leur confiance ébranlée.

Aussi en 1667 (1) les directeurs adressaient-ils au roi un escrit où ils lui demandaient de nommer des commissaires pour examiner les livres de la Compagnie. « C'est pourquoi ils croient — écrivaient-ils — que cet examen ne peut être fait avec trop d'exactitude et que, pour le bien faire, l'assemblée générale nommera des intéressez de tous ordres pour y travailler avec les directeurs et tous ensemble arrester les comptes de la caisse et tous les livres de la Compagnie sur lesquels les escritures seront portées jusqu'au jour de l'assemblée. » (2) Ils ajoutaient qu'ils espéraient que grâce à cet examen les députés verraient

(1) La date exacte ne nous est pas connue, mais cet escrit est certainement des premiers mois de 1667.

(2) *Archives du ministère des colonies*, 2 C², f^o 258.

l'ordre et le bon état des affaires de la Compagnie, ainsi que la nécessité de la continuer et que « ceci fortifierait le crédit de la Compagnie ébranlé sans raison ».

Ces commissaires furent en effet nommés pour la première fois à l'assemblée générale des actionnaires du 15 décembre 1668. Nous avons retrouvé (1) les noms de ceux qui à cette assemblée furent nommés pour visiter, examiner, calculer et arrêter les livres » : c'étaient le premier président du Parlement de Paris, MM. Pussort et Voisin, conseillers d'Etat, La Reynie, maître des requêtes, les procureurs généraux du roi auprès du Parlement de Paris, de la Cour des Aydes et de la Cour des comptes, Daubray, lieutenant civil, Bartillat, garde du Trésor royal, quatre secrétaires du roi et cinq marchands.

Par la suite, leur mode de nomination paraît avoir été modifié, et à partir de l'assemblée de 1675 ils furent nommés par le roi dans l'ordonnance où celui-ci déterminait la date de la réunion de l'assemblée (2). Du reste il n'y a guère là qu'une question de forme à laquelle il ne convient pas d'attacher une importance exagérée. Les noms des commissaires proposés à l'élection de l'assemblée générale, étaient soumis auparavant à l'agrément du roi et la proposition de leurs noms équivalait à un ordre. La composition des différentes commissions de contrôle qui à diverses reprises examinèrent les livres de la Compagnie fut sensiblement la même chaque fois et comprit toujours des magistrats, des conseillers d'Etat, des conseillers du roi ou ses secrétaires et quelques marchands.

(1) Cf. *Archives du ministère des colonies*, 2 C², f^o 208. Compte rendu de l'assemblée générale du 15 décembre 1668.

(2) Cf. Ordonnance du Roy, 20 avril 1675. *Archives du ministère des colonies*, 4 C², f^o 185 et lettre de cachet de 1684. *Archives du ministère des colonies*, 3 C², f^o 171.

La mission des commissaires de surveillance commençait aussitôt après l'assemblée générale. A cette assemblée avait été lu un rapport relatant les événements saillants de la Compagnie depuis la dernière assemblée générale, le détail de ses opérations commerciales aux Indes, et un bilan constatant l'état de sa situation financière. Sans vouloir anticiper sur l'étude de ces assemblées qui fera l'objet du chapitre suivant, il nous faut cependant dire dès maintenant que ces rapports et ce bilan étaient d'un optimisme souvent bien loin de la réalité. Le rôle des commissaires de surveillance qui se réunissaient en présence des directeurs (1) dans les premiers jours qui suivaient l'assemblée générale, était précisément de remettre en quelque sorte les choses au point. Leur travail dont nous avons retrouvé aux archives du ministère des colonies des comptes rendus détaillés était excessivement précis et sérieux, et aucun point digne d'appeler leur attention n'y était omis. Ils se faisaient représenter les livres de la Compagnie et les examinaient puis discutaient le bilan, faisaient à son sujet toutes observations, et cela avec une grande franchise.

Le plus souvent ils avaient à donner leur avis sur un point particulier qu'ils avaient été chargés d'examiner ; par exemple une répartition à accorder aux actionnaires (1675) ou des mesures à prendre pour sauver la Compagnie ou préparer sa liquidation (1684). Ceci fait leur mission était terminée.

(1) Les commissaires se réunissaient à une table sous la présidence du premier président, et à une autre table, en face, les directeurs (ou tout au moins une délégation fort importante de ceux-ci) sous la présidence du prévôt des marchands. — Cf. *Archives ministère des colonies*, 4 C², f^o 195. Réunion des commissaires de 1675.

Un procès-verbal de leurs réunions était dressé puis communiqué au roi. A l'assemblée générale suivante, le prévôt des marchands, dans le rapport qu'il y lisait, présentait aux actionnaires un résumé de ce travail.

A première vue la mission de ces commissaires semble se rapprocher beaucoup de celle qui est impartie aux commissaires de surveillance d'aujourd'hui.

Eux aussi ont une mission qui peut n'être que temporaire, car la loi ne dit pas que leur contrôle doive s'effectuer d'une manière permanente (1); mais elle dit que, pendant le trimestre qui précède la réunion de l'assemblée générale annuelle, les livres doivent leur être communiqués, que le bilan doit être mis à leur disposition au plus tard le quarantième jour avant cette réunion. Ils doivent obligatoirement assister à cette assemblée générale et y fournir leurs explications. Un état de la situation active et passive dressé chaque semestre doit leur être communiqué. En fait leur contrôle s'effectue donc de très près et leur surveillance presque continuelle est par suite d'une grande utilité.

Immédiatement les différences apparaissent avec ce qui se passait dans la Compagnie des Indes.

Les commissaires n'avaient pas le droit d'exiger cette communication semestrielle de l'état de la société qui est d'une si grande efficacité grâce à la convocation d'urgence d'une assemblée générale extraordinaire qui peut la sanctionner.

Ils ne lisaient pas eux-mêmes leur rapport à l'assemblée générale suivante, ils étaient redevenus des simples actionnaires une fois leur tâche terminée, et une simple

(1) En fait le cas de commissaires permanents se présente souvent.

mention était faite de leur travail dans le rapport qui était lu par le président à l'assemblée.

Enfin leurs réunions suivaient l'assemblée générale au lieu de la précéder. Et ceci est d'une importance capitale surtout si l'on songe que les assemblées de la Compagnie, qui devaient, d'après les statuts, être tenues chaque année, ne furent en réalité réunies qu'en 1665 (simple assemblée constitutive pour la nomination des directeurs) en 1668, 1675 et 1684.

Ce n'était donc que vieilles déjà de huit ou neuf années que les délibérations des commissaires étaient sorties de l'oubli pour être portées à la connaissance des actionnaires ! Il semble donc qu'elles ne devaient plus présenter qu'un intérêt rétrospectif sans portée pratique ? Quelle décision pouvait être prise par les actionnaires sur un rapport aussi ancien ?

Faudrait-il en conclure que la création de ces commissaires ne fût qu'un trompe-l'œil, une fausse garantie donnée aux actionnaires pour les rassurer ? Que ces hommes, choisis cependant pour la plupart en considération de leurs hautes fonctions, et qui constituaient une élite dans leurs corporations respectives, avaient accepté de faire un métier de dupes et d'accomplir un travail dénué de tout effet ?

Ce serait là une erreur, croyons-nous, mais l'explication de la médiocrité apparente de leur rôle à l'égard des actionnaires, résulte de ce fait que leurs rapports étaient destinés bien plus au roi qu'à l'assemblée générale des actionnaires ; vis-à-vis de celui-ci leur travail présentait au contraire le plus grand intérêt, ces rapports dressés très sincèrement par les commissaires lui étaient adressés, et ainsi lui permettaient d'être renseigné très exactement sur l'état des affaires.

Et qu'on ne s'étonne pas de voir ces commissaires rendre compte au roi ou à Colbert plutôt qu'aux actionnaires : c'est qu'il ne faut pas perdre de vue le rôle prépondérant tenu par Louis XIV assisté de Colbert dans la vie de la Compagnie des Indes. Celle-ci était — pour la plus grande part — son œuvre, il ne pouvait pas s'en désintéresser dans l'avenir.

En fait il fut l'âme de la Compagnie et la dirigea suivant sa guise. C'était lui qui déterminait la date des assemblées, nommait les commissaires. Plusieurs fois par an les directeurs lui envoyaient des rapports détaillés. Jamais ceux-ci ne prenaient une décision de quelque importance sans y avoir été autorisés par le roi : les lettres de cachet, les ordonnances nombreuses émanées du roi au sujet de la Compagnie des Indes en fournissent des preuves multiples. Son amour-propre et son intérêt y étaient également intéressés : il ne voulait pas que son œuvre risquât de mourir par suite d'une délibération d'actionnaires affolés par les mauvaises affaires de la Compagnie et qui en auraient prononcé la liquidation. Enfin la mauvaise volonté des intéressés à payer les sommes pour lesquelles ils s'étaient engagés ne devait l'encourager à beaucoup de bienveillance à leur égard, et au contraire devait le déterminer à une main-mise plus complète par lui sur la direction de la société.

Aussi par une conséquence logique il devait être amené à ne faire réunir les assemblées que très rarement, et aussi à désirer que les comptes rendus des commissaires lui fussent adressés à lui et ne fussent pas suivis trop tôt d'une réunion d'actionnaires. Enfin il devait en résulter également de sa part le désir de voir leurs pouvoirs réduits au minimum.

Ainsi déterminé le rôle des commissaires de la Compagnie des Indes nous semble très restreint, et nous sommes loin de l'importance de celui des commissaires de surveillance dans les sociétés anonymes d'aujourd'hui.

A côté de l'organisation moderne du contrôle, celui qui existait dans la Compagnie des Indes apparaît donc comme embryonnaire ; l'idée en était toute nouvelle et n'avait pas encore subi l'évolution qui devait l'amener à sa forme définitive actuelle.

En résumé, si l'on veut se faire une idée exacte, grâce à la comparaison avec une institution moderne, de ce qu'étaient les fonctions de ces commissaires de surveillance, l'on peut dire que leur mission se rapprochait beaucoup de celle que nous voyons confiée aujourd'hui à des experts, par les tribunaux désireux d'éclairer leur religion.

Afin d'être renseigné sur l'état des affaires de la Compagnie, le roi conférait à ces commissaires la mission d'expertiser les livres de la Compagnie et son bilan, de déposer un rapport sur leur travail. Il était libre ensuite d'en tenir tel compte qu'il lui plairait, de même que les tribunaux se réservent le droit de discuter le rapport des experts nommés par eux et de rendre leur jugement en adoptant ou non les conclusions de leur travail,

En fait, les commissaires eurent un effet très heureux sur la bonne marche de la Compagnie. A côté des rapports plus ou moins inexacts présentés aux actionnaires à l'assemblée générale par les directeurs, les mémoires des commissaires montraient, sous son jour véritable, l'état financier de la Compagnie ; Colbert et le roi en étaient ainsi exactement informés et pouvaient, en pleine connaissance de cause, prendre les décisions qu'ils croyaient le plus propres à servir les intérêts de la Compagnie.

De nombreux exemples nous en seront fournis par l'étude des opérations de la Compagnie. Nous aurons l'occasion de revenir souvent sur le rôle joué par les commissaires de surveillance dans le cours de son histoire.

CHAPITRE III

LES ACTIONNAIRES

Le troisième organe de toute société anonyme, la délibération, avait été organisée par les statuts de la Compagnie. Une assemblée générale devait chaque année réunir les actionnaires de la Compagnie.

Par l'étude des différentes assemblées générales de la Compagnie nous pourrions pénétrer les détails de son fonctionnement durant les années où nous nous sommes proposé de suivre son existence. Mais auparavant nous aurons un mot à dire des actionnaires et des conditions qu'ils devaient remplir pour entrer dans la Compagnie, des avantages qui leur étaient accordés et des caractéristiques de l'action elle-même.

Charpentier, dans sa *Relation*, définissait ainsi l'action :

« Quand on a mis l'argent entre les mains du caissier, il en délivre une quittance sur parchemin signée de luy laquelle doit estre contrôlée par deux directeurs et portée ou enregistrée sur le grand livre de la Compagnie par celui qui le tient, lequel doit aussi faire mention sur le dos de la quittance du feuillet où elle a été couchée.

« Cette quittance est le titre du particulier et s'appelle action parce qu'en vertu de cette quittance il a son action sur les effets de la Compagnie comme intéressé... (1). »

L'action de la Compagnie des Indes était donc nomina-

(1) Cf. Charpentier, *Relation*.

tive et présentait cette particularité de n'être pas d'une valeur fixe.

Il ne faudrait cependant pas en conclure que cette action ne pût être vendue ; au contraire, la circulation en était expressément prévue dans l'article 1^{er} des statuts.

Les associés pouvaient en effet vendre, donner ou diviser leur intérêt dans la Compagnie, pourvu que la somme ne fût pas inférieure à mille livres.

C'était cette somme qui était, d'après l'article 1^{er} des statuts, la valeur minima de l'action.

L'unité d'augmentation pour les sommes supérieures à ce chiffre était de cinq cents livres (art. 1^{er} des statuts).

Beaucoup des caractères des actions des sociétés anonymes d'aujourd'hui se retrouvent déjà énoncées dans les statuts : l'article 1^{er} — précurseur de l'article 529 de notre Code civil — nous dit encore que l'action était réputée meuble.

L'article 2 pose également le principe de la limitation de la responsabilité des actionnaires à la perte de leur apport ; aucune somme — y est-il dit — ne pourra être exigée des associés au delà de celle pour laquelle ils seront obligés.

En revanche le mode de versement du montant de ces actions était tout différent ; mais avant d'aborder cette question, il nous faut déterminer quels étaient les porteurs de ces actions : de nos jours une pareille question ne se poserait pas, et nous ne comprenons même pas qu'elle puisse se poser ; il nous semble évident que n'importe qui puisse se rendre propriétaire d'actions de sociétés anonymes.

Au xvii^e siècle, il n'en était pas de même : faire le commerce était considéré comme réservé à une classe infé-

ricure, et un noble ne pouvait accomplir d'acte de commerce sans déroger.

Aussi pour permettre à tous de s'associer aux entreprises de la Compagnie, qui sans cela se serait trouvée privée du plus clair de son apport, une disposition exceptionnelle était indispensable.

L'article premier des statuts détermine qui pouvait faire partie de la société.

« La Compagnie des Indes orientales sera formée de tous nos sujets de quelque qualité et condition qu'ils soient, qui y voudront entrer pour telles sommes qu'ils estimeront à propos sans que pour cela ils dérogent à leurs noblesses et privilèges dont nous les avons relevés et dispensez... »

Pour les autres classes de nombreux avantages devaient stimuler le zèle des futurs actionnaires. C'est ainsi que l'article 6 des statuts accordait aux « officiers » un privilège qui ne devait pas les laisser indifférents : tous ceux qui avaient une part de vingt mille livres étaient dispensés de faire la résidence à laquelle ils étaient obligés dans les lieux de leurs « établissements » sans que pour cela ils aient à souffrir diminution de leurs « droits, gages et espices ».

En ce qui concerne les bourgeois, le droit de « bourgeoisie » était accordé à tout associé d'au moins huit mille livres, à l'exception de Paris, Bordeaux, Rouen et Bayonne où il était nécessaire de posséder un intérêt d'au moins vingt mille livres.

Enfin toute une classe d'actionnaires, les étrangers, aurait été écartée sans des garanties spéciales : le risque eût été trop grand pour eux, s'ils avaient pu craindre que, sitôt la guerre déclarée à leur patrie, leurs actions ne fus-

sent immédiatement confisquées. L'article 4 des statuts spécifie que pour quelque cause que ce soit les parts et portions appartenant à des particuliers ne seront saisies ni confisquées au profit du roi « encore qu'ils soient sujets des princes et Estats avec lesquels nous pourrions entrer en guerre ». Un plus grand privilège encore était même accordé aux étrangers possesseurs de vingt mille d'actions : celui d'être réputés régnicoles sans qu'ils aient besoin de lettres de naturalité, ce qui conférerait à leurs héritiers le droit de succéder aux biens qu'ils possédaient en France.

L'apport de tous était donc accepté pour accroître le capital de la société : nobles, officiers, étrangers pouvaient être actionnaires de la Compagnie.

Enfin, pour encourager encore davantage les bonnes volontés, de grandes facilités étaient prévues par les statuts pour effectuer le paiement des sommes pour lesquelles les actionnaires avaient déclaré s'intéresser.

C'était une simple déclaration, en effet, et non pas un versement de fonds qui était à l'origine exigée du futur actionnaire : on se contentait tout d'abord de cette promesse qui devait plus tard être suivie du versement de la somme pour laquelle il s'était engagé. Le délai pour faire cette déclaration était de six mois à partir de la lecture publique et l'enregistrement des statuts au Parlement de Paris (1), ce qui eut lieu dans les premiers jours de septembre 1664 (les statuts étaient du mois d'août).

Le versement du fonds social de la Compagnie devait s'effectuer par trois versements successifs : le premier avant le premier armement (mars 1665) pour faire face

(1) Cf. art. 8 des statuts.

aux dépenses que celui-ci devait entraîner, le deuxième en décembre 1665 et le troisième en décembre 1666.

Ce fut cette disposition qui, à notre avis, fut la principale cause du mauvais résultat des affaires de la Compagnie.

Tandis que, confiants dans la parole donnée, et comptant sur les fonds promis, les directeurs de la Compagnie faisaient les frais de nombreux armements, les associés, voyant que les recettes ne justifiaient pas leurs espérances et qu'ils ne retireraient pas de l'entreprise les bénéfices qu'ils espéraient, ne furent pas assez patients pour accorder à la Compagnie leur confiance un temps suffisamment long pour lui permettre d'amortir les frais de premier établissement et organiser définitivement son commerce à la colonie ; ils se refusèrent à verser les fonds pour lesquels ils étaient engagés : le premier versement lui-même ne fut pas effectué régulièrement, et ce fut encore bien pis pour les second et troisième !

N'était-ce pas cependant de nombreuses années plus tard que raisonnablement devaient être escomptés les premiers bénéfices, et encore à la condition que chacun remplît scrupuleusement ses engagements ?

Une mesure de pression sur les actionnaires avait été prévue pour les forcer à tenir leurs promesses ; une pénalité avait été édictée à l'encontre de ceux qui n'effectueraient pas le second ou le troisième versement : la perte des versements déjà effectués, qui accroîtraient au capital social sans que leurs auteurs puissent dorénavant prétendre à aucun droit dans l'actif de la société⁽¹⁾. Mais cette pénalité ne fut pas suffisante et beaucoup préférèrent perdre ce

(1) Cf. Statuts, art. 1.

qu'ils avaient avancé que de risquer de nouveaux capitaux dans une entreprise qu'ils jugeaient mauvaise.

Dans toute l'histoire de la Compagnie, nous verrons se répéter cette mauvaise volonté des actionnaires à remplir leurs engagements ; malgré les délais accordés, les avantages concédés, les libéralités du roi, et même les moyens de pression, les versements se firent très irrégulièrement.

Nous nous proposons de revenir plus loin sur les différents états financiers de la Compagnie des Indes dans la période de son histoire que nous avons l'intention d'étudier.

Mais il est intéressant de savoir quel était le capital social de la Compagnie au moment où, après la première assemblée générale, elle s'était trouvée définitivement constituée.

L'actif social de la Compagnie avait été fixé officiellement à quinze millions de livres (1) et le roi s'était engagé à verser le cinquième du fonds total de la Compagnie. Mais cette contribution ne rentrait pas dans le calcul de l'actif, elle venait l'augmenter. L'article 45 des statuts est catégorique sur ce point :

« *Et pour marque de notre bonté paternelle pour nos sujets, et pour donner lieu à l'établissement de la dite Compagnie si avantageux aux particuliers et à l'Etat, nous promettons d'avance particulièrement de nos deniers le cinquième de toute la despense qu'il conviendra faire pour les trois premiers armemens, en sorte que nous ferons incessamment délivrer au préposé nommé par la Compagnie pour recevoir les deniers la somme de trois*

(1) Cette somme était considérable pour le temps : d'après M. Weber (*op. cit.*, p. 265, note), cette somme de 15 millions de livres représenterait aujourd'hui une valeur de 25 à 30 millions de francs.

cent mil livres et au mesme temps qu'il aura reçu des interessez quatre cent mil livres, nous leur ferons délivrer autres trois cent mil livres et ainsi consécutivement jusques à la somme de trois millions de livres pour trois quinziesmes de la somme de quinze millions de livres à laquelle nous avons fixé le fonds total de la dite Compagnie, lesquels trois cinquièmes nous fournirons la première année, à mesure que tous les intéressez en fourniront quatre, attendu que nous ne fournirons rien aux deux années suivantes, laquelle somme nous voulons bien prester à la dite Compagnie sans aucun intérêt ny mesme sans y vouloir prendre part ; mais seulement nous nous contentons que la dite Compagnie s'oblige de nous rendre la dite somme sans intérêt à la fin des dix premières années à compter du jour que le premier fonds capital de la dite Compagnie aura esté achevé ; et en cas qu'à la fin des dites dix années il se trouvast par le compte général qui sera fait alors que la dite Compagnie eust perdu de son capital, nous voulons que toute la perte tombe sur la somme que nous aurons fait avancer à la dite Compagnie suivant le compte de tous les effets d'icelle lequel sera arresté par la chambre de la direction générale à Paris sans que la dite Compagnie soit obligée de compter en nos chambres des comptes, ny ailleurs, dont nous l'avons dispensé et dispensons par ces présentes. »

Nous croyons que ce chiffre de quinze millions étoit fictif et que jamais le montant des versements ne devait atteindre cette somme. Un document émané de la Compagnie (fin novembre 1666) est convaincant sur ce point : il y est fait un calcul de l'actif de la Compagnie, et voici comme le compte est établi :

Reçu du premier tiers, Paris et provinces	2.448.800 £.
Dû par les provinces pour le 1 ^{er} tiers	162.365 £.
Dû par Paris pour le 1 ^{er} tiers	100.233 £. 6 s. 8 d.
Ceux qui se sont engagés sans dire combien en les comptant pour 1.000 livres chacun	7.333 £. 6 s. 8 d.
Premier tiers	2.718.731 £. 13 s. 4 d.
Ce qui ferait pour le fonds entier	8.156.195 livres.

L'actif de la Compagnie aurait donc été d'un peu plus de huit millions de livres. A quoi il faut ajouter les versements du roi qui s'élevèrent à deux millions en deux fois.

Et cependant Charpentier, dans sa *Relation*, nous déclare qu'en 1665 la Compagnie avait reçu des particuliers des engagements pour onze millions de livres !

Nous croyons que les chiffres précédents sont plus près de la vérité que ceux de Charpentier et que le document quasi-confidentiel de la Compagnie cité plus haut, était plus sincère que la « déclaration » qui peut être à bon droit soupçonnée d'optimisme officiel.

Du reste Charpentier, aussitôt après avoir annoncé que la Compagnie « se voyait onze mille livres d'assurez », avoue très ingénieusement qu'elle n'en avait reçu en argent comptant que 3.600.000 livres (1).

Ainsi donc, en 1665, au moment de la première assemblée générale, date à laquelle le premier versement aurait dû être complètement effectué, la Compagnie qui régulièrement aurait dû avoir huit millions (5 des particuliers et 3 du roi), ne possédait que 3.600.000 livres !

(1) Y compris l'apport du roi.

Les actionnaires manquaient déjà à leur parole, la première fois qu'ils avaient à la tenir ! Aussi dès ce moment est-il nécessaire de demander au roi de prolonger le délai fixé pour la clôture des engagements et le premier versement (1). Charpentier dans sa *Relation* d'avril 1665, ne peut le dissimuler : il est vrai qu'il met cela sur le compte de l'enthousiasme non encore éteint ; la plupart des habitants selon lui ne s'étaient pas encore déclarés, et beaucoup se plaignaient du peu de temps qui restait pour être reçu dans la Compagnie.

Avec le peu de capital dont elle disposait, la Compagnie avait cependant dû faire face aux dépenses du premier armement.

La flotte, partie de Brest le 3 mars 1665, se composait de quatre vaisseaux : la frégate « Saint-Paul », de 250 tonneaux portant 30 pièces de canon, la « Vierge du Bon Port », 300 tonneaux, 20 pièces de canon ; le « Thaureau », de 250 tonneaux et 12 pièces de canon, et « l'Aigle Blanc », 80 tonneaux, 6 pièces de canon (2). Elle avait coûté 504.111 livres (3).

Si l'on ajoute à cette dépense celle très grande nécessité par la construction de magasins au Havre, à la Rochelle, à Saint-Malo, à Port-Louis, etc., la mise en chantier de vaisseaux composant les armements à venir, les achats des marchandises destinées aux échanges aux Indes, il est facile de se rendre compte que presque tout le capital déjà versé entre les mains de la Compagnie avait été ab-

(1) Le délai de clôture des engagements fut reculé à fin septembre 1665 par une déclaration du roi du 13 juillet 1665. — Cf. Dernis, *op. cit.*

(2) Cf. *Archives du ministère des colonies*, 2 C², f^o 240.

(3) Cf. Appendice, bilan de 1666.

sorbé par ces divers frais. La Compagnie ne possédait presque pas de fonds de roulement, à plus forte raison n'existait-il pas de fonds de réserve.

Faut-il taxer les directeurs de la Compagnie (ou plutôt les syndics provisoires jusqu'en mars 1665) de grande imprudence et leur tenir extrême rigueur de s'être ainsi lancés dans l'entreprise sans laisser une somme suffisante pour couvrir la société contre les risques de la mauvaise fortune ? Nous ne le croyons pas. Ils avaient calculé leurs dépenses sur le fonds social tel qu'il aurait dû être si les actionnaires avaient tenu leurs engagements : nous avons vu que ce chiffre était très élevé pour l'époque, et les directeurs de la Compagnie ne pouvaient croire que les « intéressés » — dont, il est vrai, les engagements n'avaient pas été très spontanés... — manqueraient comme ils le firent à la parole donnée et seraient ainsi les artisans de leur propre ruine. En tous cas les conséquences de cette pénurie furent désastreuses. Dès lors que l'argent manquait, les envois d'hommes et d'objets d'échange à la colonie devinrent insuffisants, les colons ne se sentant pas soutenus se découragèrent, ils se virent obligés, pour faire vivre la Compagnie, de contracter des emprunts à un taux ruineux ; ils ne purent faire des envois assez importants pour balancer les frais de l'équipement des vaisseaux, les flottes expédiées furent elles-mêmes et trop rares et trop faibles pour amortir les frais généraux : la Compagnie devait fatalement alors subir le sort de toutes les entreprises qui, munies d'un capital insuffisant, se voient grevées de frais généraux trop lourds, de celles dont on dit que leurs organisateurs ont « vu trop grand ». Mais encore une fois il faut, croyons-nous, en faire supporter le poids aux actionnaires qui, devant les premiers résultats, préférèrent perdre les sommes qu'ils avaient déjà versées que de risquer dans

l'affaire d'autres capitaux, dont ils étaient cependant débiteurs. Ils manquèrent de confiance et ne surent pas comprendre quel était leur véritable intérêt ; ils étaient pris dans un cercle vicieux, ne voulant pas verser d'argent parce que les affaires n'étaient pas suffisamment florissantes, tandis que de leur côté les affaires étaient mauvaises parce qu'ils n'effectuaient pas leurs versements.

La responsabilité du mauvais résultat auquel aboutit la Compagnie leur incombe donc bien davantage qu'à ceux qui la dirigeaient, qui avaient confiance en eux et avaient aussi la foi dans leur entreprise.

Ce ne fut pas d'ailleurs la seule cause qui devait contribuer à la déconfiture de la Compagnie ; contre elle s'acharna une malchance terrible : les événements semblent s'être ligués pour faire échouer toutes les bonnes volontés des directeurs. Nous allons le voir maintenant, car nous nous proposons d'étudier ce que devint cette Compagnie dont nous venons d'examiner la constitution, et les organes principaux. Nous voulons donc la voir vivre ; mais pour cela nous n'entrerons pas dans les détails de son existence dans les colonies, ce qui sortirait des limites de cette étude ; poursuivant plus précisément notre but, nous pensons pouvoir remplir nos intentions en examinant la vie interne de la Compagnie, ses états financiers successifs, et cela grâce aux comptes rendus de ses assemblées générales, aux bilans dressés lors de chaque assemblée, aux rapports de ses commissaires de surveillance auxquels il convient de joindre les rapports confidentiels que les directeurs adressèrent fréquemment au roi.

Notre voie est donc toute tracée, et pour nous faciliter la route, nous avons des relais tout indiqués : les différentes assemblées générales qui se succédèrent dans la période d'années que nous nous sommes proposé d'étudier.

TROISIÈME PARTIE

LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

CHAPITRE PREMIER

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE 1668.

L'article 18 des statuts prévoyait en ces termes la constitution d'une assemblée générale annuelle :

« Sera tenue tous les ans une assemblée générale le deuxième jour de may pour délibérer sur les affaires les plus importantes de la Compagnie en laquelle ceux qui auront voix délibérative pourront assister et y seront nommez les directeurs généraux à la pluralité des voix, les temps ci-dessus expirés. »

Pour avoir voix délibérative il fallait posséder au moins une action de six mille livres (art. 13 des statuts).

Mais ici, comme dans bien d'autres cas, les statuts subirent de graves dérogations. Au lieu de se réunir tous les ans, cinq assemblées eurent seulement lieu : en 1665, 1668, 1675 et deux en 1684.

Nous ne reviendrons pas sur les raisons qui avaient poussé le roi à ne pas réunir plus souvent l'assemblée générale (1). Le désir qu'il avait de diriger à sa guise les affaires de la Compagnie l'avait également poussé à réduire à presque rien la faculté de « délibérer » réservée par les statuts aux actionnaires. Celle-ci ne fut pas en fait exercée par eux. Les comptes rendus des assemblées ne nous font pas supposer qu'il y ait jamais eu de discussion sur une question intéressant la gestion des affaires de la

(1) Cf. *suprà*, p. 76.

Compagnie. Les conditions mêmes dans lesquelles se réunissaient les assemblées montrent bien l'impossibilité où se trouvaient les actionnaires de faire aucune opposition à ce qu'avaient décidé les directeurs qui eux-mêmes n'étaient visiblement que les porte-parole du roi.

L'assemblée se réunissait au Louvre, en présence du roi (1), un rapport sur la situation des affaires était lu à l'assemblée (soit par Colbert, soit par le prévôt des marchands) auquel répondait parfois le roi, puis l'assemblée nommait les directeurs qui devaient être élus en remplacement de ceux qui étaient décédés ou démissionnaires, et les commissaires qui devaient examiner les comptes ; mais pour ce vote encore leur conduite était dictée aux actionnaires : les noms leur étaient proposés par les directeurs avec l'approbation du roi, c'est dire qu'ils leur étaient imposés.

Quant au secret du vote et à sa sincérité, nous avons déjà insisté sur ce point lorsque nous avons parlé de la première assemblée de 1665 (2). Nous n'y reviendrons donc pas.

Nous ne parlerons du reste ici que pour mémoire de cette assemblée générale du 20 mars 1665 : ce fut une assemblée constitutive qui n'eut pour objet que de nommer les directeurs définitifs de la Compagnie en remplacement des syndics qui avaient primitivement eu la charge de la gestion des affaires ; nous avons estimé que la place normale où nous devons l'étudier était (bien plutôt qu'ici) dans le chapitre relatif à la direction de la Compagnie. Le lecteur nous permettra donc de le renvoyer à ce chapitre de notre travail (3).

(1) Cf. Comptes rendus des assemblées de 1668 et 1675. *Colonies*, 2 C², f^o 208 et 4 C², f^o 187.

(2) Cf. *suprà*, deuxième partie, ch. I^{er}.

(3) Cf. *suprà*, deuxième partie, ch. I^{er}.

Il n'y eut pas d'assemblée générale en 1666 ni en 1667 ; les directeurs des chambres de province s'étaient pourtant rendus à Paris au commencement de 1667 à l'effet d'assister à l'assemblée qui devait avoir lieu à cette date, mais par lettre de cachet du 26 avril 1667 le roi « ayant jugé à propos, pour des considérations particulières, de ne pas faire tenir la dite assemblée générale pendant la présente année », ordonnait aux directeurs de « ne faire à cette fin aucune convocation des intéressés » (1). En compensation un bilan de l'état des affaires de la Compagnie jusqu'à fin 1666 fut dressé en leur présence (2). Il n'y eut pas d'assemblée générale convoquée avant le quinze décembre 1668. C'est qu'en effet, avant cette date, le moment aurait été mal choisi pour exposer aux actionnaires l'état des affaires qui était critique ; comme nous l'avons déjà dit, la direction de la Compagnie avait tablé, pour ses dépenses, sur un actif comprenant le montant total des sommes pour lesquelles les actionnaires s'étaient engagés : en conséquence la Compagnie avait jusqu'en 1668 envoyé cinq flottes aux Indes : la première le 3 mars 1665, composée de quatre vaisseaux ; la seconde le 24 juillet 1665, composée de 2 vaisseaux ; la troisième, de 10 navires, partit de La Rochelle le 14 mars 1666 ; un quatrième et un cinquième armements, composés de un et deux vaisseaux, étaient enfin partis en décembre 1666 et mars 1667.

Ces flottes avaient nécessité des avances de fonds fort considérables ; si nous nous en rapportons au bilan dressé en 1666, nous voyons que la première avait coûté plus de 500.000 livres, la seconde près de 60.000, et la troisième deux millions 109.000 livres. Il faut ajouter à ces sommes

(1) Cf. Dernis, *op. cit.*

(2) Cf. Appendice, bilan de 1666.

les dépenses pour la construction des magasins édifiés au Mans, à La Rochelle, à Saint-Malo, à Bayonne, au Port-Louis (plus tard Lorient), etc....., ces constructions émargent au budget du 19 novembre 1666 pour près de 300.000 livres, puis les achats de marchandises d'échange, les salaires des colons, des équipages, etc... ; en résumé les dépenses à cette date de novembre 1666 s'élevaient à la somme de près de cinq millions de livres.

Or dès cette époque le capital aurait dû être presque complètement versé (1), et la Compagnie aurait dû pouvoir opposer à ce passif de cinq millions un actif de huit millions de livres auquel seraient venues s'ajouter les deux millions de livres souscrites par le roi.

Au lieu de cela elle avait reçu à cette époque 1 million 900.000 livres du roi ; pour le premier tiers, 2 millions 448.800 livres (il manquait donc encore près de 300.000 £.) ; pour le second tiers, 626.000 livres, et pour le troisième, la somme dérisoire de 16.666 livres 13 sols 4 deniers (2). De sorte qu'au lieu d'un fonds de roulement de cinq millions de livres, « l'argent comptant en caisse émargeait au budget de novembre 1666 pour..... pas tout à fait 30.000 livres !

Et quelles pauvres raisons sont données par ceux qui prétendent ne pas tenir leurs promesses ! un document que nous avons retrouvé et qui est la « liste de MM. les intéressés de la ville de Lyon qui n'ont pas payé le second tiers » (3) nous fournit à cet égard d'intéressants détails.

L'un prétend faire une distinction subtile entre ce qu'il

(1) Le délai fixé pour le troisième et dernier versement était en effet fin 1666.

(2) Cf. Appendice, bilan de 1666.

(3) Cf. *Archives du ministère des colonies*, 2 G', f° 227.

a promis en qualité de secrétaire du roi et en tant que simple bourgeois ; ayant été cassé de ses fonctions de secrétaire du roi, il refuse de payer autre chose que ce qui, selon lui, représentait sa contribution en sa seconde qualité. Un autre secrétaire du roi prétend qu'il a été contraint de payer dans le collège de ses confrères à Paris et qu'il refuse de payer dans deux endroits.

Un sieur Bérardier veut bien payer mais seulement si on l'exonère de la taille, etc, etc.

L'on comprend maintenant qu'en face de finances aussi peu brillantes, le roi ait fait différer... avec quelque sans gêne il est vrai, les assemblées générales qui auraient dû avoir lieu en 1666 et 1667. La situation n'était vraiment pas de celles qu'il est flatteur d'exposer à des actionnaires. Déjà grave en novembre 1666, comme nous venons de le voir, elle ne devait qu'empirer : la Compagnie espérait que le retour de quelques-uns des vaisseaux envoyés à Madagascar aurait pu la remettre « à flot ». Malheureusement les événements les plus fâcheux s'étaient produits dans l'île.

La première flotte avait emmené les sept membres qui devaient composer le conseil particulier de l'île chargé provisoirement du gouvernement de la colonie. Dès le départ, le sieur de Beausse, qui devait présider ce conseil, se trouva en désaccord avec ses futurs collaborateurs, profita que son navire était plus fin voilier que les leurs, les abandonna et poursuivit seul sa route vers Madagascar. Il y arriva très gravement malade (1).

De nouvelles difficultés devaient se produire alors. Les anciens colons firent aux nouveaux arrivants un très

(1) Cf. Weber, *op. cit.*, p. 137.

mauvais accueil, et de nombreux froissements se produisirent qui n'étaient pas faits pour simplifier les choses. De Beausse, quoique gravement malade, ne voulut pas se démettre de son autorité, négligea de réunir le conseil particulier de l'île, bien que les autres vaisseaux de l'expédition, portant les autres membres du conseil, fussent parvenus au terme de leur voyage. L'anarchie la plus complète régnait donc à Madagascar, à laquelle, par flatterie pour le roi, on avait donné le nom d'île Dauphine.

La mort de de Beausse vint mettre le comble au désarroi des affaires. Il mourait sans avoir accompli aucun des points que comportait sa mission, si ce n'est l'envoi d'un vaisseau le *Saint-Paul*, aux Indes. Expédition que la mauvaise chance poursuivit. Le marchand Houdry ne s'entendit point avec le capitaine du navire ; ils durent relâcher avant d'être arrivés au but. Houdry et le capitaine moururent ; le *Saint-Paul* regagna Fort-Dauphin sous la conduite du pilote et à vide.

Les éléments d'une cargaison furent cependant réunis sur la *Vierge de Bon Port* qui cingla vers la France, mais le vaisseau fut attaqué par une frégate anglaise dans le parage de Guernesey et coulé (1) !

La première expédition avait donc abouti à un fiasco complet !

Une autre flotte composée de onze vaisseaux était, nous l'avons vu, partie de La Rochelle le 14 mars 1666, emmenant avec elle le gouverneur général de l'île, Montdevergue, les deux directeurs Caron et de Faye et les membres du Conseil souverain qui devaient remplacer le conseil particulier établi provisoirement dans l'île. Cette seconde

(1) Cf. Weber, *op. cit.*, p. 138.

flotte devait, elle aussi, jouer de malheur. Obligée de relâcher pendant un long temps au Brésil elle encourut de ce chef un retard considérable. Elle trouva les affaires de la Compagnie dans un désordre inextricable. Montdevergue ne possédait pas les qualités d'énergie et d'indépendance nécessaires pour relever une entreprise aussi mal engagée. Grâce à sa faiblesse ou même à sa complicité, les pires abus furent commis. Aucun essai sérieux de colonisation ne fut essayé ; les colons se contentèrent d'épuiser pour vivre les approvisionnements apportés sur les vaisseaux. Les agents de la Compagnie se livrèrent à des trafics coupables, vendant les marchandises et les vivres contenus sur les vaisseaux à des spéculateurs qui les revendaient très chers aux colons (1).

Le dernier espoir de la Compagnie résidait donc dans les essais de colonisation tentés par Caron à Surat dans l'Inde, où il était parti fonder un comptoir.

Aucun vaisseau n'était venu de 1665 à 1668 apporter, par la vente de sa cargaison, le gros bénéfice qui aurait permis à la Compagnie de relever ses affaires.

Les 30.000 livres d'argent comptant qui figurent dans le bilan de 1666 n'avaient pas tardé à être absorbées par les frais généraux de l'entreprise. Emus par la gravité de la situation, les directeurs de la Compagnie adressèrent au roi un mémoire afin de solliciter l'autorisation de poursuivre par tous les moyens le recouvrement des second et troisième tiers. Cette violation des statuts était, en effet, le seul moyen de se procurer quelque argent.

« Après cela nous ne saurions concevoir, écrivaient-ils (2), comment quelques-uns de nos intéressés veulent

(1) Cf. Weber, *op. cit.*, p. 141 à 143.

(2) *Archives du ministère des colonies*, 2 (12, f° 250.

prétendre se dispenser d'apporter à notre caisse leurs deuxième et troisième paiements sous prétexte que, par l'article II de la déclaration de Votre Majesté, il est dit que l'on fera les dits second et troisième paiements dans les termes qui y sont contenus, sinon que le premier et le second demeureront, en pure perte, au profit de la Compagnie. Nous consentirions, Sire, à suivre religieusement les termes de la déclaration de Votre Majesté, si nos intéressés y avaient apporté comme nous une exacte obéissance, mais ceux qui refusent de payer leurs second et troisième tiers, n'ayant fait aucune déclaration à la Compagnie de l'abandonnement du premier et du second dans les temps fixés par la dite déclaration, il ne leur reste plus aucun moyen de se défendre d'acquitter aussi le troisième. »

Ce mémoire n'eut-il pas d'effet sur le roi ? Celui-ci, craignit-il, en faisant droit à la demande des directeurs, d'adopter une mesure trop impopulaire ? ou de dévoiler le mauvais état des finances de la Compagnie ?

En tous cas, n'ayant pas reçu de réponse, une députation composée du prévôt de marchands et de trois directeurs se rendit peu de temps après chez le roi auquel ils exposèrent la situation sans en masquer la gravité.

« Nous sommes obligés de dire à Votre Majesté, — disait le prévôt des marchands, porte-parole de la députation, — que comme la plupart des intéressés ont manqué de fournir les sommes pour lesquelles ils avaient signé leur engagement et qu'il y a plus de deux mois que notre caisse est entièrement épuisée du fonds nécessaire pour acquitter les lettres de change que les dépenses courantes produisent incessamment, les affaires de la Compagnie sont prêtes de tomber dans le dernier des désordres si

Votre Majesté n'a la bonté de nous soutenir de quelque somme considérable ; et comme la réputation de son crédit est un fonds qui lui doit produire tous les autres, l'atteinte qu'il est toujours exposé de recevoir par quelque lettre protestée faute de paiement détruira sans ressources toutes les heureuses dispositions de l'établissement de ses affaires (1). »

A cette requête pressante le roi ne répondit cependant que par de bonnes paroles. Aussi quelques mois après (sans doute en avril 1667) un nouvel escrit lui était-il adressé où réapparaissait le projet des directeurs de poursuivre le paiement des second et troisième tiers. Pour masquer la violation flagrante de l'article II des statuts, ils prétendaient s'appuyer sur ce moyen juridique, que, puisque les associés formaient une société de commerce, ils devaient se conformer aux règles de toutes les sociétés de commerce et payer le montant intégral des sommes pour lesquelles ils s'étaient engagés. En face de l'article formel des statuts, ce raisonnement n'était peut-être pas irrésistible...

Ils ajoutaient qu'il fallait rendre confiance aux actionnaires qui depuis quatre mois n'avaient rien versé, et pour cela réunir au plus tôt une assemblée générale au cours de laquelle seraient nommés des commissaires de surveillance qui donneraient une garantie de plus aux actionnaires (2).

Les directeurs s'apprêtaient donc à réunir une assemblée générale pour le 2 mai 1667 lorsque, le 16 avril, sans explication, un décret du roi leur enjoignait d'avoir à ne pas le faire.

La Compagnie continuait donc à s'endetter, sa situation

(1) Cf. Dernis, *op. cit.*

(2) Cf. *suprà*, Deuxième partie, chapitre II.

devenait de plus en plus critique lorsque, par décret du 21 novembre 1668 (1), le roi décidait de verser à la Compagnie une autre somme de deux millions de livres sur laquelle, de même que sur les deux millions qu'il avait déjà versés, seraient prises toutes les pertes de la Compagnie.

Ce versement de deux millions de livres sauvait la Compagnie d'une faillite immédiate. Dès lors rien ne s'opposait plus à la convocation des actionnaires en une assemblée générale.

Le même décret prescrivait qu'une assemblée générale fût réunie avant la fin de novembre 1668. Enfin ce décret fixait de nouvelles dates pour le paiement des trois tiers. Un délai d'un mois était donné pour achever de verser le premier tiers, le second tiers devait être achevé de payer avant le 15 novembre 1668, et le troisième avant le 15 janvier suivant (2).

En outre une mesure importante faisait en partie droit aux demandes formulées par les directeurs, puisque, suivant ce décret, quiconque ne voudrait pas payer les second et troisième tiers devrait faire abandon du premier tiers par acte authentique, sinon il serait réputé toujours associé et pourrait être contraint par toutes les voies usitées en matière de commerce.

Cependant cette mesure mal accueillie à l'assemblée générale, fut rapportée par décret du 22 décembre 1668. Sa Majesté ayant estimé, y était-il dit, « que ces contraintes

(1) Cf. *Archives nationales*, E. 1748, f° 65.

(2) Par un autre décret du 5 novembre 1668, les délais de paiement furent modifiés : pour le second tiers on avait jusqu'à fin décembre 1668, et pour le troisième tiers la date devait en être déterminée par l'assemblée générale (Cf. *Archives nationales*, E. 1748, f° 104).

ne contribueraient point au bien et à l'avantage de la Compagnie et Sa Majesté n'ayant jamais eu l'intention d'en exercer aucune » (1).

L'assemblée générale se réunit au Louvre sous la présidence du roi (2). Sa Majesté fit son entrée à 3 heures, et après s'être « assise sur un fauteuil avec un tapis de velours », donna aussitôt la parole à Colbert qui lut un rapport sur l'état des affaires de la Compagnie.

Après avoir rendu compte qu'il avait été fait cinq embarquements comprenant 19 vaisseaux, il ne fit aucune difficulté pour avouer qu'on avait fait une faute considérable en s'attachant à envoyer des flottes à l'île Dauphine et que le résultat obtenu de ce côté était nul. En revanche, il avait bon espoir en ce qui concernait le commerce aux Indes ; Caron, disait-il, avait envoyé deux vaisseaux aux Indes portant 700.000 livres, et cet argent avait servi à acheter à Surat de nombreuses marchandises qui avaient été chargées sur un grand vaisseau, le *Saint-Jean* parti depuis le 26 avril précédent pour la France.

Une nouvelle expédition allait partir de l'île Dauphine pour les Indes chargée des 600.000 livres restant encore dans l'île.

Enfin, ajoutait-il, de bonnes nouvelles étaient arrivées des deux derniers vaisseaux partis le 30 juin, et le *Saint-Paul* allait partir pour l'île.

En ce qui concernait les finances, le fonds de la Compagnie était composé de 6.234.000 livres dans lesquels Sa Majesté entraît pour 2.680.000, sans compter les 1.500.000 livres qu'elle allait verser incessamment pour parfaire le

(1) Cf. *Ministère des colonies*, 3 C², f^o 115.

(2) Cf. *Compte rendu de l'assemblée générale du 15 décembre 1668. Archives du ministère des colonies*, 2 C¹, f^o 208.

paiement des 2 millions qu'elle avait promis. Le surplus provenait des intéressés, 2.480.000 livres pour le premier tiers, 900.000 livres pour le deuxième et environ 200.000 pour le troisième.

Le roi prit alors la parole, remercia les directeurs de leur dévouement, assura les intéressés qu'il continuerait son aide à la Compagnie, mais ne dissimula pas le ressentiment que lui causait la mauvaise volonté apportée par la plupart des intéressés à effectuer leurs versements.

« A quoi Sa Majesté adjoute qu'elle scavait beaucoup de gré à ceux qui nonobstant l'incertitude du succès d'une si grande entreprise, n'avaient pas laissé de payer le second tiers ; qu'elle ne doutait point que tous les intéressez ne suivissent ce bon exemple après cette assemblée, qu'elle avait sceu le roolle de ceux qui avoient abandonnée et qui n'avoient pas voulu hazarder quelque petite somme en une affaire qu'ils sçavaient luy estre fort agréable et encore qu'elle eust bien voullu ne s'en pas souvenir sa mémoire se trouvait trop bonne pour les oublier (1). »

Puis l'assemblée passa à la nomination de trois directeurs et des commissaires chargés de « visiter, examiner, calculler et arrester les livres ».

Les commissaires étaient le premier président du Parlement de Paris, Pussort et Voisin conseillers d'Etat, La Reynie, maître des requêtes, les procureurs du roi à la Cour des Aydes du Parlement de Paris et à la Cour des Comptes, Daubray, lieutenant civil, Bartillat, garde du Trésor royal, quatre secrétaires du roi et six marchands.

Pendant le rôle de ceux-ci paraît avoir été assez in-

(1) Cf. Compte rendu de l'assemblée générale de 1668, *Ministère des colonies*, 2 C⁸, f^o 208.

signifiant cette fois, car nous n'avons pas trouvé trace de réunion tenue par eux ni de rapport qu'ils aient rédigé.

Cet organe qui venait d'être créé ne semble donc pas avoir alors fonctionné réellement. Le rôle des commissaires n'a vraiment commencé qu'en 1675. Nous verrons que ceux qui furent nommés à l'assemblée du 8 mai 1675 travaillèrent au contraire beaucoup et de la manière la plus fructueuse.

CHAPITRE II

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE 1675.

Il ne fut pas réuni d'assemblée avant 1675.

Cependant les raisons qui avaient empêché en 1666 et 1667 de convoquer les actionnaires ne se reproduisirent pas durant les 7 années qui s'écoulaient entre l'assemblée de 1668 et celle de 1675. Ce laps de temps a constitué la période la plus fructueuse des affaires de la Compagnie. Des entrepôts avaient été fondés sur des bases solides aux Indes, notamment à Surat dont Caron avait fait son principal établissement. Les vaisseaux de la Compagnie commençaient à sillonner régulièrement les mers et l'avenir semblait devoir s'éclaircir. Les plus hautes ambitions auraient pu alors être réalisées si plusieurs causes n'étaient venues ruiner les espérances les plus légitimes : l'impéritie et les malhonnêtetés des agents de la Compagnie à Madagascar, leur mauvaise entente aux Indes, la guerre avec la Hollande, et le manque d'argent, les actionnaires refusant toujours d'effectuer leurs versements.

A l'île Dauphine les fautes les plus graves continuèrent à être commises, et une somme de près de 500.000 livres fut dissipée, les hommes mal nourris obligèrent les directeurs à consommer non seulement l'argent liquide mais même les marchandises destinées à l'échange. Et si, là, il ne s'agissait encore que d'impéritie, d'ignorance, d'autres fautes eurent une origine nettement coupable : des vins et

des eaux-de-vie achetés à vil prix furent revendus très cher aux colons. Les contrats passés avec eux furent rompus, et ils furent mis aux gages et à la subsistance de la Compagnie, tandis qu'au contraire il avait été convenu qu'il leur serait fait des concessions de terres qu'ils auraient pu ainsi exploiter pour leur propre compte ; les gages de certains officiers et de certains colons furent augmentés sans nécessité et sans pouvoir ; tous les employés spéculèrent, ruinant les colons et la Compagnie. Quant à de Montdevergue, le gouverneur, il avait transformé son autorité en tyrannie et fut plus coupable encore que ses subordonnés. Toute autorité avait été retirée aux directeurs qui durent le laisser à sa guise créer des emplois inutiles mais rémunérateurs, qu'il distribuait à ses parents et amis. Aussi la chambre générale refusa-t-elle d'approuver, et de reconnaître tout ce qui s'était passé à l'île Dauphine. Une sanction sévère fut demandée au Roi contre Montdevergue (1).

Par arrêt du Conseil du Roi du 12 novembre 1670, le Conseil souverain de l'île Dauphine fut dissous et le roi reprit la propriété de l'île (2).

Dès lors Madagascar était complètement abandonné et le rôle de la Compagnie dans l'île terminé.

Montdevergue fut ramené en France par de La Haye lorsque celui-ci prit possession de Fort-Dauphin au nom du roi ; un mandat d'arrestation fut pris contre lui et il mourut en prison en janvier 1672 pendant l'instruction de son procès (3).

(1) Cf. Délibération de la Chambre générale de la Compagnie des Indes orientales, *Ministère des colonies*, 3 C², f^o 118.

(2) Cf. *Achives nationales*, E. 1756, f^o 425.

(3) Cf. Weber, *op. cit.*, p. 164.

La situation aux Indes était plus florissante.

Caron avait fondé dès 1668 un comptoir important à Surat et s'occupait très rapidement d'expédier en France une bonne cargaison. En mars 1669 de Faye vint rejoindre Caron et poussa plus loin l'établissement de nos colonies ; des comptoirs furent créés sur la côte de Malabar et de Coromandel. Caron, de son côté, fit une expédition à Bantam (1).

Malheureusement des dissentiments se produisirent entre les agents de la Compagnie, qui ne furent pas sans nuire aux intérêts de celle-ci. Caron ne s'entendait pas avec de Faye, Marcara et Goujon qui, avec lui, étaient chargés du gouvernement de la colonie. Marcara fut rappelé, de Faye mourut, et les différends entre Goujon et Caron prirent une tournure si aiguë que, en 1670, la chambre de direction générale se décida, pour les départager, à adjoindre à Caron deux gouverneurs, Baron et Blot, tandis que Goujon était rappelé. Mais les divisions continuèrent de plus belle (2), la chambre de direction générale dut, sur les plaintes perpétuelles émanées de l'un ou de l'autre, leur adresser de continuelles exhortations, de fréquentes remontrances. Afin d'éviter tout froissement, un ordre de préséance fut même établi (3).

(1) Cf. Compte rendu de l'assemblée générale du 8 mai 1875. *Ministère des colonies*, 4 C², f^o 187.

(2) « Il ne s'est rien fait icy depuis environ trois mois avec le concert que l'honnêteté et le bien des affaires demande. La proposition seule du moindre achapt ou de la plus petite vente a quazi toujours fait naistre entre eux des contestations indignes de personnes de leur caractère. Souvent une simple parole dite sans dessein a esté un sujet de scandale et enfin leurs emportements sont allés à de tels excès que je ne scay ce qu'il ne seroit point arrivé si je ne m'en fusse un peu remué. » Lettre de Baron, juillet 1672 — Cf. *Ministère des colonies, Indes, Correspondance générale*, 62 C², f^o 138.

(3) Baron écrivait en 1672 à Colbert : « La plainte, Monseigneur,

Devant ce désordre, la chambre de direction générale résolut d'envoyer un directeur aux Indes, et Gueston prit la mer à cet effet en mars 1671. Obligé de relâcher à La Rochelle, il s'embarqua à nouveau en juillet de la même année.

Cependant une escadre composée de neuf navires de guerre partait de La Rochelle le 29 mars 1670 sous le commandement de de La Haye pour aller *manu militari* appuyer les établissements de la Compagnie aux Indes. Mais Caron ne s'entendit pas plus avec de La Haye qu'avec ses collaborateurs.

Il réussit pourtant à l'empêcher de livrer une bataille inutile aux Hollandais contre lesquels les hostilités n'étaient pas encore engagées.

La guerre avec la Hollande, déclarée en 1672, porta un coup terrible à la Compagnie de La Haye, qui s'était emparé de la baie de Trincomali (Ceylan), dut l'abandonner devant l'attitude menaçante des habitants, poussés par les Hollandais.

Cependant un brillant fait d'armes, la prise de Saint-Thomé, couronna les efforts de de La Haye. Caron, — peut-être à l'instigation de de La Haye, qui aurait profité ainsi de l'autorité que lui conférait sa victoire, pour se débarrasser d'un rival gênant, — partit pour la France dans le but

que j'ai dit à Votre Grandeur que je lui faisais contre MM. les directeurs de Paris n'est pas à cause qu'ils ont voulu que M. Blot eût le pas devant moi, car je suis certain qu'ils avoueront un jour que je l'ay deu avoir sur lui et sur d'autres »..... « J'espère, ajoutait-il, que Votre Grandeur interposera une autre fois son autorité et qu'elle ne permettra pas qu'on traite mal une personne qui ne voudrait pas entrer pour tous les trésors du monde dans un mauvais parti..... » — Cf. *Ministère des colonies. Indes, Correspondance générale*, 62 C², f^o 121.

d'annoncer ce succès. Il ne devait pas porter jusqu'à Paris cette bonne nouvelle, car il périt en route, noyé en rade de Lisbonne (1).

La fatalité semblait poursuivre les directeurs de la Compagnie : après de Faye et Caron, Blot décédait, bientôt suivi dans la tombe par Gueston, au cours d'une expédition en Perse ; une autre expédition dirigée par un sieur d'Espinay, revenait également après avoir perdu son chef, mort en route.

Cependant les discussions des employés de la Compagnie ne semblent pas avoir nui aussi gravement qu'on pourrait le supposer aux intérêts de la Compagnie. Une nombreuse flotte, battant son pavillon, commençait à parcourir les mers.

Le 23 avril 1669, le *Saint-Paul*, révenu de l'île Dauphine, quittait la France pour retourner à l'île, et de là à Surat, et le 17 juillet de la même année, le *Saint-François* partait pour Surat.

Le 21 avril 1670 le *Dauphin*, la *Couronne*, le *Phénix*, et le *Vautour*, prenaient la mer au Port Louis pour les Indes. Cinq vaisseaux, en 1671, partirent à leur tour ; le *Saint-Jean* et le *Saint-Louis*, au mois de mars, le *Saint-Denis* en avril, le *Saint-Esprit* et l'*Espérance* en juillet.

Le 12 mars 1672, le *Soleil d'Orient* et le *Saint-Robert* quittèrent La Rochelle pour Surat.

Pendant ce temps six vaisseaux étaient revenus des Indes chargés de marchandises : le *Saint-Jean* en 1669, la *Force* en 1670, la *Marie* en 1671, la *Couronne*, l'*Aigle d'Or*, le *Dauphin couronné* en 1672.

Un courant semblait donc définitivement établi entre la

(1) Cf. sur tous ces points, compte rendu de l'assemblée générale de 1675. *Ministère des colonies*, 4 C², f^o 187.

France et la Compagnie lorsque la guerre de Hollande vint brusquement arrêter cet élan.

Devant les résultats satisfaisants obtenus, le roi, par une ordonnance du 31 janvier 1673, avait ordonné la répartition d'un dividende de 5 o/o aux actionnaires ayant versé les trois tiers ainsi qu'aux directeurs, anciens directeurs et syndics, à proportion des sommes qu'ils avaient versées (1).

Il serait cependant exagéré d'en conclure que les bénéfices obtenus aient justifié cette distribution d'un dividende de 5 o/o qui était sans doute fictif (2). Il est infiniment probable que la véritable raison qui inspira cette répartition fût bien plutôt le désir du roi et de Colbert de rassurer les esprits alarmés par l'annonce de la guerre de Hollande, et de stimuler le zèle des actionnaires qui, malgré les efforts du roi, de Colbert et des directeurs n'avaient pas encore pour la plupart effectué le versement des trois tiers de leurs engagements.

Les effets de la guerre devaient, hélas, se faire immédiatement sentir. En 1673 aucun vaisseau ne partit, et en 1674 le *Blancpignon* et, en 1675, l'*Heureuse* prirent seuls la mer.

Les arrivées des Indes subirent de même un ralentissement très sensible : l'année 1673 ne vit revenir que le *Vautour*, l'année 1674 que le *Soleil d'Orient*.

C'est dans ces circonstances que le 20 avril 1675, une ordonnance du roi ordonna la réunion d'une assemblée générale qui devait se tenir au Louvre le 8 mai à 3 heures.

(1) Cf. *Archives nationales*, C¹, f^o 39.

(2) Nous n'avons pas retrouvé de document nous permettant de savoir comment s'établissaient les bénéfices de la Compagnie à cette époque ; il nous faut donc ici nous en tenir à des hypothèses.

Cette ordonnance nommait également les commissaires qui devaient examiner et arrêter les livres ; la plupart étaient les mêmes que ceux désignés en 1668 : de Lamignon, premier président du Parlement de Paris, Poncet et Pussort, conseillers du roi, les procureurs généraux du Parlement, de la Chambre des Comptes et de la Cour des Aydes ; de La Reynie, lieutenant général de la police, de Metzgarde du Trésor Royal, Jacques, conseiller secrétaire, greffier en chef du Parlement, Males et Cotteblanche, conseillers secrétaires, Robert, Pocquelin, Olivier et Troisdames, marchands.

Leur mission tracée par le roi était, en plus de l'examen des livres, de déterminer quelle répartition pourrait être faite aux actionnaires et quelle gratification accordée aux directeurs.

L'assemblée se réunit donc au palais des Tuileries le 8 mai 1675 en présence du roi et des « Officiers des cours souveraines » (1).

Le prévôt des marchands y prit la parole et fit l'historique des événements qui s'étaient passés tant en France qu'aux Indes depuis 1668 ; sans doute glissa-t-il avec quelque rapidité sur les mésintelligences des directeurs, la perte de Saint-Thomé, les déboires causés par la guerre de Hollande pour arriver à cette conclusion d'un optimisme peut-être exagéré : que « les Français sont bien accueillis partout et qu'aucune nation d'Europe n'a fait de si heureux progrès en si peu de temps » (2) !

(1) La raison donnée aux actionnaires du retard apporté à réunir l'assemblée fut que les comptes de la Compagnie aux Indes venaient seulement, il y a quelques mois, de parvenir en France sur le vaisseau *l'Orient* L'explication n'était peut-être pas des plus convaincantes !

(2) Cf. Compte rendu de l'assemblée générale de 1675, *Ministère des colonies*, 40 C², f^o 187.

Aussi ajoutait-il qu'une répartition de bénéfices pourrait être faite aux intéressés ayant versé leurs trois tiers.

Quant aux finances de la Compagnie, elles s'établissaient ainsi d'après le rapport :

Jusqu'en 1668 la Compagnie avait reçu 6.207.239 £. 5.

Sur cette somme il avait été pris 5.498.793 £. 5 sols en achats, constructions, soldes, etc.

Depuis, le roi avait versé 1.500.000 livres promises par lui, et les actionnaires 1.119.512 £. 8 s. 4 deniers (1).

Les cargaisons des 14 vaisseaux envoyés aux Indes avaient coûté 6.689.341 £. 18 sols, sans compter les avances faites aux équipages, frais de radoub et d'armement.

La vente des marchandises rapportées avait produit 4.718.741 £. 14 s. 7 d., dont la plus grande partie avait été employée à l'envoi de nouveaux vaisseaux et autres marchandises.

Le capital de la Compagnie tant aux Indes qu'en France pouvait être évalué à 6.325.798 £. 8 s. 11 deniers en effets, vaisseaux (2), bâtiments, magasins, marchandises en France prêtes à partir (206.343 £. 17 s. 2 d.), effets pour l'équipement des vaisseaux (222.063 £. 19 s. 5 d.), bons débiteurs (134.152 £. 10 s. 10 d.), marchandises restant à

(1) Pour le détail de ces versements et sur tous les points qui concernent l'état financier de la Compagnie à cette époque, Cf. Appendice. Bilan de 1673.

Depuis 1668, il avait été reçu :

Pour le premier tiers, 78.444 £. 15 s. 4 d. (ce qui, avec ce qui avait été versé jusqu'en 1668, faisait un total de : 2.578.247 £. 15 s. 4 d.)

Pour le deuxième tiers, 658.434 £. 6 s. 8d. (ce qui, avec ce qui avait été versé jusqu'en 1668, faisait un total de : 4.650.703 £. 18 s. 4 d.)

Pour le troisième tiers, 462.633 £. 6 s. 8 d. (ce qui, avec ce qui avait été versé jusqu'en 1668, faisait un total de : 677.800).

(2) Mais les vaisseaux y étaient estimés au prix qu'ils avaient coûté sans tenir compte de leur dépréciation.

vendre (27.902 livres par estimation), enfin en argent en caisse (955.920 £. 10 s. 9 d.).

Il ne faut pas attacher un crédit exagéré à ces chiffres officiels.

S'il faut en croire un mémoire daté de 1679 ou 1680 (1), ces dix millions de livres auxquels était évalué l'actif de la Compagnie, étaient pour la plupart imaginaires et auraient dû être diminués de plus de trois millions !

Lorsque le prévôt des marchands eut terminé la lecture de son rapport, les actionnaires eurent à élire trois directeurs qui, comme toujours, avaient été officiellement présentés à leurs suffrages ; aussi est-ce à l'unanimité que furent nommés MM. Jacques, conseiller, secrétaire du roi, greffier en chef du Parlement, Robert Pocquelin et Nicolas Souillet, marchands.

La séance fut ensuite levée tandis que les commissaires fixaient leur première réunion au 16 mai.

Les commissaires se réunirent les 16, 20 et 21 mai.

Ils avaient à examiner les livres et à déterminer sur quelle base pourrait être effectuée la distribution d'un dividende. Enfin quelle gratification il convenait d'accorder aux directeurs de la Compagnie.

Ici nous ne trouvons plus le même enthousiasme pour les « brillants » résultats financiers de la Compagnie ! Il ne s'agit plus de faire miroiter aux yeux des actionnaires des chiffres plus ou moins fantaisistes, mais de dresser un rapport d'autant plus sincère que le public devait l'ignorer. Aussi, bien que les commissaires eussent approuvé et signé le bilan présenté par la chambre de direction générale, la conclusion de leur rapport fut rien

(1) Cf. *Ministère des colonies*, 4 C², f^o 253.

moins que rassurante pour l'avenir de la Compagnie ; le langage du prévôt des marchands y est tout différent de celui qu'il tenait à l'assemblée générale : « Par l'examen des livres et suivant le bilan — disait-il — il paraît que les effets de la Compagnie montent encore à 6.325,798 £. 8 s. 12 d., lesquels néanmoins ne peuvent valoir effectivement les deux tiers de la dite somme par les grandes diminutions et pertes qui se trouvent sur la nature de plusieurs des dits effets, les seuls vaisseaux évalués et qui ont coûté à la Compagnie 2.292.754 £. 5 s. 5 d. ne valent plus que 300.000 livres, en sorte que le fonds est moindre que ce qui a été mis au capital de la Compagnie par les intéressez qui monte à 4.906.751 £. 13 s. 8 d. et aussy que les pertes montent plus que les 4 millions mis par le Roy à la caisse de la Compagnie, les guerres ayant causé ce dommage (1). »

Cependant, malgré cette mauvaise situation financière, ils estimèrent qu'il était possible de distribuer un dividende de 10 o/o aux actionnaires et proposèrent au roi d'ordonner une répartition sur cette base ; ainsi, pensaient-ils, « il resterait suffisamment de fonds à la Compagnie pour subsister ». Ce dividende serait distribué aux actionnaires qui avaient versé leurs trois tiers, ou à ceux qui avaient versé plus de 2.000 livres, mais pour ceux-ci les 10 o/o des sommes par eux versées ne devaient pas leur être remis effectivement, mais seulement diminués de ce qu'ils devaient encore fournir pour compléter le capital par eux promis. Enfin, pour ceux qui n'avaient pas encore effectué de versement atteignant 8.000 livres, un délai leur serait encore accordé pour le faire afin

(1) Cf. Compte rendu de l'assemblée des commissaires. *Ministère des colonies*, 4 C², f^o 200 et suiv.

qu'ils puissent participer à la répartition de ce dividende, délai que les commissaires proposaient de fixer au 1^{er} janvier 1676.

En ce qui concernait les récompenses aux directeurs, les commissaires proposèrent qu'on attribuât aux directeurs de la chambre de direction générale ou à leurs héritiers en sus des 10 o/o auxquels ils avaient droit en tant qu'actionnaires, 5 o/o par an du montant de leurs versements à la Compagnie pendant le temps qu'ils avaient passé à son service.

Pour les directeurs des chambres particulières ils se montrèrent moins généreux, on leur verserait 10 o/o même s'ils n'avaient pas effectué de versements de 8.000 livres ou au-dessus (1).

Les propositions des commissaires furent ratifiées par le roi par une « déclaration en forme de règlement » du 13 septembre 1675 (2).

Les gratifications aux directeurs furent fixées sur les bases de leur rapport, la répartition de 10 o/o adoptée et la clôture pour le paiement des actions jusqu'à 8.000 livres reculée jusqu'au 1^{er} juillet 1676.

L'appât de ce dividende était le dernier essai tenté, en désespoir de cause, par la Compagnie pour amener les actionnaires à parfaire, enfin ! le montant de leurs engagements au moins jusqu'au chiffre de 8.000 livres et pour masquer le mauvais état financier de l'affaire.

Mais le piège était grossier, les actionnaires ne s'y laissèrent pas prendre (3) : cette distribution de dividende fic-

(1) Cf. Compte rendu des délibérations des commissaires. *Ministère des colonies*, 4 C², f^o 200 et suiv.

(2) Cf. *Archives Nationales*, X^{1a} 8.672, f^o 106 verso.

(3) Le délai de clôture fixé au 1^{er} juillet 1676 avait même déjà dû, par arrêt du 30 juin 1676, être reporté au 1^{er} janvier 1677.

tif fut, comme l'est toujours ce procédé financier, une déplorable affaire qui ne devait servir qu'à mener plus rapidement la Compagnie à la ruine.

Enfin, par la même ordonnance, le roi faisait un abandon définitif à la Compagnie des 4 millions par lui avancés, et de plus menaçait de déchéance les intéressés qui ne rempliraient pas les conditions du règlement et n'auraient pas parfait à la date fixée le montant de leurs engagements.

CHAPITRE III

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE MAI 1684.

Sept années s'étaient écoulées entre les réunions des deux assemblées précédentes ; celle de 1675 ne devait être suivie qu'en 1684, neuf ans après, d'une autre réunion d'actionnaires.

Cette période de temps vit encore s'aggraver la situation financière de la Compagnie. Jusqu'en 1670 la guerre avait interrompu presque tout commerce avec l'Asie. Bantam et plusieurs autres établissements de la Compagnie avaient été pris par l'ennemi.

Le désordre causé aux Indes par la guerre y avait empêché les directeurs de poursuivre le remboursement de nombreuses créances. Les comptoirs qui n'étaient plus ravitaillés avaient dû, pour subsister, contracter des emprunts à un taux usuraire ; aussi lorsque, la paix de Nimègue signée, le commerce put reprendre, les affaires de la Compagnie étaient-elles moins brillantes que jamais. Sa flotte se réduisait à onze vaisseaux : l'*Heureuse*, le *Blancpignon*, l'*Hirondelle*, la *Gabarre*, le *Rossignol* et le *Pinçon*, au Port-Louis, le *Dauphin*, la *Marée*, la *Paix*, l'*Aigle d'Or*, la *Force* au Havre, et un autre vaisseau la *Royale* en construction au Havre ; encore ces vaisseaux étaient-ils pour la plupart hors d'état de prendre la mer à moins de subir de grandes réparations (1).

(1) Cf. *Ministère des colonies*, 4 C³, f^o 268.

A cette époque (1679) les 6.325.798 livres qui, d'après le bilan de 1675, formaient l'actif de la Compagnie, devaient être réduites à seulement 2.596.152 livres (1). En effet les 800.000 livres qui émargeaient à ce bilan sous le titre d'effets à Surat et qui déjà en 1675 ne valaient pas cette somme, étaient réduites à rien, tout ce qui était créance n'ayant pu être recouvré et le reste ayant été consommé par les employés de la Compagnie et les matelots et soldats provenant des débris de l'escadre de La Haye. 500.000 livres étaient également dues à la Compagnie par le roi pour diverses fournitures faites à l'escadre de La Haye, mais Colbert ne voulut pas en demander le recouvrement au roi. C'était donc une perte sèche pour la Compagnie.

Les magasins du Havre et de Port-Louis y avaient été eux aussi estimés bien au-dessus de leur valeur. Ceux du Havre avaient du reste été vendus au roi par la Compagnie pour une somme très inférieure à l'estimation de 1675 (2).

Les vaisseaux estimés plus de 2 millions de livres valaient à peine alors 200.000 livres !

Pour comble de malheur, le *Soleil d'Orient* qui avait dû, durant la guerre, être armé et désarmé deux fois, ce qui avait causé une perte de 200.000 livres, s'était perdu corps et biens durant son voyage de retour, causant ainsi à la Compagnie un préjudice évalué à 600.000 livres.

(1) Cf. Mémoire concernant les affaires de la Compagnie des Indes orientales. *Ministère des colonies*, 4 C², f^o 253.

(2) Une autre mesure d'économie avait été prise : le nombre des directeurs des chambres particulières avait été partout, sauf à Lyon, réduit à deux.

Enfin l'achèvement de la flûte la *Royale* avait coûté cent cinquante mille livres.

En regard de ces dépenses, les seules marchandises revenues des Indes, celles apportées sur le *Rossignol* n'étaient estimées que pour 82.000 livres (1) !

Cependant les directeurs n'avaient pas pour cela perdu tout espoir. Avec une louable persévérance ils reprirent, dès que la sécurité fut revenue sur les mers, l'envoi de vaisseaux ; le *Soleil d'Orient* était parti en 1678 ; le *Président* prit la mer le 7 mai suivant.

Mais ces deux vaisseaux (2) n'avaient pas ravitaillé suffisamment les comptoirs des Indes ; Baron et les marchands de Surat se plaignaient amèrement de la situation qui leur était faite, ils avaient dû contracter des emprunts au taux de 9 o/o et ils n'avaient même plus assez d'argent pour payer cet intérêt exorbitant ; les créanciers ne voyant plus venir de vaisseaux s'impatientsaient, craignant qu'on eût définitivement abandonné l'entreprise. Aussi l'envoi de deux navires fut-il décidé (3), mais l'argent manquait : la Compagnie était même obligée de prévoir la vente d'une partie de sa flotte pour faire un envoi : le roi cependant lui devait 300.000 livres pour les gratifications de 50 livres par tonneau de marchandises au départ et 75 à l'arrivée, qu'il s'était engagé à lui servir (4) ; mais cette fois le roi ne paraissait pas disposé à payer cette somme ; sa patience était-elle lassée ? Trouvait-il suffisant le sacrifice qu'il avait fait de 4 millions de livres ? Désespérait-il du résultat de l'affaire et s'en désintéressait-il ?

(1) Cf. *Ministère des colonies*, 4 C², fo 268.

(2) Le *Soleil d'Orient* périt dans son voyage de retour.

(3) Cf. *Ministère des colonies*, 4 C², fo 260.

(4) Cf. *Ministère des colonies*, 4 C², fo 270.

Cependant cet envoi était indispensable sous peine de voir irrémédiablement perdu tout espoir de continuer les affaires. C'est alors qu'à leur assemblée du 19 avril 1681 (1) les directeurs imaginèrent un moyen qu'ils espéraient susceptible de relever les affaires de la Compagnie. Il était évident que son trafic trop restreint ne suffisait plus à alimenter le commerce français qui, pour se procurer les matières premières qui lui étaient nécessaires, avait repris l'habitude de s'adresser à l'étranger. Dès lors la Compagnie ne pourrait-elle, renonçant pour partie à son privilège, autoriser les commerçants à faire, en leur propre nom, le commerce des Indes à la seule condition qu'ils devraient employer exclusivement pour leur trafic les navires de la Compagnie à laquelle, en échange, ils paieraient un fret ?

La Compagnie y trouverait son avantage, puisqu'aux bénéfices du commerce elle ajouterait ceux d'une Compagnie de transports, et surtout se procurerait ainsi l'argent qui lui était actuellement nécessaire à l'équipement de deux navires et à l'achat de marchandises d'échange.

Les commerçants, eux aussi, y trouveraient un avantage puisque, sans avoir besoin d'une grosse avance de fonds, ils pourraient tirer des bénéfices plus considérables de leur commerce, n'ayant plus à rémunérer d'intermédiaire, ni à payer les droits de douane élevés exposés par leurs achats à l'étranger.

L'idée était ingénieuse. Emise le 19 avril 1681, elle fut le 23 avril l'objet d'un vote favorable de la part de la chambre de direction générale ; une commission composée de trois membres (Poquelin, Bachelier et Souillet) fut nommée à l'effet de s'aboucher avec les particuliers.

(1) Cf. *Ministère des colonies*, 5 C², f^o 16.

Le 6 janvier 1682, un arrêt du Conseil du roi, confirmé par lettres patentes du 20 janvier (1), accordait aux particuliers et même aux étrangers, pour une durée de cinq années, l'autorisation de faire le commerce aux Indes pour leur propre compte, à condition de n'employer pour le transport que les navires de la Compagnie. Un fonds de 200.000 livres fut en conséquence fourni par des particuliers. Le fret avait été fixé à 7 1/2 o/o pour aller et autant pour revenir plus 1 o/o pour frais de décharge, magasinage et vente (2).

Grâce à cet appoint des particuliers, la *Royale* et l'*Heureuse* purent prendre la mer pour Surat en mars 1682, emportant des marchandises de la Compagnie et pour le compte d'une société « de Vitry-la-Ville et Pocquelin » des marchandises et du numéraire pour 231.459 livres 11 sols 9 deniers (3).

La *Royale* et l'*Heureuse* arrivèrent à Surat le 1^{er} novembre 1682 à la grande joie des commis de la Compagnie. Il était temps ! Tout crédit leur était refusé et ils n'osaient même plus sortir de leurs maisons ! Malheureusement les créanciers de la Compagnie, pour se payer de ce qu'on leur devait, s'emparèrent du contenu des vaisseaux sans tenir compte de ce qui était à la Compagnie ou aux particuliers, gardèrent tout l'argent liquide et ne rendirent aux particuliers que la moitié de leur fonds (4) !

En 1683, le *Saint-François d'Assise* et le *Blancpignon* emportèrent aux Indes, pour le compte de la société « Vitry-la-Ville et Pocquelin », des marchandises pour une somme

(1) Cf. *Archives nationales*, O¹ 26, f^o 9.

(2) Cf. *Ministère des colonies*, 5 C², f^o 89.

(3) Cf. *Ministère des colonies*, 5 C², f^o 89.

(4) Cf. *Ministère des colonies*, 5 C², f^o 24.

de 107.000 livres sur le *Saint-François* et 125.333 livres sur le *Blancpignon* ; 10 0/0 était payé pour le fret (1).

Enfin trois autres vaisseaux : le *Coche*, le *Saint-Antoine*, et la *Vierge sans Macule* partirent le 2 avril 1684 emportant pour le compte de la même société des marchandises pour une valeur de 192.000 livres. La même expédition rapporta en outre à la Compagnie, pour le fret de marchandises appartenant à d'autres particuliers, une somme de plus de cinq mille livres (2).

Les premiers résultats que produisit cette liberté accordée aux particuliers de faire le commerce aux Indes furent assez heureux, et en 1683 une vente faite à Rouen atteignit le plus fort total qui ait jamais été obtenu, celui de quatorze cent mille livres.

Cependant ces brillants résultats ne continuèrent pas. La Compagnie exigea des particuliers un fret trop élevé, ne fit passer leurs intérêts qu'après les siens, écuma les marchés pour ne leur laisser que ce dont elle ne voulait pas, et finit par décourager ces marchands qui étaient cependant animés de la meilleure bonne volonté. La situation était malgré tout plus favorable qu'elle n'avait jamais été depuis 1675. La grande vente qui avait eu lieu à Rouen permettait de présenter un bilan presque acceptable aux actionnaires dont la patience devait se lasser depuis la dernière assemblée qui remontait à neuf années.

Une ordonnance du roi (3) ordonna la réunion d'une

(1) Le mémoire auquel nous empruntons ces chiffres contient ici une contradiction : après avoir dit que le fret était de 10 0/0, il déclare qu'on retint à la Société Vitry-la-Ville 9.700 livres pour le chargement du *Saint-François* et 9.200 pour le *Blancpignon* (Cf. *Ministère des colonies*, 5 C², f^o 25).

(2) Cf. *Ministère des colonies*, 5 C², f^o 28.

(3) Cf. *Ministère des colonies*, 3 C², f^o 171.

assemblée le 2 mai 1684 et nomma pour examiner les livres le premier président du Parlement, Boucherat et Pussort, conseillers du roi, les procureurs généraux près la Cour des Aydes et la Chambre des Comptes, de la Reynie, du Metz, garde du Trésor Royal, de Frémont, grand audiencier, Morel de Borstiroux, du Ruau Pallu et Lagny, Tardif père, Hébert et Lebrun, marchands.

Les commissaires devaient en outre examiner quelle gratification il convenait de donner aux directeurs.

Ce fut le prévôt des marchands qui présida l'assemblée. Colbert, en effet, était mort en 1683. Sa succession trop lourde pour un seul homme avait été prise par son fils le marquis de Seignelay pour la marine, et Le Pelletier pour les finances.

C'est encore au prévôt des marchands qu'échut la délicate mission d'exposer la situation aux actionnaires, le 2 mai 1684.

Cette fois, bien que son optimisme eût été moins grand qu'en 1675, son peu de sincérité apparut de suite dès qu'il affirma que la situation n'était pas plus mauvaise qu'en 1675 (1).

Cependant il lui fallut bien avouer que les six millions de livres auxquels on avait estimé les effets de la Compagnie en 1675 devraient être réduits aux $2/3$, et que le plus clair de l'actif à cette époque était les neuf cent mille livres qui étaient en caisse.

La répartition de 10 o/o faite aux actionnaires en 1676 avait coûté à la Compagnie près de 500.000 livres.

La Compagnie ne possédait plus aux Indes que deux comptoirs (Pondichéry et Surat) sur six, et en France les

(1) Cf. pour tous les points qui vont suivre, Compte rendu de l'assemblée générale de mai 1684, *Ministère des colonies*, 5 C², f^o 72.

établissements du Havre ayant été vendus, il ne restait plus à la Compagnie que ceux du Port-Louis.

Treize vaisseaux avaient été vendus, et la flotte de la Compagnie se réduisait à onze unités.

Enfin il fallut bien avouer que les dettes aux Indes s'élevaient à plus d'un million de livres et que les effets qui s'y trouvaient, contrairement aux chiffres du bilan, ne pourraient en solder pour plus de six cent mille livres ! Cependant, disait-il, il ne faut pas se désespérer, mais au contraire admirer la Compagnie qui, malgré tant de dépenses, a su se maintenir !

Il est à présumer que ce langage ne convainquit pas les actionnaires et que le vote qui suivit pour l'élection des directeurs, en remplacement de ceux décédés ou démissionnaires, ne fut pas effectué avec grand enthousiasme !

Les commissaires se réunirent les 31 mai, 2 juin et 5 juin.

L'examen qu'ils firent du bilan et des livres ne les satisfit point, et cette fois ils exprimèrent leur opinion avec la plus grande franchise (1), La situation en effet était moins que brillante.

L'ordonnance du roi du 13 septembre 1675, qui avait fixé au 1^{er} juillet 1676 le dernier délai pour achever le paiement des trois tiers, sous peine de déchéance, et ordonnait une répartition de 10 0/0 aux propriétaires d'actions libérées, n'avait pas eu un heureux résultat.

Du fait de cette déchéance, le chiffre auquel s'élevaient les versements effectués par les actionnaires était réduit à 3.352.966 livres qui constituaient tout l'actif de la Compagnie avec, en plus, une somme en caisse de 145.402 livres (2).

(1) Cf. *Ministère des colonies*, Rapport des commissaires, en mai-juin 1775, 5 C², f^o. 74.

(2) Cf. Appendice, Bilan de mai 1675.

Quant à la plupart des chiffres du bilan, ils étaient purement imaginaires ou notoirement exagérés : les vaisseaux ne devaient pas être estimés près de 1.500.000 livres, mais à peine 120.000 (il y en avait d'après M. Boucherat, l'auteur du rapport, à peine 4 en état de prendre la mer !).

De même la valeur des établissements de la Compagnie au Port-Louis était estimée très au-dessus de la réalité.

Enfin diverses sommes figuraient au bilan qui visiblement n'avaient de valeur que sur le papier et ne servaient qu'à masquer un déficit et équilibrer le budget.

C'est ainsi qu'une somme de 100.000 livres contenue sous les deux articles « débiteurs de peu d'espérance » et « débiteurs faillis » constituait en réalité une créance irrécouvrable ainsi que les 500.000 livres énoncées au bilan sous le titre : « effets en souffrance à l'île Dauphine et Surat ».

On avait été chercher dans le bilan de 1675 où il figurait déjà, ce vieux compte qui n'était autre chose que la créance de la Compagnie contre le roi pour avances faites pour l'armement de l'escadre de la Haye, créance que, nous l'avons vu, jamais il n'avait été dans l'intention de Colbert et des directeurs de chercher à recouvrer !

Quant à la situation des comptoirs des Indes, si, d'après les chiffres du bilan, leur budget se soldait par un compte créditeur de 200.000 livres, il est certain que ce chiffre était fantaisiste et que le passif devait au contraire dépasser de beaucoup l'actif ; mais sur ce point, avant de se prononcer avec plus de précision, les commissaires décidèrent d'attendre les nouveaux comptes qui devaient être fournis par les comptoirs, ceux qu'ils possédaient s'arrêtant à 1682.

En résumé, de toutes les valeurs portées au bilan, on ne pouvait espérer quelque profit que des un million trois cent mille livres qui constituaient le chargement de vaisseaux pour les Indes.

Aussi la conclusion des commissaires constituait-elle, cette fois, un blâme non déguisé : il fallait absolument, à l'avenir, disait Boucherat, auteur du rapport, établir les comptes avec plus de vérité et passer les non-valeurs qui figurent dans le bilan au compte de profits et pertes.

Avant de se séparer les commissaires, consultés sur les gratifications à accorder aux directeurs, furent d'avis d'allouer 3.000 livres à ceux de la chambre de direction générale et 1.000 à ceux de province (1).

(1) Ces chiffres furent ratifiés par le roi qui, par une ordonnance du 17 juillet 1684, prescrivit le paiement de ces sommes aux directeurs (Cf. *Archives nationales*, X^{1a} 8676, f^o 36).

CHAPITRE IV

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE SEPTEMBRE 1684.

DISSOLUTION DE LA COMPAGNIE.

Cette fois la situation était trop grave. Il était impossible de passer outre. Le langage énergique des commissaires avait dévoilé trop sincèrement les moyens plus ou moins ingénieux inventés par les directeurs pour masquer un déficit qui apparaissait considérable.

D'autre part, le discours du prévôt des marchands, lors de l'assemblée, avait produit dans l'esprit des actionnaires une inquiétude d'autant plus grande que ceux-ci se rendaient compte qu'une grande partie de la vérité leur avait été masquée.

L'opinion publique réclamait énergiquement l'établissement de nouveaux comptes, et il fallut lui accorder cette satisfaction bien légitime.

Aussi, prenant comme prétexte l'arrivée au Port-Louis de vaisseaux contenant les livres des comptoirs des Indes jusqu'en juillet 1683, le roi ordonna-t-il, par lettre de cachet du 4 septembre 1684, la confection d'un nouveau bilan et la tenue d'une nouvelle assemblée d'actionnaires où les livres seraient examinés (1).

MM. Boucherat, Pussort et Rouillé, conseillers d'Etat, La Reynie étaient nommés commissaires.

L'assemblée générale se réunit le 11 septembre 1684

(1) Cf. *Ministère des colonies*, 3 C², f^o 173.

sous la présidence du prévôt des marchands (1) et cette assemblée devait avoir un tout autre caractère que les précédentes. Cette différence apparaissait déjà dans la lettre de cachet du 4 septembre : il ne s'agissait plus de réunir les actionnaires pour que, après lecture du rapport, ils aient simplement à procéder à l'élection de nouveaux directeurs : leur mission cette fois était d'examiner les nouveaux comptes qu'on leur présentait ; pour la première fois, maintenant que la situation était désespérée, il leur était permis d'être au courant de l'état financier de la société qu'ils composaient et d'exercer un contrôle effectif sur l'emploi qui avait été fait de leur argent !

Aussi cette fois, lorsque le prévôt des marchands prit la parole à l'assemblée, fit-il aux actionnaires un exposé très sincère de la situation. Rien ne leur fut dissimulé du mauvais état financier de la Compagnie.

Puis le conseiller d'Etat Boucherat prit la parole pour demander à l'assemblée si elle désirait que l'examen des livres fût fait par les commissaires en présence de tous les actionnaires ou si elle préférerait nommer quelques représentants qui seraient adjoints pour ce travail aux directeurs et aux commissaires.

Ce dernier avis prévalut, et sept députés furent élus à cet effet : Morel, Bachelier, Pocquelin, Le Brun, Tardif père, Chauvin et Hozon.

La commission d'examen se réunit plusieurs fois et leurs conclusions furent celles-ci :

La dette de la Compagnie aux Indes devait être évaluée (en capital, intérêts en retard et gages des commis) à 1.483.577 £. 9 s. 11 deniers, tandis que les sommes et mar-

(1) Cf. Compte rendu de l'assemblée générale de septembre 1684 (*Ministère des colonies*, 5 C², f^{os} 119 et suiv.).

chandises envoyées aux Indes tant pour payer les dettes que pour acheter des marchandises ne formaient qu'un total de 1.306.852 £. 13 s. 9 deniers (1).

Ainsi, non seulement aucun achat ne pouvait être fait, tout devant être absorbé pour amortir la dette, mais celle-ci payée, il resterait encore un déficit de 176.724 £. 16 s. 2 d. (2) (3).

D'autres dettes de la Compagnie qui figuraient au bilan (4) formaient un total de plus de 500.000 livres !

L'actif de la société, dans ces conditions, se trouvait trop réduit pour lui permettre de continuer son commerce. Interrogés sur ce que pouvaient valoir les actions, le prévôt des marchands et les directeurs répondirent qu'il ne fallait les estimer qu'au quart de leur montant !

Quel remède pouvait être apporté à un état de choses aussi désastreux ? Les commissaires, avant de se séparer, devaient répondre à cette question et examiner par quel moyen on pourrait arriver à sauver la Compagnie d'une ruine définitive.

Il était évident qu'un nouvel appel de fonds devait être fait ; mais il était impossible de forcer les actionnaires à effectuer un nouveau versement qui était une violation flagrante de l'article II des statuts (5). Aussi voici quel était le procédé soumis par les commissaires à l'approbation du roi.

(1) Le bilan portait un chiffre un peu plus élevé : 1.312.656 £. 8 s. 9 d. — Cf. *Appendice*. Bilan de septembre 1684.

(2) Et même ces chiffres étaient-ils encore au-dessous de la vérité : à une réunion postérieure, le prévôt des marchands fit en effet remarquer que l'on n'avait pas tenu compte des dépenses courantes des comptoirs depuis juillet 1683, et que le montant exact du passif devait être estimé à 205.850 £. 8 s. 1 d.

(3) Cf. *Ministère des colonies*, 5 C², f^{os} 119 et suiv.

(4) Cf. *Appendice*. Bilan de septembre 1684.

(5) Cf. *Appendice*.

Les actionnaires devraient fournir comptant un quart en plus du montant de leurs actions, et ce dans le délai d'un mois à dater du jour de la publication de l'arrêt à intervenir :

« Et faite par les actionnaires de fournir le dit quart en sus, ils seront remboursés d'un quart de leurs actions savoir : moitié dans un an et l'autre moitié un an après, le tout sans intérêts, par les personnes qui seront à cet effet nommez par Sa Majesté en donnant les sûretés et en faisant les soumissions nécessaires, lesquels demeureront subrogez aux droits et actions des intéressez qu'ils auront remboursés et fourniront en leur lieu et place le fonds nécessaire pour la continuation et entretien du commerce aux Indes orientales. »

Cette proposition signée des commissaires eut l'agrément du roi qui rendit le 19 novembre suivant une ordonnance reproduisant les termes du rapport des commissaires (1).

Un mois était donné aux actionnaires pour effectuer le versement du quart en sus du montant de leurs actions (2), faute de quoi ils seraient remboursés du quart de leurs actions, moitié dans un an, moitié l'année suivante.

C'était donc la faillite.

La plupart des actionnaires préférèrent en effet recevoir lors de la liquidation le dividende de 25 o/o qui leur était offert que de courir à nouveau les risques de l'entreprise. 88 seulement consentirent à entrer dans la nouvelle société qui devait prendre la suite des affaires de la Compagnie des Indes (3).

(1) Cf. *Ministère des colonies*, 3 C², f^o 176.

(2) Ce délai d'un mois fut, devant le peu d'empressement des actionnaires, reculé jusqu'au 10 janvier 1685 par arrêt du 24 décembre 1684 (*Ministère des colonies*, 3 C², f^o 176).

(3) *Archives Nationales*, X^{1A} 8678, f^o 276.

C'est donc une véritable liquidation qui se produisit à cette époque : la Compagnie fondée par Colbert était morte.

Si le nom de Compagnie des Indes ne devait pas s'éteindre, c'est pourtant en réalité une nouvelle Compagnie qui allait se substituer à l'ancienne à laquelle elle n'emprunta pour ainsi dire aucun élément et dont elle différait sur bien des points.

En effet, les 88 actionnaires de la Compagnie primitive n'apportèrent pour leur quart en sus qu'une somme insignifiante de un peu plus de 100.000 livres (1).

Des anciens directeurs, aucun ne resta, pas plus que des commis aux Indes (2). Les chambres de direction particulières établies en province furent supprimées, le nombre des directeurs de Paris élevé de 9 à 12. Enfin l'élection ne ceux-ci était faite par le roi et non plus par l'assemblée.

(1) Au contraire il fut remboursé aux actionnaires qui refusèrent d'entrer dans la nouvelle Compagnie une somme de 728.975 livres — Cf. *Archives Nationales*, X1A 8678, f^o 276.

(2) Ce fut là une condition *sine qua non*, imposée par les nouveaux actionnaires.

CONCLUSION

Nous ne suivrons pas à travers l'histoire la fortune variable selon les années de la nouvelle Compagnie qui venait de se fonder pour continuer l'œuvre entreprise par Colbert et Louis XIV.

Aussi bien serait-ce faire là œuvre d'historien, et telle n'a jamais été notre intention : nous nous étions proposé d'étudier les caractères que pouvait présenter une Compagnie de commerce au ^{xvii}^e siècle ; si nous avons choisi la Compagnie des Indes orientales, c'est que la place qu'elle a tenue dans l'histoire la désignait tout naturellement à notre choix. Nous n'avons jamais eu l'intention de faire, après tant d'autres mieux qualifiés que nous, l'histoire de la Compagnie des Indes.

Nous avons vu les circonstances qui ont présidé à sa naissance, les procédés parfois répréhensibles qui furent employés pour attirer les capitaux hésitants ; puis l'étude des statuts de la société, des ordonnances royales qui vinrent les modifier ou les compléter nous a révélé les détails de l'administration de la société, le jeu des différents organes de son organisation complexe. Ensuite nous avons suivi les différents événements de sa vie intérieure, les efforts employés par les directeurs pour sauver leur œuvre de la ruine jusqu'au jour où, définitivement vaincus, ils durent avouer leur impuissance et se résigner à la faillite, à la liquidation du capital social désormais insuffisant.

Aussi croyons-nous avoir atteint le but que nous nous étions proposé.

Mais si, arrivés au terme de cette étude, nous jetons un regard en arrière, ce n'est pas sans une grande mélancolie que nous revivrons en pensée les événements qui ont marqué l'existence de la Compagnie durant les vingt années où pas à pas nous l'avons suivie.

Que d'espérances déçues, d'efforts dépensés en pure perte, de capitaux, de vie d'hommes aussi, sacrifiés en vain !

Florebo quocumque ferar, fière devise, combien peu devait-elle être justifiée !

Et de quelle tristesse durent être remplies les dernières années de Colbert qui, à côté de tant de soucis, voyait, en même temps que ses forces, décliner une œuvre qu'il chérissait entre toutes et à laquelle il s'était adonné avec un dévouement auquel il convient une fois de plus de rendre ici un pieux hommage.

Et c'est alors que se pose cette question à laquelle l'esprit humain réclame toujours une réponse lorsqu'il se trouve en présence d'une catastrophe ou d'un insuccès quelconque. A qui la faute ? Qui devons-nous rendre responsable du mauvais résultat des affaires de la Compagnie des Indes orientales ?

Il convient tout d'abord de ne faire supporter aucune part de cette responsabilité aux directeurs qui composaient la chambre de la direction générale et les chambres de direction particulières.

Ils durent fournir un travail considérable dont ils s'acquittèrent avec un zèle insuffisamment rémunéré par les rares gratifications qui leur furent octroyées — gratifications qui ne compensèrent pas d'ailleurs la perte des trois quarts du capital relativement élevé qu'ils avaient dû verser pour être appelés à exercer leurs fonctions.

A première vue, il semble cependant qu'on ait à leur

reprocher d'avoir, au début, fait des dépenses exagérées pour les premiers armements, d'avoir ainsi absorbé presque tout l'actif disponible et de n'avoir gardé qu'un fonds de roulement notoirement insuffisant ; mais il leur était permis de le faire : les actionnaires n'avaient, à ce moment, pas encore achevé de verser le tiers du montant de leurs engagements. Les directeurs, confiants dans leur parole, devaient tabler, pour établir leur budget, sur un capital de plus du triple que celui qu'ils possédaient alors. Leurs dépenses étaient donc raisonnables, en proportion avec le capital sur lequel ils étaient en droit de compter.

On ne saurait davantage leur reprocher les nombreuses infractions qui furent faites aux statuts.

Obligés d'obéir aux ordres du pouvoir, ne jouissant d'aucune initiative, ils assumèrent la plus large part de la responsabilité des affaires sans même avoir la liberté de les gérer à leur guise.

Ce sera donc au pouvoir — représenté par Colbert et le roi — que nous demanderons compte des nombreuses irrégularités que nous avons vu se produire dans la gestion des affaires de la Compagnie. Au début, tout fut mis en œuvre pour attirer les capitaux hésitants : appât de bénéfices imaginaires, promesses, pression officielle, menaces — violences même — puis, la Compagnie formée, l'assemblée générale « annuelle » convoquée cinq fois en vingt ans, la vérité dissimulée aux actionnaires, des dividendes fictifs distribués afin de faire illusion sur l'état réel des finances. Enfin les actionnaires amenés à faire — pour sauver la Compagnie — un versement supplémentaire formellement interdit par les statuts.

Toutes ces fautes nous paraissent aujourd'hui inexcusables et la responsabilité assumée par Colbert et le roi nous semblent bien lourdes.

Mais avant de leur en faire un trop grand grief, il convient de tenir compte de l'époque à laquelle se passaient ces événements ; le principe de l'autorité royale absolue devait faire paraître alors ces actes singulièrement moins graves qu'aujourd'hui et devait amener facilement le roi à abuser — ici comme dans les autres affaires de l'Etat — d'un pouvoir indiscuté. Enfin la mauvaise foi apportée par les actionnaires à effectuer les versements par eux promis, ne devait pas encourager le roi et Colbert à tenir trop scrupuleusement les engagements qu'ils avaient pris, à l'égard de personnes qui violaient délibérément ceux qu'elles-mêmes avaient contractés.

Quoi qu'il en soit, il est indiscutable que dans tous leurs actes le roi et Colbert n'eurent jamais d'autre but que d'amener la Compagnie à une plus grande prospérité d'abord, de la sauver de la ruine ensuite, et cela les excuse — en grande partie — d'avoir, pour réaliser leurs projets, employé des procédés irréguliers.

Enfin il ne faut pas perdre de vue les générosités du roi à l'égard de la Compagnie, les 4 millions de livres par lui versés et abandonnés pour couvrir les pertes ; de telle manière qu'à lui tout seul, il se trouvait avoir fourni la moitié du capital de la société, ce qui le mettait à l'aise pour agir avec quelque désinvolture.

N'en voulons donc pas trop au pouvoir des abus d'autorité qu'il commit dans la gestion de la Compagnie. Sachons-lui gré, d'autre part, d'avoir osé une entreprise qui paraissait vouée aux plus hautes destinées et de s'y être consacré avec dévouement.

Mais qui de ces deux hommes Louis XIV, ou Colbert, devra, devant l'histoire, assumer plus particulièrement et le mérite de l'entreprise et la responsabilité de fautes com-

prises dans son administration. C'est à dessein que nous avons toujours réuni ces deux noms pour le même éloge ou le même blâme. C'est qu'en effet, s'il est certain que l'un des deux fut l'âme de la Compagnie, son véritable directeur, il est bien difficile de déterminer lequel des deux le fut en réalité.

Colbert fut-il en effet, comme nous le présente la tradition historique, un homme doué d'une vive intelligence, animé d'un esprit d'initiative et d'une activité qui lui firent concevoir et mener à bien les entreprises et les réformes commerciales qui illustrèrent le règne de Louis XIV, ou faut-il rabaisser son mérite à celui d'un secrétaire fidèle, d'un ministre dévoué ?

Faut-il ne voir en Louis XIV que le « Roi Soleil » uniquement préoccupé du souci de sa gloire, de ses guerres, de son plaisir aussi et de ses maîtresses, se reposant des fatigues d'une campagne par une nouvelle conquête féminine, ou bien faut-il, épousant la thèse séduisante de M. Pauliat (1), voir en lui un homme « d'un esprit précis, méthodique, possédant au dernier point le sens et le goût des affaires » ?

L'étude des documents ne nous permet pas de trancher la question avec certitude.

C'est à Louis XIV qu'étaient adressés les mémoires de la Compagnie. Il rendit à maintes reprises des ordonnances concernant la Compagnie, il présida plusieurs fois l'assemblée des actionnaires, mais comment affirmer que les rapports à lui adressés ne s'arrêtaient pas dans le cabinet de Colbert avant de lui parvenir, et que celui-ci se contentait de lui en rendre compte ? Que les ordonnances

(1) *Louis XIV et la Compagnie des Indes, op. cit.*

par lui rendues étaient son œuvre personnelle ? Ne se contentait-il pas bien plutôt d'apposer sa griffe au bas d'un travail qui lui étaient soumis tout achevé ? Lorsqu'il présidait l'assemblée générale, faisait-il autre chose que de rehausser la réunion de sa présence et accomplir un simple devoir de protocole ?

Certes le roi porta un grand intérêt à la Compagnie et fut toujours tenu au courant de ses affaires : cela n'est pas douteux, mais il est infiniment probable qu'il ne connaissait les détails de la vie de la Compagnie que par l'intermédiaire de Colbert, et que c'est ce dernier, au contraire, averti continuellement par les directeurs des opérations de la Compagnie, qui eut la tâche difficile, d'en pénétrer les détails, de « mener l'affaire », de prendre les décisions que réclamaient les circonstances, et c'est lui, croyons-nous, qui doit plus que Louis XIV porter devant l'histoire les mérites et les responsabilités de l'entreprise.

Cette responsabilité certes est grande, — les irrégularités furent nombreuses, nous l'avons vu, — mais du moins rien dans les actes de Colbert ne permet de croire qu'un seul instant il ait poursuivi un autre but que le plus grand bien de la Compagnie.

Il n'en est pas de même des directeurs que la Compagnie avait envoyés à Madagascar pour gérer la colonie.

Aucune entente ne régna dès le départ de la flotte qui les emmenait à Madagascar, entre Montdevergue, le directeur, et les membres du futur conseil souverain de l'île, La flotte séjourna fort longtemps dans les eaux du Brésil, perdant une année entière, épuisant ses provisions. Enfin, une fois celle-ci arrivée dans l'île, aucun essai de colonisation ne fut sérieusement tenté : les colons ne furent même pas répartis sur les divers point de l'île.

Plutôt que de travailler, ceux-ci préférèrent consommer les approvisionnements apportés par les navires, que leur revendaient d'ailleurs très cher des marchands sans scrupule auxquels les avaient vendus — par une coupable spéculation — les agents de la Compagnie.

De tels agissements amenèrent un gaspillage de plus de 500.000 livres et devait conduire la Compagnie à abandonner Madagascar, qui aurait cependant pu être pour elle un excellent entrepôt et une colonie d'un très bon rapport.

Ce fut une très grosse perte et l'une des causes de la ruine de la Compagnie (1).

Pour gérer les comptoirs des Indes, un meilleur choix de directeurs fut fait. Caron surtout mérite une mention toute spéciale ; commerçant avisé et énergique, il avait su donner aux établissements qu'il avait fondés aux Indes une grande vitalité que vint malheureusement détruire la guerre de Hollande. Sa mort prématurée fut une grande perte pour la Compagnie. Tout au plus pourrait-on lui reprocher son caractère autoritaire qui, souvent, causa des dissentiments profonds entre lui et ses collaborateurs.

Ceux-ci, de même, méritent plus de compliments que de reproches. La marche des affaires réclamait, il est vrai, plus d'entente entre eux, et trop souvent leurs discussions et leurs jalousies durent nuire aux intérêts de la Compagnie. Mais on ne peut leur reprocher aucune malversation, ils firent preuve de beaucoup d'activité et ne perdirent jamais courage.

(1) Sur ce point encore nous sommes en désaccord avec M. Pauliat qui voit au contraire en Montdevergue un grand méconnu, dont les efforts de colonisation furent très réels et qui ne fut vaincu que par la fortune contraire. — Cf. *op. cit.*

Le mérite en est grand, surtout pour ceux qui assumèrent la gestion des affaires après le départ et la mort de Caron. Isolés de la France dont les nouvelles ne leur parvenaient que de loin en loin, ignorants de ce qui se passait à Paris, ils restèrent parfois plus d'une année sans voir arriver le navire qui, en même temps qu'il leur apportait de quoi subvenir à leurs besoins et à ceux de leur commerce, les assurait au moins que la métropole ne les avait pas définitivement abandonnés. Harcelés par les créanciers dont ils avaient dû, pour vivre, accepter les prêts usuraires, obligés même, pour éviter leurs incessantes réclamations, de renoncer à quitter leurs demeures, ils ne se laissèrent pas abattre, et sans se décourager, accomplirent jusqu'au bout la mission que leur avait confiée la Compagnie.

Eux aussi furent des victimes de la fatalité qui s'acharna sur la Compagnie des Indes et des actionnaires qui, par la mauvaise foi qu'ils mirent à tenir leurs engagements, privèrent la Compagnie des ressources nécessaires à des armements nombreux qui auraient ravitaillé régulièrement la colonie et auraient pu donner à celle-ci un brillant essor.

C'est en effet dans la mauvaise chance qui accabla la Compagnie et la mauvaise foi des actionnaires que nous trouverons les causes réelles de l'insuccès de la Compagnie.

Jamais une entreprise n'eut à lutter contre des difficultés aussi grandes que celles que rencontra dès ses débuts la Compagnie des Indes orientales.

La première flotte prit la mer plus tard qu'elle ne devait : après un voyage long et difficile, elle atteignit enfin l'île Dauphine, mais elle rencontra une hostilité très vive des anciens colons et eut la plus grande peine à se faire

remettre Fort Dauphin. De Beausse, le chef de l'expédition, fut vaincu par la maladie. Des deux vaisseaux envoyés alors aux Indes, l'un échoua et l'autre, par suite de la mauvaise entente qui régna entre son capitaine et le marchand Houdry, ne remplit pas sa mission. La *Vierge de Bon Port*, qui ramenait en France la première cargaison envoyée de l'île Dauphine, fut attaquée par une frégate anglaise et coulée au large de Guernesey. La seconde flotte, plus importante, dut, soit nécessité, soit impéritie de ses chefs, relâcher fort longtemps au Brésil, épuisant ses ressources.

Aux Indes la mort enlevait à la Compagnie ses collaborateurs les plus fidèles : de Faye mourait en avril 1669. Peu après Caron se noyait, et sa perte causait à la Compagnie un tort irréparable. Son successeur Baron succomba, à Surat, en 1683, la même année que Colbert à Paris.

Enfin et surtout, alors que la Compagnie, sortie de la période pénible des débuts, allait prospérer, la guerre de Hollande éclatait ; San Thomé et les principaux établissements de la Compagnie tombaient entre les mains de l'ennemi. La sécurité des mers n'existait plus et les envois aux Indes devaient être suspendus. Un coup fatal était porté à la Compagnie : elle ne s'en releva point.

Elle aurait pu cependant reprendre son activité interrompue, si elle avait possédé des capitaux assez importants pour lui permettre de vivre quelque temps sans les bénéfices de son commerce ; puis, les mauvais moments passés, de recommencer l'œuvre arrêtée.

Cela ne fut pas possible. Lorsque, la guerre de Hollande terminée, elle voulut reprendre les affaires, le fonds de roulement indispensable manquait ; elle dut toujours par suite attendre l'arrivée d'un vaisseau des Indes pour pou-

voir, grâce au produit de la vente des marchandises qu'il contenait, faire les frais de l'envoi d'un navire à la colonie !

Aux Indes, l'argent que contenaient les vaisseaux envoyés de la métropole servait d'abord à désintéresser les créanciers les plus pressés, et seul ce qui avait échappé aux exigences de ceux-ci pouvait être employé aux achats des matières premières !

Les frais généraux absorbèrent ainsi les ressources désormais insuffisantes de la Compagnie et l'amènèrent fatalement à la ruine et à la faillite.

Et c'est ici qu'apparaît alors nettement la grande responsabilité des actionnaires de la Compagnie. Celle-ci de même que ses rivales étrangères, aurait très certainement prospéré, et triomphé des difficultés qui l'accablèrent, si elle avait possédé le fonds de roulement très grand que réclamait une aussi colossale entreprise. Si elle ne l'a pas eu, la faute en incombe aux actionnaires.

Le fonds social de la Compagnie avait été fixé à quinze millions de livres. Cependant il semble bien que ce chiffre très exagéré n'ait jamais dû être atteint ; mais tout au moins les actionnaires devaient-ils fournir un capital de plus de huit millions de livres, sans compter dans ce chiffre les versements du roi qui s'était engagé à fournir à la Compagnie deux millions de livres et qui, en réalité, lui en donna le double. Au lieu de ces huit millions, les actionnaires n'avaient versé en 1666 que 3.091.466 livres — en 1675 que 4.906.751 livres, et en 1684 le fonds de la Compagnie, par suite de la déchéance prononcée contre les intéressés qui n'avaient pas fourni leurs trois tiers, se trouvait réduit à 3.353.966 livres !

Les actionnaires n'avaient pas compris qu'une entre-

prise aussi vaste ne pouvait dès la première année leur fournir les gros bénéfices qu'ils espéraient. Faute d'avoir fait crédit de quelques années à la Compagnie, ils la mirent, par leur mauvaise foi, dans la situation la plus critique et furent les artisans de leur propre ruine.

Dès lors toute perte devait préjudicier gravement à la marche de la Compagnie déjà appauvrie par des armements hors de proportion avec ses ressources.

C'est pour ces motifs que la mauvaise gestion de Montdevergue, les pertes de navires, l'arrêt de ses affaires par la guerre de Hollande lui portèrent un coup mortel dont, plus riche, elle se serait très probablement relevée.

Cependant, si l'insuffisance de capitaux et la mauvaise fortune combinés devaient amener à la ruine une entreprise qui avait coûté tant d'efforts, il ne faudrait pas conclure que ses efforts aient été absolument dépensés en pure perte.

Grâce à la Compagnie, la route des Indes était ouverte à nos vaisseaux, et les comptoirs qu'elle avait fondés devaient servir de base à notre futur empire colonial des Indes qui devait plus tard — mais pas pour longtemps hélas ! — être si florissant.

Enfin, bien que n'ayant pas réussi, Colbert, par son initiative et son travail, Louis XIV par son appui moral et financier, les directeurs par leur dévouement, les actionnaires fidèles par leur confiance, méritent notre reconnaissance. Ils ont le mérite d'avoir tenté hardiment une grande et belle œuvre.

L'expérience de leurs insuccès, des imperfections de leur essai, de leurs fautes, a servi à instruire les générations futures, et leur travail n'a pas été effectué en pure perte.

Ici, comme dans les autres voies où se lance, parfois

témérairement, l'esprit humain, novateurs audacieux, ils ont échoué. Du moins pour l'avoir osé, méritent ils que leur soit faite dans l'histoire une place parmi ceux auxquels la postérité a dressé un monument de son admiration et de sa reconnaissance.

APPENDICE

STATUTS DE LA COMPAGNIE ¹.

Lettres patentes de la Compagnie transmises à la Chambre des Comptes le onze septembre 1664.

Louis, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, à tous présents et à venir salut.

Tous les soins et toutes les applications que nous avons donnez jusqu'à présent à réformer les abus qui se sont glissez dans tous les ordres de vostre état pendant la longue guerre que le feu Roy, nostre très honoré seigneur et père de glorieuse mémoire, et nous, avons esté nescessité de soutenir nous paroissant clairement approuvé de Dieu par le succez autant et plus favorable que nous pouvions désirer que sa divine bonté veut bien donner à tous nos desseins ; et estant fortement persuadez que nous ne pouvons répondre dignement aux grâces que nous recevons de sa main toute puissante qu'en donnant aux peuples qui sont soumis à notre obéissance les mesmes marques de bonté paternelle que nous recevons de luy tous les jours et en notre personne et en celles de notre famille royale : nous sommes conviez d'autant plus à redoubler notre travail assidu et sans relâche pour procurer à ces mesmes peuples le repos et le soulagement qu'ils ont si bien mérité de nous, par les assistances qu'ils nous ont données pendant la durée d'une si longue guerre : et d'autant que nous connoissons clairement que la félicité des peuples consiste non seulement à la diminution considérable des Impositions que nous lui avons accordées depuis deux ou trois années mais beaucoup plus au restablissement du commerce de notre royaume par le moyen duquel seul l'abondance peut estre attirée au dedans, et servir au luxe et à la profusion du petit nombre comme celle qui provenait cy devant de la dissipation de nos finances mais à se répandre sur le général des peuples au moyen des

(1) Cf. Registres de la Chambre des Comptes mémoriaux. *Archives nationales*, P. 2380, fo 287.

manufactures, de la consommation des denrées et de l'employ d'une infinité de personnes presque de tous âges et sexes que le commerce produit, ce qui concilie fort heureusement l'abondance des biens temporels avec celle des spirituels : veu que par le travail assidu les peuples sont éloignez de toutes occasions de mal faire, inseparables de la fainéantise. Entre tous les moyens que nous avons souvent examinez pour parvenir à une si bonne fin et après avoir fait plusieurs réflexions sur une matière de si grande estendue, nous nous sommes principalement attachez au commerce qui provient des voyages au long cours, estant certain et par le raisonnement ordinaire et naturel, et par l'expérience de nos voisins que le profit surpasse infiniment la peine et le travail que l'on prend à pénétrer dans les païs si éloignez ; ce qui de plus est entièrement conforme au génie et à la gloire de notre nation et à l'avantage qu'elle a par dessus toutes les autres de réussir avec facilité en tout ce qu'elle veut entreprendre. C'est ce qui nous auroit obligé d'employer tous nos soins à l'établissement d'une Compagnie puissante pour faire le commerce des Indes orientales, et comme nous voyons une infinité de nos sujets de toute condition impatiens d'entrer dans cette Compagnie et de la former, auquel effet, ils attendent une déclaration de notre volonté pour la commencer et la conduire à une heureuse fin, nous ne pouvons retarder davantage à leur faire connoistre tout ce que nous sommes disposez à faire en cette occasion pour leurs avantages à ces causes de l'advis de la Reyne notre très honorée dame et mère, de notre très cher et très amé frère unique le Duc d'Orléans et de plusieurs princes de notre sang, grands et notables personnages de notre conseil : nous avons par ces présentes signées de nostre main dit, statué et ordonné, disons, statuons et ordonnons, voulons et nous plaist :

1^o *Que la Compagnie des Indes orientales* sera formée de tous nos sujets de quelque qualité et condition qu'ils soient qui y voudront entrer pour telles sommes qu'ils estimeront à propos sans que pour cela ils dérogent à leurs noblesses et privilèges dont nous les avons relevez et dispensez, et ne pourra chacune part estre moindre de mille livres ny les augmentations de cinq cents livres pour la facilité des calculs, répartitions de ventes d'actions desquelles parts le tiers sera fourny comptant pour le premier armement et les deux autres tiers les deux années consécutives également et par moitié dans les mois de décembre mil six cent soixante-cinq et mil six cent soixante-six sous la peine à ceux qui ne fourniront pas les dits deux tiers dans le dit temps de perdre ce qu'ils auront avancé dans

les premier et second payemens qui demeurera au proffit et dans la masse du fonds de la ditte Compagnie sans qu'aucun intéressé se puisse retirer, sinon en vendant son action, soit à quelque autre intéressé ou autre personne qui y gardera toujours la mesme part, en sorte que le fonds ne soit point diminué, lequel fonds capital sera réputé meuble pour chacun des dits intéressez.

2^o *Les directeurs ny les particuliers* intéressez ne pourront estre tenus pour quelque cause ou prétexte que ce soit de fournir aucune somme au-delà de celle pour laquelle ils seront obligez dans le premier établissement de la Compagnie soit par manière de supplément ou autrement.

3^o *Tous estrangers* et sujets de quelque prince et Estat que ce sont pourrons entrer en la ditte Compagnie et ceux qui y auront mis 20.000 livres de principal seront réputés régnicoles sans qu'il soit besoin de lettres de nationalité auquel effet leurs parents quoy-qu'estrangers leur succéderont en tous les biens qu'ils auront en ce royaume.

4^o *Les parts et portions* qui appartiendront aux particuliers intéressez en la ditte Compagnie de quelque qualité qu'ils soient ne pourront estre par nous saisies ny confisquées à nostre profit encore qu'ils soient sujets des princes et Estats avec lesquels nous pourrions entrer en guerre.

5^o *Les directeurs* de la ditte Compagnie ne pourront estre inquietez ny contrainsts en leurs personnes et biens pour raison des affaires de la ditte Compagnie ny les effets d'icelle susceptibles d'aucunes hipotecques pour nos affaires, ny saisis pour ce qu'y pourroit nous estre deub par les particuliers intéressez en icelle.

6^o *Les officiers qui auront une part de 20.000 livres* dans la ditte Compagnie seront dispensez de faire la résidence à laquelle ils sont obligez par nos déclarations et Edits des mois de décembre et mars dernier aux lieux de leurs établissements et ne laisseront de jouir de leurs droits, gages et espèces comme s'ils estoient présent.

7^o *Tous ceux qui mettront* jusques à la somme de 8.000 livres à la ditte Compagnie acquèreront le droit de bourgeoisie dans les villes de leurs demeures à la réserve de Paris, Rouen, Bordeaux et Bayonne, ezquelles ils ne pourront acquérir le dit droit s'ils ne sont intéressez du moins pour 20.000 livres en la dite Compagnie.

8^o *Tous ceux qui voudront* entrer en la ditte Compagnie seront

obligez de le déclarer dans six mois à compter du jour que la présente déclaration aura esté lée et enregistré au parlement de Paris en fin duquel temps nul ne sera plus admis ny reçu en la ditte Compagnie et ceux de notre bonne ville de Paris qui seront déclarez et auront fourny leurs parts nommeront trois mois après le dit enregistrement les directeurs de notre ditte ville de Paris.

9^o *La chambre de direction* générale des affaires de la ditte Compagnie sera établie en notre bonne ville de Paris et sera composé de vingt-et-un directeurs, douze de nostre ditte ville de Paris et neuf des villes de provinces lesquels seront nommez et choisis sçavoir les douze par les intéressez de nostre ditte bonne ville de Paris et les neuf par les intéressez des dittes villes ou provinces, chacune à proportion des sommes qu'elle aura mis dans la ditte Compagnie ce qui sera réglé par la Chambre de la direction générale ainsy qu'il sera dit cy après.

10^o *En attendant que* la ditte Compagnie soit entièrement formée et établie, les intéressez des villes ou provinces cy après s'assembleront pour nommer et choisir quinze syndics : sçavoir trois pour la ville de Rouen, deux pour la ville de Lyon et un pour chacune des villes de Nantes, Saint-Malo, La Rochelle, Marseille, Tours, Caën, Dieppe, Le Havre et Dunquerque lesquels syndics seront tenus de se trouver en nostre ditte ville de Paris le premier jour de décembre prochain, pour avec les directeurs d'icelle composer la ditte chambre de la direction générale, seulement pour examiner et choisir les villes où il sera à propos d'établir des chambres de direction particulières et du nombre des directeurs qui composeront les dittes chambres ; ensemble le nombre des directeurs qui auront entrée et feront partie de la ditte chambre de la direction générale de Paris, auquel temps le nombre des directeurs généraux pourra estre augmenté ou diminué, et si aucuns des dits syndics ne se trouvent au dit jour il sera passé outre à ce que dessus par les présens.

11^o *Un mois après le choix* ainsy fait des dittes villes et le nombre des dits directeurs arresté les particuliers des dittes villes et des provinces qui seront intéressez en la ditte Compagnie s'assembleront et feront élection du nombre des directeurs qui aura esté arresté à la direction générale, pour composer la direction particulière, et nommeront ceux qui assisteront à la ditte direction générale à Paris, lesquels seront obligés de se rendre incessamment, et pourront les dits intéressez des provinces nommer leur caissier pour recevoir leurs deniers et les remettre au caissier général en

nostre ditte ville de Paris qui a esté nommé pour la première fois avec les syndics d'icelle, lequel fera la ditte recette jusqu'à ce que la chambre générale soit établie, comptera de son maniemment à la ditte chambre, auquel temps les dits syndics demeureront deschargés.

12° *Les directeurs seront choisis* du nombre des marchands et négocians actuellement au moins pour les trois quarts et pour l'autre quart de marchands retirez du commerce, de nos secrétaires, maison et couronne qui auront esté dans le commerce, et de deux bourgeois quoy qu'ils n'ayent fait aucun commerce, et sans que le nombre de deux puisse augmenter, ny qu'aucune autre personne de quelque estat, qualité ou condition que ce soit puisse estre élu directeur.

13° *Ne pourra aucun* des intéressez en la ditte Compagnie avoir voix délibérative pour l'élection des directeurs, caissier et secrétaire s'il n'a du moins six mil livres ny élu pour être directeur en nostre ditte bonne ville de Paris s'il n'a du moins vingt mille livres et directeur pour la province dix-mille livres, le tout d'intérêt en la dite Compagnie.

14° *Les premiers directeurs* eleus, ainsy qu'il est cy dessus dit, serviront sept années consécutives, lequel temps expiré il en sera changé deux tous les ans à Paris et un aux autres chambres, lesquels changemens pendant les cinq premières années se feront au sort, et ensuite alternativement après le temps de chacun directeur expiré, et en cas de mort pendant les sept premières années il en sera élu en leurs places par les autres directeurs de leurs établissemens et pourra un Directeur déposé estre nommé de nouveau directeur après six ans de repos, et ne pourront estre Directeurs ensemble le père et les enfans et gendres, ny les frères et beaux-frères.

15° *Les directeurs des dittes chambres* generale et particulières présideront en chacune d'icelles, tour à tour, de mois en mois, à commencer par le plus ancien ou autrement ainsy qu'il sera advisé après que la chambre générale sera établie.

16° *La ditte chambre* de la direction générale pourra faire statuts et réglemens pour le bien et avantage de la ditte Compagnie lesquels seront executez selon leur forme et teneur.

17° *Les secrétaire et caissier* général de la Compagnie en France seront nommez à la pluralité des voix pour tous les dits intéressez

qui auront droit de nommer les directeurs, et ne pourront estre destituez qu'en la mesme manière.

18° *Sera tenue tous les ans* une assemblée générale le deuxième jour de May pour délibérer sur les affaires plus importantes de la Compagnie en laquelle ceux qui auront voix délibérative pourront assister et y seront nommez les directeurs généraux à la pluralité des voix, les temps cy dessus expirés.

19° *Tous les comptes* des chambres de direction particulières des provinces seront envoyez de six en six mois à la chambre de la Direction générale de notre ditte ville de Paris en laquelle les livres de raison seront examinez, veus et arrestez, et sera à chacun rendu un compte général de tous les effets de la ditte Compagnie par les Caissier général et teneur de livres lequel sera arrêté ; et ensuite les partages des profits faits, le tout par la ditte chambre de la direction générale de notre ditte ville de Paris sans qu'aucun des particuliers intéressez puissent pour quelque occasion que ce soit prétendre d'autre compte que le dit compte général dont le bordereau en abrégé sera leu et examiné en l'assemblée générale au jour cy dessus.

20° *Les dittes chambres* de direction générale et particulières nommeront les officiers qui seront nécessaires pour tenir les caisses, les livres de raison et les comptes et feront les directeurs particuliers les achapt et ventes, les armemens et équipages, payeront les gages et autres dépenses ordinaires, chacun dans son département suivant ce qui aura esté arrêté par la chambre de la direction générale de notre ville de Paris, laquelle règlera et décidera tout ce qui sera nécessaire pour le bien et avantage de la ditte Compagnie.

21° *Les directeurs* des chambres générale et particulières feront écrire sur leurs livres tous les gages et salaires qu'ils donneront à leurs officiers, serviteurs, commis, ouvriers, soldats et autres, lesquels livres seront crus en justice et serviront de décision sur les demandes ou prétentions que l'on pourroit avoir contre la ditte Compagnie et ne pourront les gages de ceux employez par la ditte Compagnie estre saisis ny arrêtez pour quelque cause et occasion que ce soit.

22° *Ne pourront être* saisis les effets de la ditte Compagnie par les créanciers d'aucuns des intéressez, pour raison de leurs dettes particulières, par vertu de sentences ny arrêts et ne pourra estre etably de commissaires ou gardiens aux dits effets, déclarant nul tout ce

qui pourra être fait au préjudice ; et ne seront tenus les directeurs de la ditte Compagnie de faire voir l'estat des dits effets, ny rendre aucun compte aux créanciers des dits interessez sauf aus dits créanciers à faire saisir et arrester entre les mains du caissier général et teneur de livres de la ditte Compagnie ce qui pourra revenir ausdits interessez par les comptes qui seront arreztez par la Compagnie auxquels ils seront tenus de se rapporter.

23° *Ne sera donné aucune* lettres d'Estat, respy, revocation ny surséance à ceux qui auront achepté des effets de la ditte Compagnie ou des choses servant à icelle, en sorte qu'elle demeure toujours en estat de faire contraindre les débiteurs par les voyes et ainsy qu'ils y seront obligez.

24° *Tous différends* qui pourront naistre entre les directeurs et interessez en la ditte Compagnie ou entre les interessez pour raison des affaires d'icelle seront jugez et terminez à l'amiable par trois directeurs dont sera convenu par les parties sinon il en sera nommé d'office sur le champ par les chambres de direction generale et particulières des lieux où se trouveront les differends, afin d'arrester par ce moyen la suite des procez et divisions qui pourroient arriver en la ditte Compagnie ausquels jugemens les parties seront tenues d'acquiescer, comme si c'étoit arrêt de Cour souveraine à peine de tous depens, dommages et interests.

25° *Tous différends* qui surviendront pour quelque cause que ce soit concernant la ditte Compagnie entre deux ou plusieurs directeurs ou interessez et un particulier pour les affaires de la ditte Compagnie circonstances et dépendances seront jugez et terminez par la justice consulaire ou par les juges qui en font les fonctions à l'exclusion de tous autres dont les sentences et jugemens s'exécuteront souverainement et sans appel jusques à la somme de 1500 livres et pour les affaires au-dessus les jugemens et sentences seront exécutées nonobstant oppositions ou appellations quelconques et sans préjudice d'icelles dont l'appel ressortira devant les juges ordinaires qui en doivent connoistre auquel effet nous ferons establir la ditte justice consulaire dans les villes où elle n'est point et qui sera nécessaire.

26° *Toutes les matières* criminelles dans lesquelles la ditte Compagnie sera partie ou aucun des interessez pour les affaires d'icelle, soit en demandant ou deffendant, seront jugées par les juges ordinaires à la charge toutefois pour quelque cause et sous quelque

prétexle que ce soit, le criminel ne pourra jamais attirer le civil lequel sera jugé ainsy qu'il est cy devant dit.

27° *La ditte Compagnie pourra* naviger et negotier seule à l'exclusion de tous nos autres sujets, depuis le cap de Bonne Espérance, jusques dans toutes les Indes et mers orientalles, mesmes depuis le destroit de Magellan et dans toutes les mers du Zud, pour le temps de cinquante années consécutives, à commencer du jour que les premiers vaisseaux sortiront du royaume, pendant lequel temps il est fait très expresses défenses à toute personne de faire la ditte navigation et commerce à peine contre les contrevenans de confiscation de vaisseaux, armes, munitions et marchandises applicables au profit de la ditte Compagnie.

28° *Appartiendra à la ditte Compagnie* à perpétuité en toute propriété, justice et seigneurie toute les terres, places et isles qu'elle pourra conquérir sur nos ennemis ou qu'elle pourra occuper soit qu'elles soient abandonnées, desertes ou occupées par les barbares, avec tous droits de seigneurie sur les mines, mineires d'or et d'argent, cuivre et plomb et tous autres minereaux, mesme le droit d'esclavage et austres droits utiles qui pourroient nous appartenir à cause de la souveraineté ez dits pays.

29° *Nous avons donné, concédé et octroyé, donnons, concedons et octroyons* à la ditte Compagnie l'isle de Madagascar ou Saint-Laurent avec les isles circonvoisines, forts, habitations qui peuvent y avoir été construites par nos sujets et en tant que besoin est, nous avons subrogé la ditte Compagnie à celle cy-devant establee pour la ditte isle de Madagascar en conséquence du contract de delaissement fait par les interessez de la ditte ancienne Compagnie avec les syndics de la nouvelle, passé par les notaires au Chatelet de Paris le — jour du présent mois que nous avons approuvé et ratifié, approuvons et ratifions par ces présentes pour en jouir pour la ditte Compagnie à perpétuité en toute propriété, seigneurie et justice ensemble des droits contenus au précédent article ne nous reservant aucun droit ny devoir pour tous les dits pays compris en la présente concession que la seule foy et hommage lige que la ditte Compagnie sera tenue de nous rendre et à nos successeurs Roys, avec la redevance à chacune mutation de Roy d'une couronne et un sceptre d'or du poids de cent marcs.

30° *Sera tenue la ditte Compagnie* d'establir des ecclésiastiques en dittes isles de Madagascar et autres lieux qu'elle aura conquis en tel nombre et de telle qualité qu'elle trouvera à propos pour instruire

les peuples en la religion catholique, apostolique et romaine, bastir des églises pour y habiter les dits ecclésiastiques avec la qualité de curez ou autres dignitez, pour faire le service divin et administrer les sacremens et pour cet effet de prendre les institutions nécessaires et seront soumis à la nomination de la ditte Compagnie les dits curez et autres dygnitez lesquels elle entretiendra honnestement et décemment en attendant qu'elle puisse leur destiner des revenus pour les faire subsister.

31° *Aura la ditte Compagnie* le pouvoir et la faculté d'establis des juges pour l'exercice de la justice souveraine et de la marine dans toute l'étendue des dits pays et autres qu'ils soumettent à notre obéissance et mesme sur tous les françois qui s'y habitueront à la charge toutes fois que la ditte Compagnie nous nommera les personnes qu'elle aura choisies pour l'exercice de la ditte justice souveraine lesquelles nous prêteront le serment de fidélité, rendront la justice gratuitement et seront les arrests intitulez de nostre nom à laquelle fin seront expédiées des provisions ou commissions pour les dits juges scellées de notre grand sceau.

32° *Les officiers établis* pour la ditte justice souveraine pourront établir tel nombre d'officiers subalternes, et en tels lieux qu'ils jugeront à propos auxquels ils feront expédier des provisions ou commissions sous notre nom scellées de notre grand sceau, lesquels officiers subalternes rendront aussy la justice gratuitement.

33° *Seront les juges établis* en tous les dits lieux tenus de juger suivant les loix et ordonnances de nostre royaume de France, et de suivre et se conformer à la coutume de la prévosté et vicomté de Paris suivant laquelle les habitans pourront contracter sans que l'on y puisse introduire aucune coutume pour éviter la diversité.

34° *Pour l'exécution* des arrests et pour tous actes ou notre sceau sera nécessaire, il en sera estably un qui sera remis entre les mains de celui qui présidera la ditte justice souveraine.

35° *Pour le commandement* des armes, la ditte Compagnie nous nommera un lieutenant général du païs et autres qui seront conquis lequel sera par nous pourveu et son serment de fidélité reçu ; et en cas que sa conduite ne soit pas agréable à la ditte Compagnie elle en pourra nommer un autre qui sera de mesme par nous pourveu et reçu.

36° *La ditte Compagnie* pourra envoyer des ambassadeurs en notre nom vers les Roys des Indes, et faire traiter avec eux soit de paix

ou de trêve, mesme de déclarer la guerre et faire tous autres actes qu'elle jugera à propos pour l'avantage du dit commerce.

37° *Pourra la ditte Compagnie* équiper et armer tel nombre de vaisseaux qu'elle verra bon estre, soit de guerre ou de commerce, arborer sur l'arrière d'iceux le pavillon blanc avec les armes de France, establir des garnisons dans toutes les places cy dessus ou qui seront conquises ou basties de tel nombre de compagnies et d'hommes qu'elle estimera nécessaire et y mettre armes, canons et munitions, faire fondre canons et autres armes en tous les lieux et en tel nombre qu'elle aura besoin, sur lesquels seront empreintes nos armes, et au-dessous celles de la ditte Compagnie qui fera tout ce qu'elle croira nécessaire pour la seureté des dittes places lesquelles seront commandées par des capitaines et officiers de toute qualité qu'elle pourra instituer ou destituer ainsy qu'elle verra bon estre à la charge toutefois qu'ils nous preteront serment de fidélité et ensuite serment particulier à la ditte Compagnie.

38° *Et pour favoriser* d'autant plus les habitans des dits païs concédez et porter nos sujets à s'y habituer nous voulons que ceux qui poseront dans les dits païs jouissent des mesmes libertez et franchises que s'ils estoient demeurant en ce Royaume et que ceux qui naistront d'eux et des habitans des dits païs convertis à la foi catholique, apostolique et romaine soient censez et reputez regnicolles et naturels français et comme tels capables de toutes successions, dons, legs et autres dispositions sans estre obligez d'obtenir aucunes lettres de naturalité ; et que les artisans qui auront exercé leurs arts et métiers au dil païs pendant huit années consécutives en rapportant certificat des officiers des lieux où ils auront demeuré, attestez par les directeurs de la ditte Compagnie soient réputez maistres de chef d'œuvres en toutes les villes de notre royaume ou ils voudront s'establir, sans aucune exception.

39° *S'il est fait aucune prise* par les vaisseaux de la dite Compagnie sur les ennemis de l'Estat au delà de la ligne et dans les mers des païs concédez elles lui appartiendront et seront jugées par les officiers qui seront establis dans les lieux des dits païs où elles pourront estre menées plus commodément suivant les ordonnances de la marine sauf l'appel à la ditte justice souveraine.

40° *Nous promettons* à la ditte Compagnie de la protéger et de défendre envers et contre tous et d'employer la force de nos armes en toutes occasions pour la maintenir dans la liberté entière de son commerce et navigation ; et luy faire raison de toutes injures et

mauvais traitement en cas qu'aucune nation voulut entreprendre contre la ditte Compagnie ; de faire escorter ses envoys et retours à nos frais et dépens par tel nombre de vaisseaux de guerre que la Compagnie aura besoin non seulement par toutes les costes de l'Europe et de l'Afrique, mais mesmes jusques dans les Indes.

41° *Nous promettons* de faire fournir à la ditte Compagnie pour ses armemens et équipages, la quantité de cent muids de sel pour ses salaisons et équipages en la ville du Havre de Grâce ou autres lieux ou elle fera les dittes salaisons, par les mains des commis des greniers en payant seulement le prix du marchand, à condition toutefois de s'en servir de bonne foy et sans en abuser.

42° *Nous avons accordé* à la ditte Compagnie la liberté de prendre pour ses armes un écusson de forme ronde le fons d'azur chargé d'une fleure de lis d'or enfermé de deux branches, l'une de palme et l'autre d'olivier jointes en haut et portant une autre fleur de lis d'or, pour devise « florebo quocunque ferar » et pour suport deux figures, l'une de paix et l'autre de l'abondance, desquelles armes la ditte Compagnie se pourra servir dans ses sceaux et cachets et les faire apposer sur ses canons, armes, vaisseaux, édifices et partout ailleurs qu'elle avisera.

43° *La Compagnie sera exempte* pendant le temps du présent privilège de tous droits d'entrée pour les bois, chanvre, fer, cordages, munitions de pierre et autres choses nécessaires au bâtiment et avitaillement de ses vaisseaux, ensemble les dits vaisseaux et marchandises exempts des droits d'amirauté et debris.

44° *Les marchandises* qui viendront des Indes, qui seront déchargées dans les ports du royaume pour estre ensuite transportées dans les païs estrangers ou exemps de forain ne payeront aucuns droits d'entrée ni de sortie, et seront mises en depots dans les magasins des douanes et havres des lieux où elles arriveront où il y en a ; et où il n'y en a point, elles seront plombées et mises en dépost jusqu'à ce qu'elles soient enlevées, auxquels lieux les préposez par la ditte Compagnie donneront déclaration d'icelles aux interessez ou commis des cinq grosses fermes, signé de l'un des directeurs de la ditte Compagnie et lorsque les dits preposez voudront les transporter ailleurs, ils prendront acquis à caution de rapporter ans un certain temps certification comme elles y seront arrivées et pour les marchandises inconnues et non portées par le tarif elles payeront trois pour cent suivant l'évaluation qui en sera faite par

la chambre de la direction générale de la ditte Compagnie de nostre bonne ville de Paris.

45° *Et pour marque* de notre bonté paternelle pour nos sujets, et pour donner lieu à l'establissement de la ditte Compagnie si avantageux aux particuliers et à l'Estat, nous promettons d'avance particulièrement de nos deniers le cinquième de toute la despence qu'il conviendra faire pour les trois premiers armemens en sorte que nous ferons nécessairement délivrer au préposé nommé par la Compagnie pour recevoir les deniers la somme de 300.000 livres et au mesme temps qu'il aura reçu des interessez 400.000 livres, nous leur ferons délivrer autres 300.000 livres et ainsy consécutivement jusques à la somme de 3 millions de livres pour trois quinzièmes de la somme de 15 millions de livres à laquelle nous avons fixé le fonds total de la ditte Compagnie lesquels 3 cinquièmes nous fournirons la première année, à mesure que tous les interessez en fourniront 4, attendu que nous ne fournirons rien aux deux années suivantes, laquelle somme nous voulons bien prester à la ditte Compagnie sans aucun interest ny mesme sans y vouloir prendre part; mais seulement nous nous contentons que la ditte Compagnie s'oblige de nous rendre la ditte somme sans intérêt à la fin des dix premières années à compter du jour que le premier fonds capital de la ditte Compagnie aura esté achevé; et en cas qu'à la fin des dittes dix années il se trouvast par le compte général qui sera fait alors que la ditte Compagnie eust perdu de son capital, nous voulons que toute la perte tombe sur la somme que nous aurons fait avancer à la dite Compagnie suivant le compte de tous les effets d'icelle, lequel sera arrêté par la chambre de la direction générale à Paris sans que la ditte Compagnie soit obligée de compter en nos chambres des comptes, ny ailleurs dont nous l'avons dispensé et dispensons par ces présentes.

46° *Et pour donner moyen* à la ditte Compagnie de soutenir les grandes dépenses qu'elle sera obligée de faire pour ses establissemens dans les païs sy éloignez, nous promettons de luy faire payer pour chacun voyage de ses vaisseaux qui feront leurs équipemens et cargaisons dans les ports et havres de France, pour descharger dans les dits païs concedez et feront leurs retours dans les ports du royaume, la somme de 50 livres tournois pour chacun tonneau de marchandises qu'ils porteront dans les dits païs et la somme de 75 livres pour chacun tonneau de marchandises qu'ils en rapporteront et deschargeront en ce royaume, dont nous avons fait et faisons don à la ditte Compagnie à quelque somme que le tout se puisse

monter, sans que pour ce il soit besoin d'autres lettres que ces présentes, voulons et nous plaist que les dittes sommes seront payées au caissier général de la ditte Compagnie par le garde de notre trésor royal sur les certifications de deux des directeurs et passées sans difficulté en ses comptes où il appartiendra.

47° *Et d'autant que* le succez de ce grand dessein dépendra particulièrement de la conduite et vigilance des directeurs nous promettons à ceux qui se seront bien acquittez des dits emplois de leur donner des marques d'honneur qui passeront jusque à leurs postérité mesme à ceux des officiers et gens du conseil général qui sera estably pour la ditte Compagnie à Madagascar ou au lieu principal de son commerce dans les Indes.

48° *Si donnons en mandement* à nos amez et féaux conseillers les gens tenant chambre des comptes à Paris, que ces présentes ils fassent lire, publier et registrer, entretenir, garder et observer de point en point, selon leur forme et teneur nonobstant tous édits, ordonnances, reglemens et autres lettres à ce contraire. Car tel est notre plaisir et affin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre et apposer notre scel.

Donné à Vincennes l'an de grace mil six cent soixante quatre, et de notre règne le vingt-deuxième. Signé Louis, et plus bas, par le roi, de Guenegaud et a costé visa, Segulier, pour servir aux lettres pattentes portant l'establisement de la Compagnie du commerce aux Indes orientales et scellées en lacs de soye rouge et verte du grand sceau de cire verte et sur le reply est écrit : Registrées en la chambre des comptes ouy et ce requerant le procureur général du Roy, pour estre executées selon leur forme et teneur suivant l'arrest sur ce fait le onzième jour de septembre mil six cent soixante quatre. Signé Richer.

**Précis, résultat et clôture du grand livre de raison pour la seconde
1675 contenant les affaires**

	Livres	s.	d.
Le comptoir de Surat	807,776	5	—
Chargement du <i>Blancpignon</i>	248,396	10	—
Chargement de l' <i>Heureuse</i>	514,316	14	—
Effets en souffrance à l'isle Dauphine et Surat	552,769	8	—
Marchandises pour les Indes.	206,343	17	—
Marchandises restantes	27,902	—	—
Caisse	738,323	10	—
Billets à recevoir	217,597	—	—
Bons débiteurs.	134,152	10	—
Magasin du Port-Louis	162,883	1	—
Magasin du Havre	59,180	17	—
Établissements du Havre et Port-Louis.	125,814	12	—
Le Roy.	237,596	15	—
Navires en France	1,489,843	13	—
Vaisseaux aux Indes et en route	802,901	12	—
	£ 6,325,793	8	—
<i>Débiteurs faillis :</i>			
Claude Blot d'Amsterdam.	58,100	—	—
Lequinot	5,650	—	—
Gages des équipages.	224,412	—	—
Despences courantes et gages en Europe	507,740	10	—
	£ 3,934,545	3	7
Sur quoy sont à déduire les comptes des profits.	1,457,678	3	7
	2,476,867	—	—
	£ 8,906,751	13	8

(1) Cf. *Archives du ministère des colonies*, 4 C2, f° 251.

(2) Les additions de ce bilan sont fausses. Dans l'impossibilité où nous nous sommes trouvés, nous avons porté les chiffres portés sur le document contenu aux Archives du ministère des colonies.

Assemblée générale convoquée par Sa Majesté aux Tuileries le 8 may
de la Compagnie, sçavoir (2).

Avoir Par solde des comptes tirés des dits Livres sçavoir :

Actions :

Premier 1/3

Du compte rendu de 1668 il a esté

reçu. £ 2 499.803 — —

Depuis il a esté reçu. 78.444 15 4

£ 2.578.247 15 4

Deuxième 1/3

Du compte rendu en 1668 il a esté

reçu. £ 992.269 11 8

Depuis il a esté reçu. 658.434 6 8

£ 1.650.703 18 4

Troisième 1/3 et dernier paiement.

Du compte rendu en 1668 il a esté

reçu. £ 215.166 13 4

Depuis il a esté reçu. 462.633 6 8

£ 677.800 — —

Du Roy.

Du compte rendu en 1668 Sa Ma-

jesté avait fourny £ 2.500.000 — —

rouvés, bien entendu, de découvrir l'erreur, nous avons transcrit ici *in extenso*, les

Récapitulation générale des effets de la Compagnie des Indes Ori
Conseil d'Etat du 3 septembre 1684 et du procès-verbal fait ensui
eux le 6 octobre suivant ainsy qu'il en suit.

DÉPENSE				
Pour le montant des effets aux Indes compris les 3 chargements des navires, le <i>Saint-Antoine</i> , la <i>Vierge- sans-Macule</i> et le <i>Coche</i> partis de Brest le 2 avril 1684.		Livres	Sols	Den
		4.312.656	8	9
Pour ce qui reste à Pondichéry de l'envoy du <i>Saint- François d'Assize</i> pour fret et profit		60.240	4	—
Pour lettres et billets à recevoir provenant de la vente des marchandises apportées des Indes sur les navi- res le <i>Président</i> , le <i>Blancpignon</i> , le <i>Vautour</i> et le <i>Saint-François-d'Assize</i>		4.437.097	19	6
Argent en caisse		8.587	12	2
Deub par M. Grenier du Havre.	1.560	17	2	
» par M. Berryer	4.000	—	—	
Par M. des Varennes à son compte des draperies pour les Indes qu'il doit fournir à la Compagnie	10.000	—	—	
		15.560	17	2
En marchandises des Indes restantes en France à vendre		2.435	—	—
En marchandises de France destinées pour les Indes .		15.893	9	10
Vaisselle d'argent et meubles à Rouen.		3.988	9	—
Vaisseaux au nombre de 12, trois chaloupes, bateau et barque.		120.000	—	—
Deub par le Roy pour les tonneaux de marchandises envoyées et receues des Indes en 1684.		59.627	1	8
Le Roy pour les effets livrés en France et aux Indes pour les vaisseaux de Sa Majesté		134.215	6	2
Effets en souffrance à l'île Dauphine et Surat.		552.769	8	3
Le magasin du Port-Louis pour les effets servant aux équipements des vaisseaux		70.723	8	4
Maisons, magasins et établissements à Lorient près le Port-Louis.		77.803	9	1
Pour solde du compte de profits et pertes.	4.436.318	—	3	
Traites du Port-Louis, Nantes et au- tres lieux pour employer au paie- ment des équipages des navires, le <i>Blancpignon</i> , le <i>Vautour</i> et le <i>Président</i> de retour en France, radoubs et autres dépenses	116.179	17	10	
		1.552.497	18	1
		5.424.096	12	—

(1) Archives du ministère des colonies, 3 C², f^o 138.

ales tant en France qu'aux Indes fait en exécution de l'Arrest du
ar MM. les Commissaires nommez par le dit arrest clos et signé par

RECEPTE			
	Livres	Sols	Den ^s
Pour ce qui reste d'interressez aux termes de la déclara- tion du Roy du 13 septembre 1675.	3.353.966	13	4
Pour ce qui est deub à Surat à di- vers créanciers.	1.483.577	9	11
Deub à divers particuliers pour vente de marchandises des Indes qui ont été vendeues à la dernière vente à Rouen avec celles de la Compagnie	378.998	7	9
Deub à Messieurs des fermes pour droits d'entrée des marchandises apportées des Indes en 1684 . .	165.471	5	—
Deub à M. Eon de Saint-Malo pour reste d'affrètement du <i>Saint- François</i>	31.916	16	—
Pour gratifications aux 6 directeurs de la chambre de Lion et aux deux de celle de Nantes suivant l'arrêt du Conseil d'Etat du 17 juillet 1684.	8.000	—	—
Deub à Thomas Mariaux pour une lettre de change fournie à Surat en may 1681 sur la Compagnie, laquelle n'a encore été présentée. .	1.650	—	—
Deub aux héritiers de Louis Bisson, décédé à Surat pour la vente de ses hardes.	516	—	—
	2.070.129	18	4
	5.424.096	12	—

Le bilan cy dessus est le résultat de toutes les affaires de la Compagnie que
ous avons veu. examiné et vérifié et le tout trouvé en bon ordre ainsy qu'il se
oit par la juste balance d'iceluy lequel a été arresté par nous directeurs de la
chambre générale et par MM. de la Forcade et Pontoise, directeurs des chambres
articulières de Lion et Bordeaux suivant la délibération de ce jour, fait à Paris,
e sept novembre 1684. Signé : Defourey, Chappelier, Jacques, Defrémont, Morel,
abach, Bachelier, Pocquelin, Souillet, Lebrun, Tardif, de la Forcade et Pontoise.

CHAPITRE III. — L'assemblée générale de mai 1684.	118
CHAPITRE IV. — L'assemblée générale de septembre 1684. — Dissolution de la Compagnie	128
CONCLUSION.	133

Appendice.

1 ^o Statuts de la Compagnie.	147
2 ^o Bilan de 1666	162
3 ^o Bilan de 1675.	166
4 ^o Bilan de mai 1684.	170
5 ^o Bilan de septembre 1684.	172

Vu :

Le Président de la thèse,
E. CHÉNON.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.



Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
